

Quand le soleil projette une ombre

Les risques pour les droits de l'homme des partenariats multipartites : le cas de l'Initiative pour le renforcement de la nutrition (SUN)



Auteur.e.s

**Laura Michéle (FIAN International),
Stefano Prato (SID),
Patti Rundall (Baby Milk Action/IBFAN),
Flavio Valente (FIAN International)**

Chercheur.se.s nationaux.les

**Barbara Nalubanga (Ouganda),
Maarten Immink and Magali Cano (Guatemala),
JP Dadhich and Arun Gupta (Inde)**

Relecteurs.rices

**Rehema Bavuma, Anne Bellows,
Angela Carriedo, Mareike Haase,
Lida Lhotska, Ann Louise Lie,
Victoria Mogollón, Sofía Monsalve,
Alejandra Morena, Sarah Schneider,
Yifang Slot-Tang, Andrea Sonntag,
Ana María Suárez Franco,
Bernhard Walter, Ricardo Zepeda**

Traduction au français

Nellie Epinat

Mise en page

Jon Rundall

Illustration de couverture

Bill Bragg

Impression

CITY-DRUCK Heidelberg

Publié par

**FIAN International, IBFAN et Society for
International Development (SID) avec le soutien
de l'Open Society Foundation, Bread for the
World, et Misereor. Les points de vue et opinions
exprimés dans la publication relèvent de la seule
responsabilité des auteur.e.s et ne reflètent pas
nécessairement ceux des relecteur-ric.e.s et des
bailleurs de fonds.**

Décembre 2019

Disponible sur

**www.fian.org
www.ibfan.org
www.sidint.net**

Quand le soleil projette une ombre

Les risques pour les droits de l'homme
des partenariats multipartites : le cas
de l'Initiative pour le renforcement
de la nutrition (SUN)

Laura Michéle, Stefano Prato,
Patti Rundall, Flavio Valente

Sigles et acronymes	6
Résumé analytique	7
Introduction	10
Contexte	11
Objectifs de l'étude	11
Méthodologie	12
Limites et défis	13
Chapitre 1 : Cadre conceptuel et analytique	14
La conceptualisation holistique du droit à une alimentation et une nutrition adéquates	16
Cadre à quatre piliers pour l'évaluation des politiques et des interventions en matière de nutrition	20
Cadre d'évaluation de l'initiative SUN du point de vue de la gouvernance	23
Chapitre 2 : Le « Mouvement » pour le renforcement de la nutrition	25
Vision, objectifs et approche	26
Composition et structure de gouvernance	27
La structure de financement	30
Règles d'engagement, de prise de décision et de résolution des conflits (Ouverture)	31
Suivi, évaluation et redevabilité	33
Chapitre 3 : L'évolution de la gouvernance nutritionnelle et l'émergence du « partenariat multipartite »	35
Le Sommet mondial de l'alimentation et la réforme du Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN)	36
L'accroissement de la participation du secteur privé à la gouvernance en matière d'alimentation et de nutrition	37
Comment rehausser le profil politique de la nutrition ?	38
Un changement de vitesse politique au sein de l'UNSCN	38
L'essor de SUN et sa recherche d'un foyer institutionnel	40
Le secteur privé s'infiltre grâce à la réforme du CSA et de l'OMS	41
Se réapproprier le programme de la nutrition: CIN2 et nouveaux appels au CSA et au SCN	41
Chapitre 4 : L'influence de SUN sur la politique nutritionnelle à l'échelle nationale: les cas de l'Ouganda, du Guatemala et de l'Inde	43
Conclusions	71
Recommandations	75
Notes de fin	79

Sigles et acronymes

ASC Alliance(s) de la société civile	MNT Maladies non-transmissibles
BMGF Fondation Bill & Melinda Gates	ONG Organisation non-gouvernementale
CAC Commission du Codex Alimentarius	ONU Organisation des Nations Unies
CEDAW / CEDEF Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	OPM Office of the Prime Minister
CESCR / CDESC Comité des droits sociaux, économiques et culturels	POLSAN Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Guatemala
CFS / CSA Comité de la sécurité alimentaire mondiale	PNUD Programme des Nations Unies pour le développement
CMAM Gestion communautaire de la malnutrition aiguë	PPP Partenariat public-privé
COI Conflit d'intérêts	REACH Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition
CRC Convention relative aux droits de l'enfant et Comité des droits de l'enfant	RtAFN Droit à une alimentation et à une nutrition adéquates
ECOSOC Conseil économique et social des Nations Unies	RUTF / ATPE aliments thérapeutiques prêts à l'emploi
ETO Obligations Extraterritoriales	SAM / MAS Malnutrition aiguë sévère
FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	SESAN Secrétariat guatémaltèque à la sécurité alimentaire et nutritionnelle
FENSA Cadre de collaboration pour les acteurs non-étatiques	SBN Réseau du secteur privé de l'initiative SUN
GAIN Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition	SID Société pour le développement international
GAVI Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination	SINASAN Système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Guatemala
GRI Global Redesign Initiative	SUN Scaling Up Nutrition – Renforcement pour la nutrition
GSO Observatoire social mondial	SUN CSN Réseau de la société civile de l'initiative SUN
HLTF Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire	STN Sociétés ou entreprises transnationales
IBFAN Le Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile	UNAP Plan d'action nutritionnel de l'Ouganda 2011-2016
ICN2 / CIN2 Deuxième Conférence internationale sur la nutrition	UNDROP Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan-ne-s et autres personnes travaillant dans les zones rurales
ICESCR / PIDESC Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	UFNP Politique alimentaire et nutritionnelle de l'Ouganda
IFAD / FIDA Fonds international de développement agricole	UNICEF Fonds des Nations unies pour l'enfance
IFPMA Fédération internationale de l'industrie du médicament	UNSCN ou SCN Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition
IFPRI Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	USAID Agence des États-Unis pour le développement international
FMI Fonds monétaire international	WB/BM Banque mondiale
MNP Poudres de micronutriments	WEF / FEM Forum économique mondial
MSNTC Comité Technique Multisectoriel de sécurité Alimentaire et de Nutrition de l'Ouganda	WFP / PAM Programme alimentaire mondial
	WHA / AMS Assemblée mondiale de la santé
	WHO / OMS Organisation mondiale de la santé

Résumé analytique

Les deux dernières décennies ont révélé un intérêt et une participation accrue du secteur privé, et en particulier des grandes sociétés transnationales, aux débats politiques mondiaux sur le développement durable et ses nombreux domaines. Ce renforcement de l'engagement des entreprises a engendré et continue d'engendrer des perspectives polarisantes, de l'enthousiasme de ceux qui y voient une occasion d'accroître l'efficacité des politiques et la mobilisation des ressources à ceux qui s'inquiètent de l'emprise des entreprises sur l'espace des politiques publiques. Il est intéressant de noter que ce phénomène s'est également accompagné de changements dans la taxonomie, avec l'émergence du terme « partie prenante » et le recours accru aux dialogues, programmes, plateformes et partenariats multipartites.

Malgré le peu de preuves de leur efficacité, les États et les agences des Nations Unies (ONU) ont de plus en plus accepté et encouragé activement les modèles multipartites qui permettent au secteur privé - y compris les grandes entreprises alimentaires et agroalimentaires - de participer en tant que « parties prenantes clés » aux forums d'élaboration des politiques liées à l'alimentation et la nutrition.

Cette étude explore comment ce changement influence les espaces politiques publics, la formulation des programmes, la capacité et la volonté politique des institutions gouvernementales et intergouvernementales (comme l'ONU) de réglementer dans l'intérêt public, et la capacité des gens de revendiquer leurs droits humains, avec une référence spéciale mais non exclusive au droit à une alimentation et à une nutrition adéquates (RtAFN). L'initiative SUN (Scaling-up Nutrition – Renforcement pour la nutrition) a été choisie comme un exemple éminent d'initiative multipartite dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition.

Sur la base de recherches menées dans deux pays (Guatemala et Ouganda) et trois États (Uttar Pradesh, Maharashtra et Jharkhand - Inde) du programme SUN, cinq principales conclusions ont été tirées :

- SUN promeut des approches nutritionnelles qui favorisent des solutions techniques et médicalisées à court terme, principalement axées sur la dénutrition

chronique, plutôt que de s'attaquer de manière durable aux causes structurelles de la malnutrition sous toutes ses formes. Les risques associés à la surcharge pondérale, à l'obésité et aux maladies non transmissibles connexes sont négligés et pourraient éventuellement être accrue par de telles approches ;

- Les interventions dites « sensibles à la nutrition » de SUN encouragent principalement l'agriculture à haute intensité d'intrants, la biofortification et les cultures génétiquement modifiées qui profitent principalement au système alimentaire agro-industriel et contribuent à réduire la biodiversité ;
- Les interventions de SUN semblent avoir un impact limité sur la réduction de la malnutrition tout en générant des conséquences négatives sur la réalisation du RtAFN ;
- SUN a accru l'influence du secteur privé sur les politiques, tout en redéfinissant le concept de conflit d'intérêts juridique pour l'adapter au modèle de la plateforme multipartite ; et
- SUN a faussement créé l'illusion d'un « mouvement » large et inclusif, sans inclure une participation significative des communautés les plus touchées.

Bien que SUN ne soit pas la seule force à promouvoir cette approche technocratique se présentant comme une panacée en matière de nutrition, elle a certainement influencé les tendances politiques dans cette direction. L'expérience des pays du programme SUN montre qu'aucune stratégie n'a été mise en place pour remodeler fondamentalement les systèmes alimentaires en vue d'obtenir de meilleurs résultats nutritionnels, environnementaux et sociaux, conformément au RtAFN.

Outre que les interventions promues par SUN ne s'attaquent pas aux causes structurelles de la malnutrition, elles créent des dépendances supplémentaires et réduisent la confiance dans les aliments locaux, sapant ainsi le RtAFN. Enfin, dans les pays examinés, l'initiative a contribué à institutionnaliser (davantage) l'influence du secteur privé sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques alimentaires et nutritionnelles publiques.

L'étude a également examiné la structure internationale de SUN et sa façon de travailler du point de vue de la gouvernance. Contrairement à ce que prétend l'initiative

d'un mouvement dirigé par des pays, les structures décisionnelles ne permettent pas aux pays et encore moins aux communautés touchées par la malnutrition de se faire entendre. Aucun mécanisme n'est en place pour équilibrer les pouvoirs au sein de SUN, tenir qui que ce soit responsable lorsque les choses tournent mal, ou traiter les réclamations des personnes affectées par les interventions promues par SUN. De plus, l'initiative contribue à l'érosion de la responsabilité des gouvernements envers les populations en remplaçant les processus démocratiques par des structures multipartites.

S'appuyant sur les résultats obtenus par cette étude, la dernière section présente quelques recommandations politiques à l'intention des gouvernements nationaux, des donateurs, des agences des Nations Unies et de la société civile, appelant à un changement d'orientation et à l'alignement de toute politique nutritionnelle sur le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates et à une approche axée sur les personnes.

Introduction

Contexte

Au cours des deux dernières décennies, le secteur privé, en particulier les grandes sociétés transnationales, a montré un intérêt et une participation accrus aux débats politiques mondiaux sur le développement durable. Cet engagement a engendré, et continue d'engendrer, des perspectives polarisantes: certains y voient une occasion d'accroître l'efficacité des politiques et la mobilisation des ressources ; d'autres s'inquiètent de l'emprise des entreprises sur l'espace politique public.

Malgré le peu de preuves de leur efficacité,¹ les États et les organismes des Nations Unies encouragent de plus en plus les modèles « multipartites » qui permettent au secteur privé - y compris l'industrie alimentaire et agro-alimentaire - de participer en tant que « parties prenantes primordiales » aux forums d'élaboration des politiques liées à l'alimentation et la nutrition. Les commentateurs les plus critiques affirment que le secteur des entreprises a réussi à faire évoluer le discours dominant sur le rôle de l'industrie dans la malnutrition : de « partie du problème », elles sont parvenues à être perçues par beaucoup comme une « partie essentielle de la solution ».²

La Global Redesign Initiative (GRI) du Forum économique mondial (WEF) préconise le modèle multipartite, dans lequel les entreprises gouvernent aux côtés des États, des Nations Unies (ONU) et de certaines organisations non gouvernementales (ONG), comme nouveau modèle de gouvernance mondiale.³

Dans le contexte de la nutrition, un exemple frappant d'initiative multipartite s'inspirant du modèle GRI est l'initiative Scaling up Nutrition (SUN) – Initiative pour le renforcement de la nutrition. Lancée en 2010 lors d'une réunion de haut niveau du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), SUN rassemble des gouvernements, des agences des Nations Unies, des donateurs, des entreprises et des organisations de la société civile dans une « action collective pour améliorer la nutrition ». A ce jour, 61 pays ont adhéré à SUN et l'initiative a obtenu un soutien politique et financier substantiel.⁴

Objectifs de l'étude

Si beaucoup s'accordent à dire que SUN a rehaussé le profil de la nutrition au niveau mondial, elle a surtout fourni aux industries un accès sans précédent au domaine des politiques publiques tout en négligeant la question des conflits d'intérêts.⁵ Les grandes entreprises font partie intégrante de la structure de direction de SUN et les pays membres sont vivement encouragés à les inviter à participer aux plateformes nationales multipartites.

Au fil des années, SUN a réalisé plusieurs évaluations de ses progrès, notamment l'Évaluation globale indépendante (ICE) en 2015⁶ et une évaluation à mi-parcours en 2018.⁷ Toutefois, à ce jour, aucune évaluation véritablement indépendante⁸ n'a été réalisée sur l'impact plus large de SUN sur l'agenda politique en matière de nutrition, tant au niveau national que mondial, et sur ses effets possibles sur la santé publique et sur la réalisation des droits humains.⁹

La présente étude vise à contribuer à combler cette lacune. Elle évalue, du point de vue des droits humains, les implications et les risques possibles générés par SUN en ce qui concerne l'avancement de l'agenda nutritionnel et la réorganisation de la gouvernance en la matière, en se concentrant sur le niveau national. Elle s'appuie ainsi sur des recherches portant spécifiquement sur les cas de l'Ouganda, du Guatemala et de l'Inde. Plus précisément, la recherche vise à :

- Évaluer la théorie (principes, objectifs et stratégie) et la pratique (activités, initiatives et résultats revendiqués) de SUN et de ses principaux membres du point de vue du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates (RtAFN) et des droits humains connexes (par exemple, le droit à la santé) ; et
- Évaluer les implications potentielles de SUN, ainsi que du modèle multipartite en général, sur l'évolution des politiques, des programmes et de la gouvernance en matière de nutrition aux niveaux national et international.

Structure

Le chapitre premier décrit le cadre conceptuel et analytique de l'étude. Le chapitre deux fournit une introduction générale à l'initiative SUN, en examinant la composition, la structure et les méthodes de travail. Le chapitre trois présente un aperçu de l'évolution de la gouvernance mondiale en matière de nutrition, ainsi que les motivations et les forces motrices qui ont conduit à la création de SUN. Le chapitre quatre présente les résultats de la recherche par pays. Les chapitres finaux (Conclusions et recommandations) examine les conclusions générales de l'étude et fournit des recommandations aux différents acteurs impliqués dans SUN.

Méthodologie

Les méthodes de recherche ont consisté en une analyse documentaire approfondie, des entrevues avec des informateurs de premier plan, des groupes de discussion et des questionnaires. Les informations concernant l'évolution historique de SUN, sa structure et ses méthodes de travail, ainsi que sa vision et son approche de la nutrition ont été recueillies grâce à l'examen et à l'analyse du site internet et des publications de SUN ; d'études et articles écrits sur SUN - dont l'Évaluation globale indépendante (ICE) de SUN- ; de documents relatifs à sa création et autres ouvrages utiles.

La section historique a en outre bénéficié de souvenirs personnels de certains des auteurs et réviseurs qui ont participé au Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN ou SCN) et ont observé SUN depuis ses débuts.¹⁰

Des données par pays ont été recueillies en Ouganda, au Guatemala et en Inde¹¹ entre novembre 2017 et juin 2018. En raison de ressources limitées, l'exhaustivité des données recueillies dans les trois pays varie.

Pour compléter les informations tirées des études de cas nationales, des questionnaires ont été envoyés à 150 personnes travaillant dans (d'autres) pays SUN. Les questions portaient sur l'impact de SUN et de sa politique en matière de conflits d'intérêts (COI) sur la gouvernance

aux niveaux national et mondial. Cette approche a été abandonnée lorsqu'il est devenu évident que, pour la plupart, les gens recueillaient des informations directement sur le site internet de SUN. Un questionnaire plus court et plus pointu a été utilisé pour assurer le suivi auprès du personnel gouvernemental, du personnel des Nations Unies et d'autres personnes interrogées lors des Assemblées mondiales de la santé AMS70 et 71. Dans certains cas, il était clair que les personnes directement impliquées dans SUN étaient réticentes à donner des réponses franches par écrit.

Pour l'**Ouganda**, outre l'analyse documentaire des documents clés, la collecte de données a comporté des entretiens approfondis avec des acteurs clés, des questionnaires destinés aux agents de santé et des discussions de groupe avec des mères ou responsables des enfants mal nourris.

Au total, 36 entretiens ont eu lieu avec des représentants du gouvernement (huit secteurs principaux et le Cabinet du Premier Ministre), y compris le point focal SUN, les donateurs, les agences des Nations Unies, la société civile et le secteur privé. Un échantillon de commodité a été utilisé en fonction de la participation à l'initiative SUN. Des entretiens ont eu lieu à Kampala et à l'échelle du district, où des fonctionnaires locaux et des agents sanitaires ont été interrogés. Les districts de Kasese (engagé avec SUN) et de Mpigi (qui, au moment de la recherche, n'était pas encore engagé avec SUN) ont été choisis aux fins de comparaison, tandis que d'autres données complémentaires ont été collectées dans les districts de Moroto et de Nakapiripirit. Des questionnaires ouverts ont été remplis par 36 agents de santé de quatre formations sanitaires (deux privées et deux publiques) à Kasese et Mpigi, en plus de l'Unité nationale de réadaptation nutritionnelle de référence (« Unité de nutrition de Mwanamugimu »). En outre, un groupe de discussion a été organisé avec 12 mères/responsables d'enfants malnutris dans l'Unité de nutrition de Mwanamugimu. Toutes les entrevues et les discussions de groupe ont été menées par Barbara Nalubanga¹². Enfin, l'analyse a été effectuée par triangulation des données par source et par méthode, afin de

se valider mutuellement et de fournir une réponse plus robuste que celle qui aurait pu être produite avec une source de données unique.

Pour le **Guatemala**, outre l'analyse documentaire des principaux documents, la collecte de données comprenait des entrevues semi-structurées et des discussions de groupe guidées avec les membres de la communauté. Au total, 15 entrevues ont été menées auprès d'informateurs clés à l'échelle nationale. Les personnes interrogées ont été choisies en fonction de leur participation à la plateforme nationale multipartite SUN et comprenaient des représentants du gouvernement, de la société civile, des entreprises, des donateurs et des agences des Nations Unies. En outre, deux discussions de groupe guidées ont eu lieu avec un total de 62 membres de deux communautés (principalement des femmes) situées dans les municipalités de Jalapa et de Jocotán, deux techniciens des municipalités de Camotán et de Jocotán et des représentants de trois organisations de la société civile qui soutiennent les communautés des municipalités choisies. Elles ont été complétées par deux entretiens avec le personnel technique des municipalités respectives. L'information au niveau de la communauté s'est concentrée sur la mise en œuvre locale des interventions SUN, le cas échéant. Les communautés sélectionnées avaient toutes été ciblées par le programme de la fenêtre d'opportunité des 1000 premiers jours de vie du programme SUN, en raison d'une forte prévalence de malnutrition chronique ainsi que de leur localisation dans la zone dite du « corridor sec ». Les entrevues et discussions de groupe ont été menées par Maarten Immink¹³ et Magali Cano.¹⁴

Pour l'**Inde**, une analyse des principaux documents a été réalisée. Il s'agit notamment de rapports publiés, d'articles de revues et de contenus publics en ligne provenant de sites web pertinents, notamment d'organismes gouvernementaux, de SUN, de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). En outre, des informations ont été reçues des gouvernements des États du Jharkhand, du Maharashtra et de l'Uttar Pradesh à la suite d'une demande faite en

application de la loi sur le droit à l'information (2005). La collecte de données en Inde a été effectuée par M. JP Dadhich¹⁵ et M. Arun Gupta.¹⁶

L'analyse des données recueillies dans les trois pays a été effectuée conjointement par les chercheurs locaux et les auteurs.

Limites et défis

Les résultats de l'étude doivent être replacés dans leur contexte en tenant compte des quatre limites et défis suivants.

Premièrement, l'échantillon limité tant en termes d'études de cas par pays que de communautés dans ces pays ne permet pas de généraliser l'impact du programme SUN aux niveaux national et communautaire.

Deuxièmement, la difficulté d'établir la causalité entre l'influence de SUN et les tendances politiques observées au niveau national. La question de l'attribution - ce que font les gouvernements à cause de SUN et ce qu'ils feraient aussi sans SUN - est difficile à déterminer étant donné les multiples facteurs qui ont un impact sur le processus décisionnel public. Elle est encore compliquée par l'opacité qui entoure les canaux d'influence de SUN et de ses membres, dont beaucoup sont informels, et par le fait que les personnes interrogées peuvent ne pas être en mesure de parler en toute liberté. Un autre niveau de complexité dans l'attribution des impacts tient au fait que SUN est composé d'une multitude d'acteurs pour qui cette initiative n'est qu'un moyen de faire avancer leurs propres objectifs. Ils peuvent promouvoir le même programme par d'autres canaux d'influence indépendamment de SUN. Il est donc difficile d'établir exactement ce que les membres font dans le cadre de SUN, et dans quelle mesure SUN leur fournit un levier supplémentaire pour poursuivre leurs objectifs.¹⁷

Troisièmement, la recherche s'est plus axée sur la nutrition qu'il n'était prévu au départ. Bien que le cadre de la recherche ait été délibérément choisi pour avoir une large portée afin de saisir les impacts de

SUN sur le RtAFN *au-delà de la nutrition*, la collecte de données nationales s'est principalement concentrée sur les politiques et interventions dans le domaine de la nutrition. Au cours de la préparation et de la conduite de la recherche nationale, il est apparu clairement qu'un examen systématique de tous les domaines pertinents pour la nutrition et la réalisation du RtAFN ne serait pas possible au vu des ressources disponibles.¹⁸ Les chercheurs par pays ont néanmoins tenté de recueillir des informations sur les impacts au-delà de la simple sphère de la nutrition, comme par exemple dans l'agriculture.

Enfin, la notoriété de SUN et sa forte dépendance à l'égard du financement de ses donateurs ont constitué, dans certains pays, un obstacle important à la tenue d'un dialogue ouvert sur les préoccupations liées à cette initiative. Afin de pallier cette contrainte, les personnes interrogées ont reçu l'assurance que les renseignements qu'elles avaient fournis seraient traités en toute confidentialité et que leur anonymat serait préservé. Les références aux personnes interrogées sont donc générales, sans indication de noms, de titres ni, le cas échéant, d'affiliation institutionnelle.

Chapitre 1: Cadre conceptuel et analytique

Le cadre analytique utilisé dans l'étude pour l'analyse de l'initiative SUN comporte deux volets. Le premier est un cadre à quatre piliers, fondé sur le contenu normatif du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates et sur les obligations des États en vertu du droit international relatives à ce droit humain. Il est utilisé pour évaluer *l'impact des politiques et interventions* promues et/ou inspirées par SUN. Le second est un cadre destiné à évaluer SUN *en tant qu'institution*, du point de vue de la gouvernance. Le cadre général de ces deux volets est la conceptualisation holistique du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates.

La conceptualisation holistique du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates

La conceptualisation holistique du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates¹⁹ découle à la fois du droit international établi et des nouveaux développements

dans ce domaine, qui répondent aux lacunes inhérentes à la protection internationale de ce droit (voir encadré 1.1). Contrairement aux interprétations plus étroites axées sur l'accès à l'alimentation, elle englobe les différentes étapes des systèmes alimentaires (de la production à la consommation) et met en lumière les relations de pouvoir qui sous-tendent les violations de ce droit. Elle souligne de surcroît l'interdépendance entre tous les droits humains et leurs relations entre eux.

Quatre dimensions de la conceptualisation holistique peuvent être soulignées : a) l'accent mis sur la dimension nutritionnelle du droit à l'alimentation (que le terme droit à l'alimentation et à la nutrition rend explicite) ; b) la reconnaissance des droits des femmes comme étant au cœur de la réalisation du RtAFN ; c) l'encadrement du droit dans le concept de souveraineté alimentaire (plutôt que de sécurité alimentaire) ; et d) la reconnaissance du caractère extraterritorial des obligations des États.

Encadré 1.1

Le droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates en droit international

La reconnaissance du droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates, comme d'autres droits humains, découle d'abord et avant tout des luttes de peuples contre l'exploitation, la discrimination, la faim et la malnutrition. C'est de ces luttes sociales que les droits international, régionaux et nationaux des droits de la personne ont émergé, et continuent de le faire.

Le RtAFN a été officiellement reconnu et consacré juridiquement par la communauté internationale des États dans un certain nombre de normes internationales,²⁰ notamment la *Déclaration universelle des droits de l'Homme* (1948),²¹ le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (PIDESC, 1966),²² le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*,²³ la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CEDAW / CEDEF, 1979),²⁴ la *Convention relative aux droits des enfants* (1989)²⁵ et la *Convention sur les droits des personnes handicapées* (2006).²⁶

En outre, plusieurs instruments juridiques non contraignants développent le *corpus juris* du droit à l'alimentation en droit international et guident les États dans l'exécution de leurs obligations en rapport avec ce droit. Il s'agit notamment des *Directives de la FAO à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité*

alimentaire nationale (FAO, 2004),²⁷ de la *Déclaration sur les droits des peuples autochtones* (2007),²⁸ des *Directives pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* (CSA, 2012),²⁹ des *Principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme* (2012),³⁰ de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales* (UNDROP, 2018).³¹ Les déclarations des organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits humains, telles que la *Recommandation générale n° 34 sur les droits des femmes rurales*³² et les rapports thématiques et principes élaborés par les rapporteurs spéciaux des Nations Unies, présentent d'autres sources de normes non-contraignantes qui clarifient le contenu et les obligations relatifs au RtAFN.³³

Au niveau régional, le RtAFN a été inscrit dans la *Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples* (1981), le *Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique* (« Protocole de Maputo ») (2003), la *Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant* (1990) et le *Protocole additionnel à la Convention américaine relative aux droits de l'Homme traitant des droits économiques, sociaux et culturels* (« Protocole de San Salvador ») (1988). Plusieurs pays ont reconnu le RtAFN dans leur Constitution et leur droit national.³⁴ En outre, divers organismes judiciaires du monde entier ont reconnu et développé la compréhension et les obligations juridiques que la jurisprudence du RtAFN implique.³⁵

Selon le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU (CESCR/CDESC), qui est chargé de l'interprétation faisant autorité et du suivi de la mise en œuvre des droits consacrés dans le PIDESC, le RtAFN « est réalisé lorsque chaque homme, femme et enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer ». ³⁶ Dans son *Observation générale n° 12 : Le droit à une alimentation adéquate* (art. 11),³⁷ le Comité décrit le contenu normatif du RtAFN en termes de dimensions d'adéquation (quantité et qualité, sécurité sanitaire des aliments, adéquation culturelle et durabilité), d'accessibilité (physique et économique) et de disponibilité (des aliments et/ou ressources naturelles pour se nourrir). Il développe les obligations des États de respecter, protéger et réaliser le droit à l'alimentation (encadré 1.2) et les principes de participation, de responsabilité, de non-discrimination, de transparence, de priorité des groupes marginalisés et défavorisés³⁸ et d'indivisibilité des droits pour la pleine réalisation du RtAFN. En outre, l'Observation générale développe les dimensions sociales et culturelles du droit.

La définition officielle et le contenu normatif présentés dans l'Observation générale n° 12 ont servi de base à divers développements subséquents du contenu normatif du RtAFN et des obligations

correspondantes des États.³⁹ Ces développements clarifient et enrichissent continuellement la compréhension du droit, en tenant compte des causes négligées et émergentes de la malnutrition sous ses diverses formes,

tout en dévoilant les jeux de pouvoir et les économies politiques qui sous-tendent les violations du droit.

Alimentation et nutrition: les dimensions indissociables d'un droit complexe

La compréhension holistique du RtAFN surmonte l'une des lacunes fondamentales des interprétations antérieures de ce droit : la séparation apparente du droit à l'alimentation de sa dimension nutritionnelle.

La nutrition peut être définie comme l'acte ou le processus de nourrir ou d'être nourri. Tous les types d'aliments ne mènent pas au bien-être nutritionnel, et les gens ont besoin de plus qu'un simple mélange d'énergie et de nutriments pour atteindre cet état.⁴⁰ La dimension nutritionnelle du droit à l'alimentation transcende l'ensemble du système alimentaire et est étroitement liée à d'autres dimensions du droit à l'alimentation, comme l'adéquation culturelle et la durabilité.⁴¹ Les aliments doivent être produits selon des processus écologiquement et socialement durables qui favorisent des régimes alimentaires riches, diversifiés et culturellement acceptés.⁴²

La dimension nutritionnelle du RtAFN illustre clairement *l'indivisibilité des droits humains* en ce qu'elle expose les interrelations entre le droit à l'alimentation, le droit à la santé, le droit à l'eau, le droit à l'éducation, les droits des paysan-ne-s et leur accès légitime aux ressources naturelles,⁴³ les droits des travailleur-se-s et le bien public en général représenté par un environnement sain et biodiversifié.

Les politiques publiques et autres mesures visant à promouvoir et à améliorer la nutrition doivent s'inscrire dans des stratégies plus larges qui font progresser le droit à l'alimentation dans toutes ses dimensions. Ils doivent tenir compte des diverses formes de malnutrition - dénutrition, surpoids et obésité, carences en micronutriments - et s'attaquer aux causes sociales, économiques et culturelles sous-jacentes de celles-ci de manière intégrée tout au long du cycle de vie.⁴⁴ Cela exige des politiques et d'autres mesures visant à remodeler les systèmes alimentaires afin qu'ils produisent de meilleurs

résultats en matière de nutrition, de santé, d'équité sociale et d'environnement.⁴⁵ Cela implique également des mesures dans d'autres domaines politiques, visant à garantir l'accès aux services publics (en particulier les soins de santé de base, l'eau et l'assainissement), des conditions de travail et de rémunération décentes, une protection sociale efficace (y compris la protection de la maternité) et un environnement sûr et sain.⁴⁶ A cela s'ajoutent des mesures visant spécifiquement à éliminer les inégalités sociales et la discrimination existantes et à promouvoir les droits des groupes de population les plus touchés par la faim et la malnutrition, comme les femmes,⁴⁷ les enfants,⁴⁸ les peuples autochtones,⁴⁹ les paysan-ne-s⁵⁰ et les travailleur-se-s agricoles^{51 52}

Au-delà de l'autonomisation: les droits des femmes au cœur du RtAFN

L'interprétation holistique, en constante évolution, place les droits des femmes au cœur du RtAFN.⁵³ Elle reconnaît que la violence contre les femmes, y compris la violence sexuelle, est l'une des principales causes structurelles de la faim et de la malnutrition.⁵⁴ D'une part, cette violence porte atteinte au droit des femmes à l'autodétermination et au contrôle de leur corps et de leur vie. D'autre part, elle est liée à une discrimination fondée sur le sexe tout au long de la vie, qui se manifeste entre autres par l'inégalité salariale et un accès moindre et inéquitable aux ressources productives et aux services publics. La division du travail selon le genre et la dépréciation du « travail des femmes » (reproduction, soins, travaux ménagers) jouent un rôle central dans le maintien de relations de pouvoir inégales et l'oppression continue dont les femmes sont victimes. Tous ces facteurs ont de graves conséquences sur leur nutrition. Dans le même temps, la violence sexiste est également un facteur clé de la reproduction intergénérationnelle de la pauvreté et de la malnutrition, qui se traduit par un mauvais état nutritionnel des enfants à la naissance et tout au long de leur vie.⁵⁵ Les stratégies visant à promouvoir le RtAFN, y compris sa dimension nutritionnelle, doivent donc mettre l'accent sur la réalisation des droits des femmes et sur l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe.

Souveraineté alimentaire: un cadre plus large pour le RtAFN

Des développements du droit international et des interprétations du droit à l'alimentation plus récents placent le droit à l'alimentation dans le cadre plus large de la souveraineté alimentaire.⁵⁶ La souveraineté alimentaire a été définie par les mouvements populaires et la société civile comme : « le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles ».⁵⁷

Le concept de souveraineté alimentaire implique que chaque nation souveraine a le droit d'établir des politiques pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition de sa population, y compris le droit à la préservation de ses pratiques productives et de son régime alimentaire traditionnels. Et ce processus de se dérouler sur une base durable sur les plans environnemental, économique et social. L'intégration du concept de souveraineté alimentaire dans le RtAFN met en lumière les causes profondes de la malnutrition liées à la fois à l'autodétermination et aux relations de pouvoir concernant l'accès aux ressources naturelles, leur contrôle et la façon dont les aliments sont produits, échangés et consommés (cultures alimentaires).⁵⁸

La dimension extraterritoriale des obligations des États au titre du RtAFN

La reconnaissance du fait que les actions et les politiques des États ont une incidence sur les droits des personnes au-delà des frontières nationales et, partant, que leurs obligations en matière de droits humains ont une *dimension extraterritoriale*, est une composante essentielle du droit international relatif aux droits humains, et revêt une importance particulière pour le droit à l'alimentation et à la nutrition.⁵⁹ Les règles internationales en matière de commerce et d'investissement, la destruction transfrontalière de l'environnement et du climat, ainsi que l'accaparement des ressources naturelles par les sociétés transnationales et les élites économiques, sont des exemples de champs politiques ayant un fort impact sur le RtAFN dans d'autres pays.⁶⁰ Ils affectent les écosystèmes et la biodiversité des pays, contribuent à façonner les systèmes alimentaires et l'alimentation des populations et ont des répercussions importantes sur les moyens de subsistance des petits producteurs.

Outre la nécessité de veiller à ce que les politiques et les actions nationales et internationales ne sapent pas le RtAFN dans un autre pays, les États doivent coopérer entre eux pour la réalisation du RtAFN.⁶¹ Il s'agit à la fois de créer un environnement international propice à la réalisation de ce droit et d'aligner la coopération internationale, y compris l'aide au développement, sur les principes et priorités des droits humains.⁶²

Encadré 1.2

Obligations des États à l'égard du RtAFN

Le RtAFN, comme tout autre droit humain, impose trois types d'obligations aux États : les obligations de *respecter*, de *protéger* et de *réaliser*.⁶³ Cette dernière implique à la fois l'obligation de *faciliter* et celle de *fournir*. L'obligation de respecter le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates exige des États qu'ils s'abstiennent de prendre des mesures qui entravent l'exercice de ce droit (par exemple, enlever des terres dont les gens dépendent pour produire des aliments). L'obligation de protéger exige que l'État prenne des mesures réglementaires et autres pour veiller à ce que les acteurs non étatiques, tels que les entreprises ou

les particuliers, ne portent pas atteinte au RtAFN des populations. Il comprend la réglementation, la surveillance, les enquêtes, les sanctions et les mesures de réparation. L'obligation de mettre en œuvre signifie que l'État doit adopter de manière proactive des mesures législatives, administratives et autres pour permettre aux gens d'exercer leur RtAFN (par exemple, des politiques publiques qui protègent et soutiennent l'allaitement). Enfin, lorsqu'un individu ou un groupe n'est pas en mesure de jouir du RtAFN par les moyens à sa disposition, les États ont l'obligation de réaliser directement ce droit (par exemple par le biais de programmes de protection sociale) et d'établir des stratégies leur permettant de retrouver, si possible, leur capacité à se nourrir.⁶⁴

Les obligations des États ne se limitent pas à leur territoire. Les *Principes de Maastricht sur les obligations extraterritoriales des États en matière de droits économiques, sociaux et culturels* résument les obligations des États en matière de droits humains envers les personnes vivant dans un autre pays.⁶⁵ Les obligations extraterritoriales (ETO) exigent des États qu'ils veillent à ce que leurs politiques et leurs actions ne nuisent pas à la jouissance du RtAFN dans d'autres pays (p. ex. par des études d'impact et un suivi relatifs aux droits humains). De plus, les États doivent réglementer le comportement des acteurs privés, y compris les entreprises, sur lesquels ils ont autorité, afin de prévenir les impacts négatifs de leurs activités sur le RtAFN dans les autres pays. Les ETO comprennent également des obligations de coopération internationale pour remplir les obligations du RtAFN.

Cadre à quatre piliers pour l'évaluation des politiques et interventions relatives à la nutrition promues par SUN

Sur la base de la conceptualisation holistique du RtAFN, un cadre à quatre piliers a été élaboré, décrivant les politiques publiques et les actions essentielles à l'amélioration de la nutrition dans le contexte des obligations des États au titre du RtAFN et des droits humains connexes. Il a permis d'évaluer l'impact potentiel et réel des politiques et interventions publiques promues et/ou inspirées par SUN et ses membres. L'évaluation a pris en considération :

- les politiques et interventions nutritionnelles prônées par SUN et ses membres ;
- les interventions nutritionnelles menées par des membres influents de SUN⁶⁶ ; et

- les politiques et programmes gouvernementaux mis en œuvre avec l'appui et/ou suivant les recommandations de SUN et de ses membres.

Les quatre piliers sont inspirés, imprégnés et complétés par les principes transversaux des droits humains, tels que l'indivisibilité des droits, la non-discrimination et la priorité accordée aux droits des groupes marginalisés et défavorisés, la participation, la transparence et la responsabilité, ainsi que le souci constant de la dignité humaine.

Premier pilier: des systèmes alimentaires durables et sains

- › Les politiques publiques, les législations, les programmes et les dépenses contribuent à la protection et à la promotion de systèmes alimentaires locaux diversifiés et agro-écologiques, centrés sur le rôle central des petits producteurs alimentaires ;
- › Les importations et les investissements étrangers directs dans la production et la distribution de produits alimentaires malsains sont réglementés en vue de protéger la santé de la population, les petits producteurs alimentaires, les marchés locaux et les régimes alimentaires traditionnels ;
- › Des réglementations adéquates en matière de sécurité sanitaire des aliments sont en place, différenciant les différents modes et échelles de production et de commercialisation ;
- › La réglementation publique assure la protection et l'amélioration de la biodiversité et encourage les processus de production, de transformation et de commercialisation enracinés dans des pratiques véritablement écologiques ;
- › Les politiques publiques favorisent les marchés territoriaux qui assurent la disponibilité d'aliments diversifiés et frais produits, dans la mesure du possible, par les petits producteurs locaux ; et,
- › Des mesures sont en place pour favoriser la gestion collective des systèmes alimentaires (voir pilier 4).

Deuxième pilier: Conditions sous-jacentes déterminant l'accès à une alimentation saine et nutritive

- › Le prix, les programmes d'aide sociale et d'autres réglementations sont en place pour garantir l'accès de la population à une alimentation diversifiée et nutritive (y compris des substituts du lait maternel pour les nourrissons qui ne peuvent être nourris au sein) ;

- › Les politiques et autres mesures protègent et promeuvent efficacement l'accès des populations, et en particulier des femmes, aux ressources naturelles (terres, semences, eau, forêts) et le contrôle qu'elles exercent sur celles-ci, en leur garantissant les conditions leur permettant de produire ou de collecter leurs propres aliments et, le cas échéant, de vendre les excédents sur les marchés locaux pour en tirer des revenus supplémentaires ;
- › Les politiques et réglementations favorisent les opportunités d'emploi décent et garantissent les droits de tou-te-s les travailleur-se-s (y compris des salaires décents et des conditions de travail en toute sûreté, sécurité et respectueuses de la santé), en promouvant l'égalité des chances effective entre les sexes et en luttant contre les inégalités et la discrimination ;
- › Les régimes de protection sociale (y compris les dispositifs d'urgence temporaires) garantissent un niveau de vie décent pour tou-te-s, y compris la possibilité d'accéder à une alimentation diversifiée, nutritive, sûre et culturellement adéquate. Ces mesures respectent l'autonomie et les préférences (culturelles, personnelles) des individus et des communautés, et visent à restaurer ou à renforcer, dans la mesure du possible, leurs capacités d'autosubsistance ;
- › Les interventions médicales s'accompagnent de dispositifs de protection qui assurent la pertinence du traitement et tous les soins nécessaires à une réadaptation soutenue et à la prévention de la rechute ; et,
- › Des politiques et d'autres dispositifs publics sont en place pour protéger et promouvoir le droit des femmes à prendre des décisions éclairées sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, tout en protégeant, encourageant et soutenant l'allaitement maternel (précoce et exclusif jusqu'à 6 mois et poursuivi avec une alimentation complémentaire adéquate et sûre jusqu'à deux ans et au-delà).

Troisième pilier : un environnement propice à des choix alimentaires, une consommation et un bien-être nutritionnel autodéterminés, sains et durables

- › La commercialisation d'aliments et de boissons malsains (en particulier auprès des enfants et des parents), ainsi que de substituts du lait maternel, d'aliments et d'autres produits destinés aux nourrissons, aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux femmes allaitantes est fermement et adéquatement réglementée ;
- › Des politiques fiscales sélectives garantissent que les aliments sains produits localement sont plus abordables, tandis que les aliments transformés moins sains deviennent relativement plus chers (par le biais, par exemple, de subventions à la production et/ou à la consommation, de taxes sur les produits alimentaires malsains, de plafonds tarifaires) ;
- › Les consommateurs disposent d'une information objective et saine (contrôles stricts de l'étiquetage et des allégations, contrôles du financement et de la commercialisation de l'éducation, etc.) et des mesures adéquates pour protéger et encourager l'exercice de cultures alimentaires locales positives (y compris l'allaitement maternel et l'alimentation complémentaire avec des aliments familiaux) sont mises en œuvre ;
- › Des mesures visant à garantir un environnement sain (y compris l'accès à une eau et à des installations sanitaires en suffisance et de prix abordable) sont en place ;
- › Les femmes qui travaillent, y compris dans le secteur informel, bénéficient de programmes adéquats de protection de la maternité ainsi que de mesures visant à garantir l'accès à des services de soins de santé de base adéquats, incluant conseils qualifiés, sans influence commerciale, aux mères enceintes ou allaitantes, au père et aux proches parents ;
- › Des politiques et des programmes sont en place pour promouvoir une répartition équitable des responsabilités en matière d'alimentation et de nutrition des enfants et de la famille, entre les membres de la famille nucléaire et de la famille élargie, afin de réduire la surcharge de travail des femmes ;

- › Les politiques et autres mesures renforcent l'autonomie et l'autodétermination des femmes dans leur vie et leur corps, en s'attaquant à l'inégalité des rapports de force et à la violence structurelle à l'égard des femmes ; aux normes socioculturelles et aux stéréotypes sexistes néfastes en matière de consommation alimentaire ; à la division sexuelle du travail ; à l'invisibilité et à la non valorisation du travail des femmes ;
- › Les politiques et les stratégies tiennent compte des obstacles auxquels les personnes peuvent se heurter lorsqu'elles prennent des décisions en connaissance de cause concernant l'alimentation de leur progéniture et leur propre consommation alimentaire. Ces politiques et stratégies se fondent sur la discrimination passée/actuelle (notamment basée sur le sexe) et sur d'autres facteurs corollaires ; et,
- › Des mesures concrètes permettent de créer un environnement favorable pour les parents, les familles et les communautés afin de fournir aux bébés et aux jeunes enfants une alimentation adéquate, saine et nutritive, des soins adéquats et un environnement sain, en mettant l'accent sur les 1000 premiers jours de leur vie, de sorte que leurs enfants puissent, par une stimulation, des soins et un amour adéquats, jouir pleinement de leur droit à une alimentation et une nutrition adéquates, et de leurs capacités connexes.

Quatrième pilier : Gouvernance en matière de nutrition centrée sur l'être humain

- › Les groupes les plus touchés par la malnutrition participent directement et efficacement à la définition des priorités, stratégies, politiques, législations et programmes publics qui ont un impact direct et indirect sur la nutrition (du niveau local au niveau mondial), y compris la protection et le soutien d'une alimentation optimale des nourrissons et jeunes enfants ;⁶⁷
- › Les cadres politiques distinguent clairement les différents acteurs de la nutrition et leur confèrent des rôles appropriés, avec des garanties solides pour assurer la transparence et prévenir l'influence des entreprises et les conflits d'intérêts qui en

résultent dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de santé et de nutrition ; et,

- › Les gouvernements établissent, avec l'appui des milieux universitaires et des organisations de la société civile, des mécanismes indépendants de contrôle des activités des entreprises, assortis de procédures de reddition de comptes appropriées en cas de transgression.

Cadre d'évaluation de l'initiative SUN du point de vue de la gouvernance

Le cadre d'analyse de SUN du point de vue de la gouvernance a été élaboré sur base de la vaste expérience institutionnelle des auteurs de l'étude, complétée par deux publications récentes d'experts sur les partenariats multipartites et la gouvernance :⁶⁸ le rapport *Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030*⁶⁹ par le Groupe d'experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et l'ouvrage de Harris Gleckman *Multistakeholder Governance and Democracy: A Global Challenge*⁷⁰.

Bien que les auteurs de la présente étude ne soient pas d'accord avec tout ce qui est dit dans le rapport du Groupe d'experts de haut niveau,⁷¹ le cadre d'analyse des partenariats multipartites dans une perspective du droit à une alimentation adéquate dudit rapport leur a semblé utile. Ce dernier explore les avantages, les limites et les risques potentiels des partenariats multipartites dans le contexte de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD). Il propose un ensemble de critères pour évaluer les qualités des processus et des résultats des partenariats multipartites du point de vue du droit à l'alimentation.⁷² Les différents critères relatifs aux processus sont étroitement liés et déterminent ensemble la valeur démocratique d'un partenariat multipartite.

Gleckman évalue les groupes multipartites du point de vue de la gouvernance, en discutant des conséquences potentielles du passage d'une gouvernance multilatérale

à une gouvernance multipartite pour la démocratie et des alternatives possibles. Il esquisse et examine de façon critique, entre autres, les croyances partagées par les participant·e·s et les défenseur·se·s de ces groupes et les différentes structures institutionnelles et décisionnelles qui les sous-tendent.

En référence à ces deux publications, et en particulier aux critères de qualité proposés par le rapport du Groupe d'experts de haut niveau, une série de questions directrices a été élaborée pour évaluer SUN dans une perspective de gouvernance. On a ainsi mis un accent particulier sur les questions d'inclusivité / ouverture (une revendication centrale de SUN et pierre angulaire du cadre des droits humains), de représentation et de reddition de comptes.

Fonction principale et croyances sous-jacentes

- › Quelle est la fonction principale de SUN ?⁷³
- › Quelles sont les croyances sous-jacentes véhiculées et promues par les membres de SUN ?⁷⁴ Comment le programme SUN se décrit-il ?

Composition et structure de gouvernance

- › Qui est à l'origine de SUN ?
- › Qui participe dans SUN ? sont les critères pour en devenir membre ?
- › Qui dirige SUN ? Comment et par qui les membres dirigeants de SUN sont-ils choisis (Groupe principal, Groupe de pilotage du réseau, etc.) ? Quels sont les critères de sélection ?
- › Établit-on une distinction entre la nature, les rôles et les responsabilités des différents membres ? Sont-elles clairement définies ?
- › Les membres parlent-ils pour eux-mêmes ou représentent-ils une catégorie d'acteurs plus large ?
- › Comment l'inclusion et la représentation des groupes les plus touchés par la malnutrition sont-elles assurées ?

La structure de financement

- › Comment SUN est-il financé ?
- › Quelle est la part du financement public par rapport au financement privé ?
- › Quels sont les mécanismes permettant de canaliser les ressources ? Quel est le processus décisionnel en matière d'affectation des ressources ?

Critères relatifs aux processus⁷⁵

Inclusivité / ouverture (participation et prise de décision)

- › Toutes les catégories pertinentes d'acteurs sont-elles incluses ?
- › Quelles sont les structures décisionnelles en place ? Qui peut participer aux discussions ? Comment la décision finale est-elle prise ?
- › Comment l'équilibre de la diversité est-il assuré ? Les règles et les mécanismes en place permettent-ils une participation significative de tous et en particulier des groupes les plus touchés ? Comment sont-ils représentés dans les processus de prise de décision et de mise en œuvre ?
- › Existe-t-il des mécanismes permettant d'identifier les asymétries de pouvoir entre les participants et d'y réagir ?
- › Existe-t-il un système de règlement des différends ?

Responsabilisation

- › Quelles sont les obligations effectives des membres SUN les uns envers les autres (obligations internes) ? Quelles sont leurs obligations envers les communautés touchées par la malnutrition (obligations externes) ?
- › Existe-t-il un système efficace pour déterminer qui est responsable lorsque les choses tournent mal ?
- › Existe-t-il un système permettant d'empêcher les entreprises d'utiliser le message humanitaire comme vitrine d'un marketing préjudiciable ?

Transparence

- › Existe-t-il des informations claires sur les processus, les décisions, le financement, les actions et les résultats de SUN ?
- › Ce type d'information est-il accessible aux personnes extérieures à SUN, en particulier à celles affectées par les actions de l'initiative (c'est-à-dire les bénéficiaires supposé-e-s) ?

Capacité de réflexion

- › Dans quelle mesure SUN est-il capable d'apprendre et de s'adapter ?⁷⁶
- › Existe-t-il des procédures à suivre pour déterminer s'il y a lieu de mettre fin ou non à l'initiative (si, par exemple, il devenait clair qu'elle ne remplissait pas son objectif ou n'était plus nécessaire) ?⁷⁷

Critères relatifs aux résultats

(couverts par le cadre à quatre piliers décrit ci-dessus)⁷⁸

Efficacité

- › Dans quelle mesure l'initiative SUN remplit-elle ses objectifs déclarés ?

Impact ⁷⁹

- › SUN fait-elle la différence en matière d'avancement du droit à l'alimentation et à une nutrition adéquates ?
- › Quelle est sa valeur ajoutée ? Les avantages l'emportent-ils sur les risques ?

Chapitre 2: Le « Mouvement » pour le renforcement de la nutrition

Ce chapitre présente l'initiative SUN de façon générale. Il se penche sur les croyances, les principes, l'approche et la vision sous-jacents, ainsi que sur la composition, la gouvernance et la structure de financement de cette initiative. Il examine également les processus décisionnels au sein de l'initiative et ceux relatifs à la gestion de conflits entre les membres. Enfin, il aborde l'approche de SUN relative au suivi et à l'évaluation ainsi que les mécanismes de reddition de comptes accessibles aux communautés que l'initiative prétend soutenir.

Vision, objectifs et approche

SUN est une initiative multipartite lancée en 2010 durant les Réunions de printemps de la Banque mondiale et du

FMI.⁸⁰ Elle est composée de gouvernements, de bailleurs de fonds, d'agences onusiennes, d'acteurs de la société civile et d'acteurs privés.

La vision de SUN est celle d'un « monde libéré de la malnutrition sous toutes ses formes en 2030 », dans lequel « chaque enfant, adolescent, mère et famille [peut réaliser] son droit à l'alimentation et à la nutrition, l'atteinte de son plein potentiel et la participation à la formation de sociétés durables et prospères ». ⁸¹ Ceci doit être réalisé par une action collective dans laquelle toutes les parties prenantes se réunissent dans une approche multisectorielle.

Graphique 2.1:
la vision de SUN
et sa théorie du
changement⁸²



Un élément central dans le discours de SUN est sa description d'elle-même comme un « mouvement ». Les objectifs déclarés par SUN et sa façon dont elle-même se décrit a évolué. En 2010, son objectif était de « réduire la faim et la sous-nutrition » ; aujourd'hui, il est de « lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes ». On note également que SUN, tout comme sa communauté d'acteurs du secteur privé, utilise de plus en plus la terminologie propre aux droits humains. SUN fait explicitement référence au « droit à l'alimentation et à la nutrition » et se décrit maintenant comment étant « dirigé par des Etats ».

L'approche de SUN est organisée autour de quatre objectifs stratégiques identifiés dans la Stratégie et la Feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020)⁸³:

1. Développer et maintenir un environnement politique favorable ;
2. Accorder la priorité et institutionnaliser des mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition ;
3. Mettre en œuvre des mesures efficaces alignées avec les résultats communs ;
4. Utiliser efficacement et augmenter significativement les ressources financières pour la nutrition.

La promotion de la collaboration entre tous les acteurs et la création de plateformes multipartites à l'échelle nationale sont au cœur de la stratégie de SUN. Selon la théorie du changement de l'initiative, cette collaboration entraîne un changement de comportement chez les acteurs concernés, le « renforcement » et l'alignement des actions et des ressources en matière de nutrition, et à terme l'amélioration de l'état nutritionnel (voir graphique 2.1). Comme l'exprime l'ICE de SUN : les structures de direction et de soutien de SUN sont « toutes axées sur l'appui aux plates-formes de nutrition multisectorielles et multipartites au niveau national, dirigées par les points focaux gouvernementaux, avec des réseaux d'appui au niveau national qui reproduisent les réseaux mondiaux ».⁸⁴

Composition et structure de gouvernance

Direction

L'orientation des politiques et des stratégies de SUN est définie par son Groupe principal (Lead Group), lequel a « la redevabilité globale de la progression du Mouvement vers la réalisation de ses objectifs stratégiques [...] qui visent à préserver le caractère unique du Mouvement ».⁸⁵

Il est composé de « dirigeant-e-s » de haut niveau du secteur privé, des Nations Unies, de gouvernements, de bailleurs de fonds et de la société civile⁸⁶, désigné-e-s à titre personnel par le Secrétaire général de l'ONU.⁸⁷ Outre leurs fonctions de supervision et de direction, ils et elles sont censé-e-s jouer les « champions » de l'initiative SUN dans leurs sphères d'influence respectives.⁸⁸ Le Groupe principal actuel est présidé par l'UNICEF. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) font également partie du Groupe principal.

Bien que SUN affirme être dirigé par des gouvernements, seuls quatre des 27 membres récemment nommés du Groupe principal représentent des gouvernements nationaux.⁸⁹ Plusieurs représentent des bailleurs de fonds et des fondations privées. Parmi les membres du secteur privé, on trouve Royal DSM⁹⁰, une entreprise internationale de produits chimiques basée aux Pays-Bas qui produit des micronutriments pour l'industrie alimentaire et des suppléments alimentaires, et Java Foods⁹¹, une société zambienne qui fabrique des céréales et des nouilles instantanées enrichies.

*C'est la première fois que le secteur privé est invité à la table pour faire partie de la solution pour les pays à mesure qu'ils intensifient leurs efforts pour réduire la dénutrition. Les solutions basées sur le marché doivent faire partie de l'approche globale de lutte contre la dénutrition.*⁹²

Le Directeur général de Save the Children représente la société civile au sein du Groupe principal.

Outre le Groupe principal, une figure centrale de la structure de SUN est le-la coordinateur-riche de l'initiative, également nommé-e par le Secrétaire général des Nations Unies. Le poste est actuellement occupé par Gerda Verburg des Pays-Bas, ancienne présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations Unies et présidente du Conseil de l'agenda global pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Forum économique mondial (FEM). La coordinatrice de SUN dirige la mise en œuvre de la stratégie de SUN. Elle dirige le Secrétariat de SUN, participe au Groupe principal et au Comité exécutif (*ex officio*), et coordonne les réseaux de l'initiative (points focaux gouvernementaux, réseaux de soutien). Elle agit comme représentante et défenseuse de haut niveau de SUN en matière de nutrition et a pour rôle de « promouvoir et préserver les valeurs, les principes et le caractère fondamentaux du Mouvement ». ⁹³ Elle est également chargée de corriger l'orientation de l'initiative si la stratégie ne produit pas l'effet escompté. ⁹⁴

La Structure de SUN comprend également un Comité exécutif, ⁹⁵ dont les membres sont nommé-e-s par le-la Président-e du Groupe principal et agissent au nom du Groupe principal pour superviser l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de SUN.

Les activités de SUN sont en outre facilitées par un secrétariat mondial basé à Genève et hébergé par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. Le Secrétariat du SUN fournit un soutien au Groupe principal, aux pays impliqués (les « pays SUN ») et aux réseaux de SUN. Parmi ses principales fonctions figurent la liaison avec les pays, le suivi des progrès, le partage des expériences et l'organisation d'ateliers.

Adhésion des pays

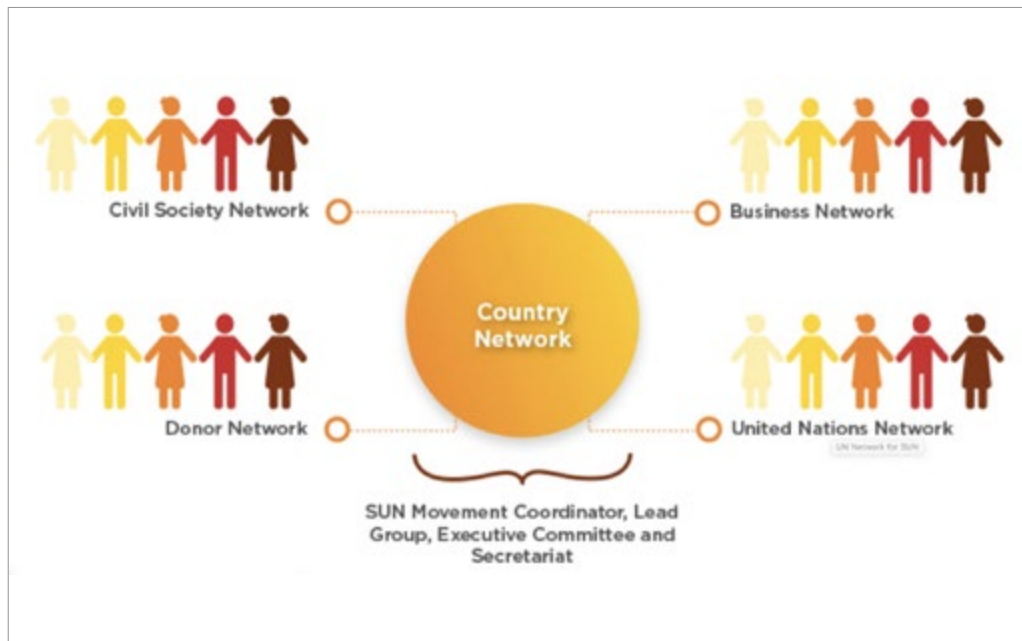
Aujourd'hui, SUN compte 61 pays membres, dont la plupart ont adhéré en envoyant une lettre d'engagement d'un-e haut-e fonctionnaire du gouvernement à la Coordinatrice de l'initiative SUN. ⁹⁶ Il n'est pas nécessaire de suivre un processus gouvernemental démocratique avant de rejoindre SUN (voir encadré 4.1). Les gouvernements des pays SUN désignent un point focal pour convoquer une plateforme nationale multipartite qui rassemble des acteurs « de tous les secteurs pertinents en matière de nutrition ». ⁹⁷

Les pays SUN mobilisent leurs propres ressources intérieures et extérieures pour leur programme relatif à la nutrition, tout en étant tenus de respecter les dix Principes d'engagement de SUN (voir encadré 2.1), qui visent à assurer un objectif commun et une « responsabilité mutuelle » dans un espace multipartite et multi-sectoriel. Les pays membres s'engagent également à « s'assurer que les programmes dans tous les secteurs de l'administration publique contribuent à la nutrition » et à « accroître la couverture des interventions ayant fait leurs preuves en améliorant l'état nutritionnel pendant une période de 1000 jours, entre le début de la grossesse et le deuxième anniversaire d'un enfant » ^{98, 99}

Les réseaux de SUN

Les différents acteurs qui s'engagent dans le SUN sont organisés en réseaux, coordonnés au niveau mondial par un coordinateur de réseau qui en organise le soutien, en synergie avec le secrétariat de SUN et suivant les dispositions de la Structure de gouvernance de SUN. Ces réseaux sont au nombre de quatre : le Réseau de la société civile (SUN-CSN), le Réseau du secteur privé (SBN), le Réseau des donateurs SUN et le Réseau des Nations Unies pour SUN.

Graphique 2.2:
les Réseaux
de SUN¹⁰⁰



Le **Réseau de la société civile** (SUN-CSN) soutient l'établissement et le fonctionnement des Alliances de la société civile (ASC) de SUN à l'échelle nationale. Il cherche ainsi à promouvoir la coordination entre les organisations de la société civile (OSC), et la concordance avec les plans d'action nationaux. Le soutien fourni comprend l'accès au financement, le renforcement des capacités et l'apprentissage croisé.¹⁰¹ Les membres contribuent à l'initiative SUN par la mise en œuvre et le suivi des actions relatives à la nutrition, ainsi que par des activités de plaidoyer.

Ils sont également encouragés à collaborer avec les entreprises, à les réunir « autour de la table » et à les inciter à s'engager positivement dans le programme de nutrition.¹⁰² Il existe actuellement des alliances dans 39 pays SUN, représentant plus de 3000 organisations, tant nationales qu'internationales.¹⁰³

Le Réseau SUN-CSN est composé d'alliances de la société civile nationales, d'ONG internationales, ainsi que de quelques organisations de la société civile nationales.¹⁰⁴ L'adhésion est ouverte à toutes les organisations de la société civile qui s'engagent à poursuivre les objectifs de SUN et à respecter ses Principes d'engagement.¹⁰⁵ La prise de décision au sein du Réseau est

réservée au Groupe de pilotage du Réseau assisté par les ASC nationales.¹⁰⁶ La composition du Groupe de pilotage doit être représentative des membres du Réseau et il existe des directives concernant la représentation régionale et le type d'organisation, entre autres critères.¹⁰⁷ Les membres du Groupe de pilotage (y compris le-la président-e et le-la co-président-e), sont choisis à titre personnel. Leurs organisations, dans le cadre de leur participation à SUN, sont censées couvrir les coûts liés à leur fonction au sein du Groupe de pilotage.¹⁰⁸

Dans la pratique, la plupart des membres du Groupe de pilotage au moment de la rédaction du présent document sont liés à des ONG internationales.¹⁰⁹ Le Groupe de pilotage est actuellement présidé par Care Peru et co-présidé par Save the Children UK.¹¹⁰ Le secrétariat du Réseau est hébergé par Save the Children au Royaume-Uni.

Le **Réseau du secteur privé** (SBN) de SUN - co-organisé par GAIN et le Programme alimentaire mondial (PAM) et soutenu par un secrétariat mondial basé au Royaume-Uni - vise à faire participer et à soutenir les entreprises pour qu'elles agissent, investissent et innovent dans des actions et des opérations responsables et durables

pour améliorer la nutrition. A ce jour, plus de 400 entreprises - transnationales et nationales - ont rejoint le SBN (réseaux mondiaux et nationaux).¹¹¹ 29 pays SUN ont des représentants d'entreprises qui participent à des plateformes multipartites. « Les entreprises membres du Réseau du secteur privé atteindront un total de 1,3 milliard de bénéficiaires entre 2013 et 2020, soit l'équivalent de 166 millions chaque année jusqu'en 2020. »¹¹²

L'adhésion est ouverte à toutes les entreprises qui s'engagent à respecter les Principes d'engagement de SUN ainsi que les Principes d'engagement du Réseau du secteur privé de SUN (voir ci-dessous)¹¹³. En outre, les candidats doivent montrer un intérêt pour la lutte contre la malnutrition et consacrer des ressources à la mise en œuvre des Principes du SBN.¹¹⁴ En adhérant au Réseau, ils acceptent également de divulguer toute violation desdits Principes.

Le **Réseau des donateurs** réunit des donateurs bilatéraux, des fondations et des banques de développement, pour soutenir les pays SUN.¹¹⁵ Le réseau est actuellement coordonné par la Suisse (DDC), les États-Unis (USAID) et l'Irlande (Irish Aid). A l'échelon national, des coordinateurs des donateurs « mobilisent le soutien collectif des donateurs pour renforcer la nutrition au niveau national » et « hiérarchisent et harmonisent les investissements pour combler les lacunes identifiées ».¹¹⁶

Le **Réseau des Nations Unies pour SUN**, créé en 2013, regroupe l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'UNICEF, le PAM et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il est chargé de traduire et de réaliser les engagements de l'ONU en matière de nutrition dans les pays SUN, de créer des synergies et de renforcer la complémentarité entre les agences de l'ONU, les gouvernements et les réseaux de SUN, afin de permettre à l'ONU de travailler plus efficacement à la mise en œuvre « d'actions à grande échelle et d'obtenir un bon rapport qualité-coût-résultats ».¹¹⁷ Le réseau soutient également les efforts nationaux dans le cadre des principaux piliers établis par la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025).

La structure de financement

Le Secrétariat du SUN est financé par la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), le Canada, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis.¹¹⁸

Chaque réseau SUN collecte ses propres ressources de façon indépendante. Le Réseau de la société civile (SUN-CSN) a reçu le soutien du Fonds Fiduciaire Multipartenaires (MTPF) de SUN, du BMGF, de la Children's Investment Fund Foundation (CIFF), du Royaume-Uni, de l'Irlande et de l'Allemagne. En outre, les membres de ce réseau apportent des contributions sous forme de temps de travail, de ressources organisationnelles et de leadership stratégique.¹¹⁹

Depuis 2017, le Fonds commun du Mouvement SUN remplace son Fonds Fiduciaire Multipartenaires (MTPF)¹²⁰ et a pour but de fournir « une source de financement de dernier recours et catalytique pour soutenir les activités de l'Alliance de la société civile de SUN aux niveaux national et sous-national ».¹²¹ Le Fonds commun 2018-2020 est soutenu par le Canada, l'Allemagne, l'Irlande, la Norvège et la Suisse et se concentre actuellement sur « le renforcement de la participation des parties prenantes non étatiques dans le pays (société civile, acteurs du secteur privé, universitaires et journalistes, entre autres) et des parlementaires, aux plateformes nationales multipartites pour mettre en œuvre des plans de nutrition à grande échelle. »¹²²

Peu d'informations sont disponibles sur la gestion du Fonds commun. Dans le cas du MPTF, les priorités étaient fixées par le Groupe principal, tandis que les décisions relatives à l'allocation des fonds étaient prises par un comité de gestion présidé par le·la Coordinateur·rice de SUN et composé de contributeurs de fonds et d'organismes participants des Nations Unies.¹²³ Le MPTF était administré par les agences de l'ONU membres de SUN, tandis que les « partenaires de mise en œuvre » étaient semble-t-il en grande partie des ONG internationales membres de SUN.¹²⁴

Règles d'engagement, de prise de décision et de résolution des conflits (Ouverture)

SUN est guidé par un ensemble de dix Principes d'engagement (PoE) que tous les membres doivent respecter (encadré 2.1).

*Les Principes d'engagement du Mouvement
SUN cherchent à refléter le but commun, les*

comportements convenus et la responsabilité mutuelle qui constituent la base du Mouvement. Ils constituent le fondement d'une collaboration positive et soulignent l'exigence que ceux qui s'engagent dans le Mouvement évitent de se comporter et d'agir d'une manière qui pourrait priver d'autonomie - ou même nuire à - ceux que le Mouvement cherche à servir.¹²⁵

Encadré 2.1

les Principes d'engagement de SUN¹²⁶

1. **Etre transparent au sujet des intentions et des impacts** : Toutes les parties prenantes adopteront un comportement transparent et s'engageront à établir des évaluations rigoureuses des retombées de l'action collective et des contributions des différents intervenants.
2. **Etre inclusif** : Le Mouvement SUN est ouvert à toutes les parties prenantes qui démontrent leur engagement envers ses buts et ses principes. L'exclusion doit être évitée dans la mesure du possible.
3. **Se fonder sur le respect des droits** : Agir conformément à l'engagement de défendre l'équité et les droits de toutes les femmes, hommes et enfants.
4. **Etre disposé à négocier** : Les parties prenantes chercheront à résoudre leurs divergences d'approches.
5. **Etre prévisible et solidairement responsables** : Soutenir la responsabilité collective des parties prenantes vis-à-vis des résultats communs, tout en affirmant et en renforçant la redevabilité de chaque acteur vis-à-vis de leurs engagements et actions.
6. **Etre efficace au regard du coût** : Respecter et soutenir les priorités fondées sur des données probantes afin d'assurer la plus grande efficacité par rapport au coût sur le long terme.
7. **Rester communicatif en permanence** : Apprendre et s'adapter tout en partageant régulièrement les leçons pertinentes sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, entre les pays, les secteurs et les parties prenantes.
8. **Agir avec intégrité et de manière éthique** : Gérer les conflits d'intérêts personnels et institutionnels avec intégrité.
9. **Appliquer le respect mutuel** : Collaborer de manière à renforcer la confiance mutuelle, et à respecter les contributions et les points de vue des autres intervenants.
10. **Ne pas nuire** : Agir de manière à contribuer à l'amélioration de la nutrition et le bien-être de toutes les personnes, en tenant compte des éventuelles conséquences négatives pour les personnes et la planète, et en prévoyant des stratégies d'atténuation précises.

Il existe également des principes spécifiques pour les entreprises qui adhèrent à SUN. Les Principes du Réseau du secteur privé (SBN), en partie tirés du Pacte mondial de l'ONU, comprennent « l'appui et le respect [relatifs à] la protection des droits de l'Homme internationalement proclamés » et « la conformité avec les directives de l'ONU sur la santé et la nutrition, le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et les résolutions de l'Assemblée mondiale de la Santé relatives à la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant ».¹²⁷ Les candidats au SBN mondial ne doivent pas non plus se livrer à la production d'armes, de tabac ou de pornographie.¹²⁸ Les sociétés doivent signer un formulaire pour « garantir » que leur société adhère aux Principes et divulguera tout manquement à ces derniers.¹²⁹ Outre les propres évaluations des entreprises, le SBN dispose d'un « mécanisme d'alerte » en ligne qui permet de signaler les violations documentées des Principes du SBN.¹³⁰ Aucune information n'a pu être trouvée sur les sites web de SUN quant aux cas dans lesquels ce mécanisme a été utilisé (le cas échéant), ni si des entreprises ont été exclues de l'adhésion en raison de violations.

Bien que la Structure de gestion soit expliquée sur le site web de SUN, le processus réel de prise de décision au sein du Groupe principal reste flou, tout comme la façon dont les points focaux gouvernementaux et les réseaux de SUN y participent.

SUN n'a pas de mécanisme spécifique pour identifier et réagir les asymétries de pouvoir au sein des groupes de « parties prenantes » et entre eux.¹³¹ Quant au Groupe principal, il semble que l'équilibre des points de vue soit « assuré » par la présence autour de la table de représentant·e·s choisi·e·s parmi les diverses composantes de SUN.

Alors que le Groupe principal vise « à préserver le caractère unique du Mouvement qui est le fait que ceux sont les pays qui mènent le Mouvement », il n'y a aucune information - ni dans les termes de référence, ni ailleurs - sur le mécanisme par lequel cela doit être mis en pratique, c'est-à-dire sur la manière dont les pays SUN doivent être impliqués dans la prise de décision, au-delà des quelques représentants gouvernementaux

énumérés comme membres du Groupe principal.¹³² Tant le·la coordonnateur·rice que le Groupe de pilotage du Réseau de la société civile de SUN doivent prendre des décisions *en suivant les orientations* à la fois des gouvernements et des Alliances de la société civile. Mais là encore, on ne sait pas très bien comment ces orientations doivent être demandées ou soumises, ni quel poids elles ont finalement dans les décisions prises.

Bien que SUN prône avant tout la participation et la collaboration, il n'existe pas de procédure claire de gestion des désaccords et des conflits entre et au sein des groupes de « parties prenantes ». SUN n'a pas non plus de procédure de plainte pour les personnes extérieures à l'initiative qui pourraient être affectées négativement par ses activités. Au lieu de cela, SUN s'appuie sur la volonté de chaque partie prenante d'être inclusive, de négocier et de rechercher un consensus par le dialogue, et *d'agir de manière éthique* en accord avec ses Principes d'engagement et son cadre éthique. Selon les termes de ce dernier :

*En d'autres termes, agir de façon éthique ne consiste pas à suivre à la lettre un ensemble de règles mais à faire « ce qu'il faut ». En se comportant de façon éthique dans tous ses engagements, le Mouvement SUN pourra s'appuyer sur son intégrité pour réaliser sa mission collective et ses objectifs communs.*¹³³

Les membres des réseaux nationaux et des plateformes multipartites de SUN doivent également être guidés par les Principes d'engagement de SUN. Au-delà des Principes, il y a peu d'indications sur les rôles et les responsabilités des différents membres de ces plateformes (sauf qu'elles doivent être organisées par des points focaux gouvernementaux) ; la représentation de groupes spécifiques au sein des réseaux (par exemple, les organisations populaires) ; les procédures de prise de décision ; et la façon de remédier aux déséquilibres de pouvoir au sein des diverses composantes et entre les réseaux. Le Réseau de la société civile de SUN (SUN-CSN) a préparé une Note de travail sur la bonne gouvernance qui tente de fournir une certaine orientation aux Alliances de la société civile nationales sur les questions de gouvernance.¹³⁴ Ce document fournit des idées sur

les principes généraux de bonne gouvernance, ainsi que des exemples de la façon dont différentes Alliances les ont mis en pratique. Cependant, des questions importantes - comme la façon d'assurer la représentation et la participation significative des personnes touchées par la malnutrition, et l'équilibre des pouvoirs entre les organisations de la société civile - ne sont que marginalement abordées.

Suivi, évaluation et redevabilité

L'approche de SUN en matière de suivi et d'évaluation consiste avant tout en un processus d'autoréflexion interne (nommé exercice d'évaluation conjointe). Les membres de SUN au niveau national se réunissent chaque année pour évaluer conjointement les progrès et les défis, et déterminer « les domaines où le soutien est nécessaire pour atteindre des objectifs communs au niveau des pays » et « les priorités des pays pour l'année à venir ».¹³⁵ Cet exercice permet ensuite d'informer le Groupe principal et le Comité exécutif de SUN des décisions concernant l'appui fourni aux pays pour le renforcement. De plus, les membres de SUN participent au Rassemblement mondial annuel du Mouvement SUN au cours duquel ils réfléchissent aux réalisations de l'année et à la planification de l'année à venir. Le Rassemblement mondial de SUN est « le moment phare du Mouvement, unissant la communauté de la nutrition dans son ambition collective d'inspirer, motiver et investir en vue de mettre fin à la malnutrition, sous toutes ses formes ».¹³⁶

Sur la base de l'exercice d'évaluation conjointe et des informations du Rapport sur la nutrition mondiale,¹³⁷ le Secrétariat du SUN prépare un rapport d'avancement annuel qui « examine l'état actuel du paysage international de la nutrition ainsi que les progrès et les résultats au regard des quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN ».¹³⁸ En outre, le Secrétariat gère un système d'Information qui contient des données quantitatives et qualitatives sur les progrès réalisés, les besoins et les demandes des pays sur base des évaluations conjointes et des informations qu'il a recueillies.

Au sein de l'initiative SUN, il existe différentes lignes de responsabilité/redevabilité. Les membres du Groupe

principal de SUN rendent compte au Secrétaire général de l'ONU et sont responsables devant lui. Le Groupe en tant que tel n'a pas de statut juridique ni d'obligations contraignantes.¹³⁹ Les membres agissent à titre personnel et n'ont aucune responsabilité légale vis-à-vis de l'initiative.¹⁴⁰ Le-la coordinateur-riche de SUN rend également compte au Secrétaire général de l'ONU et est responsable devant le Groupe principal de SUN. En même temps, les termes de référence stipulent qu'il ou elle a « la responsabilité principale des points focaux gouvernementaux de SUN ».¹⁴¹ Ce que cela signifie dans la pratique n'est pas clair. Les points focaux gouvernementaux de SUN sont redevables devant leurs gouvernements et devant les plateformes nationales multipartites.¹⁴²

Les membres du Groupe de pilotage du réseau SUN-CSN sont quant à eux responsables devant les membres du réseau.¹⁴³ Selon les termes de référence de ce dernier, « c'est face aux femmes et aux enfants qui souffrent de malnutrition qu'est engagée la responsabilité ultime du Réseau et de son Secrétariat ». Il n'est cependant pas clair comment cette responsabilité est exercée dans la pratique étant donné que le réseau n'est pas un organisme élu et qu'il n'existe pas de mécanisme permettant aux groupes touchés de tenir le SUN-CSN responsable de ses actions. Dans les faits, les membres du SUN-CSN sont responsables devant les conseils d'administration et les bailleurs de fonds de leur organisation ou - dans le cas des organisations associatives - devant leurs membres.¹⁴⁴

En plus des lignes de responsabilité individuelles des différents acteurs au sein de SUN, une caractéristique essentielle de SUN est le principe de la responsabilité mutuelle (voir encadré 2.1, Principe 5). Comme l'indique l'objectif stratégique premier de SUN :

*Un espace partagé (des plateformes multi-acteurs) aux niveaux national et local ouvre la voie à une action collective, et permet aux agents du changement de la nutrition de **se rendre mutuellement responsables du renforcement de l'impact** [emphase ajoutée].¹⁴⁵*

Le Rapport sur la nutrition mondiale est cité comme étant « un formidable mécanisme indépendant fondé sur les données probantes » qui permet de mesurer les actions et les progrès réalisés dans le cadre des engagements pris par les membres de SUN.¹⁴⁶

La récente évaluation à mi-parcours de SUN a reconnu:

*« Actuellement, il existe un déficit en matière de responsabilité mutuelle entre les différents acteurs. Dans la pratique, les membres de SUN qui dépendent de manière significative de l'aide internationale sont évalués plus rigoureusement que les bailleurs de fonds ».*¹⁴⁷



Dans la soumission de SUN à la consultation en ligne pour le rapport du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) sur les plateformes multipartites, le Secrétariat de SUN parle de SUN comme d'un « mouvement de plateformes multipartites [nationales] ». ¹⁴⁸ Au-delà de la description de la structure de base de la gouvernance mondiale de SUN, toutes les réponses aux questions concernant la composition, la représentation, la prise de décision, etc., renvoient aux plateformes multipartites nationales. L'argument avancé par le Secrétariat à cet égard est qu'il existe de trop grandes variations entre les pays pour pouvoir donner une réponse précise. Cela révèle à tout le moins la réticence de SUN à réfléchir ouvertement sur sa structure de gouvernance mondiale, ainsi que son éloignement et sa dissociation vis-à-vis du fonctionnement des plates-formes multipartites nationales qu'il promeut tant.

Pour évaluer SUN du point de vue de la gouvernance et des droits humains, il est essentiel d'examiner à la fois la structure globale (mondiale) et ses modalités de

fonctionnement, ainsi que les changements introduits par l'initiative au niveau national. Ce dernier point sera abordé au chapitre 4, lequel présente les conclusions des études de cas par pays.

La description et l'analyse de la structure mondiale et des modalités de fonctionnement de SUN révèlent de sérieux problèmes de gouvernance, concernant en particulier la représentation et la responsabilité de l'initiative. Si elle se décrit elle-même comme étant une initiative dirigée par les pays et les gouvernements, cela ne se reflète pas dans la composition de son Groupe principal ni dans ses structures de prise de décision, qui privilégient les institutions multilatérales, les donateurs internationaux, les grandes entreprises et ONG suffisamment capables de consacrer des ressources à l'initiative et à leur participation dans celle-ci. Aucun mécanisme ne permet non plus d'équilibrer les inégalités de pouvoir, d'assurer une participation significative des groupes les plus touchés, ni de régler les différends qui peuvent survenir entre les participants. Ces importantes asymétries de pouvoir combinées à la priorité du consensus réduisent inévitablement la capacité de l'initiative à répondre à toute autre opinion ou revendication des personnes les plus touchées. Les procédures de reddition de comptes sont extrêmement faibles et internes, laissant les personnes touchées par les actions de l'initiative sans réelle possibilité de recours vis-à-vis de l'initiative ou de ses membres responsables d'impacts négatifs.

Le chapitre suivant (chapitre 3) examinera de plus près les motivations et les acteurs impliqués dans la création de SUN, ainsi que le contexte politique général de l'époque, ces aspects étant fondamentaux pour mieux comprendre d'où vient l'initiative et quelles sont les forces motrices et les croyances qui la sous-tendent.

Chapitre 3: L'évolution de la gouvernance nutritionnelle et l'émergence du « partenariat multipartite »

L'évaluation de SUN se place dans le contexte de l'évolution de la gouvernance mondiale en matière de nutrition, caractérisé par la tendance à une participation accrue du secteur privé. L'étude tente ainsi de retracer l'émergence du modèle de gouvernance « multipartite » et les démarches proactives pour qu'il « complète », sinon remplace, le « multilatéralisme » centré sur l'État. L'analyse porte sur la période allant de la fin des années 90 / début des années 2000 à aujourd'hui, et plus particulièrement sur les développements réalisés au sein du Comité permanent sur la nutrition (UNSCN ou SCN) et du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations Unies, et sur leurs rapports avec l'établissement et le développement de SUN.

Le Sommet mondial de l'alimentation et la réforme du Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN ou SCN)

Le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 a suscité une réaction prometteuse de la part du SCN, en ce sens qu'il a rapproché les programmes d'alimentation et de nutrition de Rome et de Genève. A l'époque, le président du SCN récemment nommé, Sir Richard Jolly, lié au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et champion reconnu de la nutrition au sein des Nations Unies, est arrivé avec pour mandat d'accroître la visibilité de la nutrition au cours du nouveau millénaire. Avant son arrivée, le SCN avait fonctionné comme l'organe de coordination des activités des Nations Unies en matière de nutrition, soutenu par un groupe de huit éminents universitaires, le Groupe consultatif sur la nutrition (AGN).¹⁴⁹

En 1997, le SCN a créé une commission de haut niveau chargée d'élaborer un rapport sur les défis nutritionnels du XXI^e siècle.¹⁵⁰ En consacrant sa session annuelle de 1999 à la pertinence du paradigme des droits humains pour la promotion de la nutrition, dans le contexte de l'élaboration de l'Observation générale du CDESC des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, le SCN attribuait une place accrue aux droits humains dans son programme.¹⁵¹ Avec le soutien de grandes agences de l'ONU, Jolly a également promu une réforme majeure du fonctionnement du SCN, en attribuant un rôle beaucoup plus important à la société civile et au monde

universitaire.¹⁵² Les sessions annuelles du SCN à partir de 2000 sont devenues des forums techniques et politiques particulièrement effervescents, offrant un espace adéquat pour débattre des différentes approches en matière d'alimentation et de nutrition dans toutes leurs dimensions, des approches méthodologiques aux approches philosophiques, fournissant des orientations aux gouvernements et aux agences des Nations Unies¹⁵³. Plusieurs publications scientifiques ont émergé de cet environnement stimulant.¹⁵⁴

La toute première session conjointe du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) et du SCN s'est tenue à New York en juin 2005 sur « Le rôle essentiel de la nutrition pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) », avant l'Assemblée générale des Nations Unies du Millénaire + 5. Lors de cette réunion, il a été convenu que la réduction de la pauvreté monétaire et l'augmentation de la production alimentaire ne suffiraient pas à résoudre les problèmes de nutrition des personnes en situation de pauvreté dans les pays en développement. En outre, il a été réaffirmé que la réalisation des OMD impliquait la mise en œuvre des droits, y compris le droit à une alimentation adéquate.¹⁵⁵

Cependant, la période 1995-2005 a également été confrontée à des problèmes de gouvernance particulièrement difficiles. L'une des questions polémiques portait notamment sur la participation de représentants d'organisations liées au secteur privé au processus et à la gouvernance du SCN.¹⁵⁶ Certains participants au SCN ont fait valoir que les organisations du secteur privé et/ou leurs représentants, telles que la Fondation Nestlé ou les groupes représentant les intérêts et les programmes du secteur privé, ne devraient pas participer aux mécanismes institutionnels du SCN, cela pouvant créer des risques inacceptables d'influence abusive. À l'opposé, certains pays développés, représentés par leurs agences de développement et soutenus par les organisations des Nations Unies (en particulier la Banque mondiale, le PAM et, depuis 2001, l'UNICEF), ont estimé que les organisations du secteur privé devaient participer en tant que membres du groupe des ONG.¹⁵⁷ Quelques participants ont proposé à leur tour que ces acteurs deviennent une composante propre, s'ajoutant aux trois

groupes existants (ONU, donateurs bilatéraux, ONG)¹⁵⁸, tandis que d'autres n'avaient pas de position claire sur la question.¹⁵⁹

Le groupe des ONG s'est opposé, lors de diverses consultations, à la participation d'organisations liées au secteur privé dans le groupe des ONG. En 2004, le Comité directeur du SCN a créé un groupe de travail chargé d'examiner et d'élaborer une proposition de politique pour la participation du secteur privé. Lors de la session annuelle de 2006, les trois différents groupes ont convenu d'accepter le projet de politique d'engagement du secteur privé (Draft Private Sector Engagement Policy) en tant que document intérimaire, dans l'attente de discussions futures.¹⁶⁰ Cette politique, légèrement révisée en juin 2006, allait être directement liée à l'effondrement du SCN.

L'accroissement de la participation du secteur privé à la gouvernance en matière d'alimentation et de nutrition

Historiquement, les immixtions du secteur privé dans la gouvernance alimentaire et nutritionnelle remontent au début des années 70 et se sont développées au rythme des coupes budgétaires imposées à l'ONU par ses principaux contributeurs, notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni, dans le cadre du renforcement du processus de mondialisation néolibérale. Le manque de financement a placé de nombreuses organisations de l'ONU dans une position de plus en plus vulnérable et, en l'absence de protections de l'intérêt public, il a été difficile de résister aux offres de financement privé pour leurs activités. Or, la plupart des « venture philanthropes », comme la BMGF, exigent des sièges au sein des conseils d'administration, fixent des objectifs de rendement et planifient des stratégies de sortie au cas où les attentes ne seraient pas satisfaites.¹⁶¹ Plusieurs chercheurs, notamment Richter, expliquent comment l'ONU est devenue progressivement tributaire des sociétés transnationales (STN) et de la « venture philanthropie », sous la direction des anciens Secréétaires généraux de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali et Kofi Annan, et de la Directrice de l'OMS, Gro Harlem Brundtland. En juillet 1999, l'année qui a connu les manifestations historiques contre l'Organisation mondiale du commerce à Seattle,

Kofi Annan et le président de la Chambre de commerce internationale annonçaient la création du Pacte mondial, avant son lancement officiel lors d'une rencontre de haut niveau de l'ONU en juillet 2000.

De nombreuses organisations de la société civile ont conspué l'ouverture de l'ONU à des partenariats formels avec des entreprises privées, d'autant plus que des auteurs bien connus de violations des droits humains ont été autorisés à devenir partenaires du Pacte mondial. Au terme d'une analyse approfondie, Richter conclut que le Pacte mondial a été utilisé par les entreprises comme un instrument à la fois de blanchiment onusien (« bluewashing ») et d'accroissement de leur influence politique sur les décideurs et dans les processus politiques.¹⁶³

Une étape concrète dans l'application de ce modèle néolibéral à la santé et à la nutrition a été le lancement de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) au Forum économique mondial (FEM) en 2000.¹⁶⁴ Partenariat public-privé entre la BMGF, l'UNICEF, l'OMS, la BM, la Fédération internationale de l'industrie du médicament (FIIM ou IFPMA) et certains gouvernements nationaux, l'initiative a clairement accru l'influence du secteur privé dans la gouvernance en matière de vaccins.¹⁶⁵

Deux ans plus tard, en 2002, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) a été lancée par l'UNICEF, la BMGF (l'un des principaux bailleurs de fonds), Procter & Gamble et le Président de la Zambie lors de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants. Le principal objectif de cette « alliance de partenaires des secteurs public et privé » était de faire pression sur les gouvernements et sur l'ONU pour « optimiser les initiatives rentables d'enrichissement des aliments » afin d'assurer le bien-être des enfants.¹⁶⁶

Ces premiers événements ont été suivis d'un revirement total du discours sur les « parties prenantes ». À l'origine, le terme avait été créé pour insister sur le fait que les entreprises devraient tenir compte non seulement de leur obligation fiduciaire envers les « actionnaires », mais aussi de l'effet de leurs activités sur un plus large éventail d'acteurs, les « parties prenantes ». En 2000,

Kofi Annan définissait ces derniers comme : « les individus et les groupes qui ont un intérêt dans le comportement d'une entreprise ou qui s'y intéressent (...) et qui établissent donc ce qu'implique la responsabilité sociale d'une entreprise ».¹⁶⁷ Deux ans plus tard, à l'approche du Sommet mondial sur le développement durable de 2002, une publication financée par Novartis redéfinissait le terme comme suit : « ceux qui ont un intérêt dans une décision particulière, soit à titre individuel, soit en tant que représentants d'un groupe. Cela comprend les personnes qui influencent une décision, ou qui peuvent l'influencer, ainsi que celles qui sont touchées par cette décision. »¹⁶⁸

Comment rehausser le profil politique de la nutrition ?

Dans le contexte de cette évolution, les critiques se sont intensifiées en face à l'apparente incapacité des groupes du SCN de parvenir à un consensus et d'adresser un message commun et clair aux gouvernements, aux bailleurs de fonds et au public sur les actions à entreprendre pour vaincre la faim et la malnutrition. Certains ont suggéré que le groupe des ONG devienne plus pragmatique et présente des pistes claires de mise en œuvre ; d'autres ont fait valoir que l'alimentation et la nutrition exigeaient des approches transdisciplinaires et que la simplification de la question conduirait à un plus grand nombre d'échecs. En réalité, les racines politiques du débat étaient bien plus profondes : il opposait l'adoption d'une approche transdisciplinaire globale à celle d'une politique sélective du « soit l'un, soit l'autre », cette dernière visant à dissocier la nutrition des déterminants structurels de la pauvreté et de la malnutrition et à mettre l'accent sur l'urgence des interventions médicales et basées sur les produits. En même temps, la présentation de quatre études de cas nationales, à la session annuelle de 2005 du SCN au Brésil, démontrait la viabilité de l'adoption de stratégies alimentaires et nutritionnelles intégrées de manière organique dans le cadre général de la politique de développement du pays.¹⁶⁹

La question du « renforcement » des interventions a été régulièrement soulevée dans les débats du SCN depuis le milieu des années 2000, d'abord avec l'Initiative de lutte contre la faim et la dénutrition chez les enfants (ECHUI, rebaptisée ensuite REACH - Renewed Efforts

Against Child Hunger) - soutenue conjointement par les dirigeants de la FAO, de l'UNICEF, de l'OMS et du PAM. Elle est ensuite apparue à travers une série d'interventions de lutte contre la sous-nutrition consolidées et budgétisées par la Banque mondiale et ses alliés, initialement sous le nom de GAP (Plan d'action mondial).¹⁷⁰ L'initiative GAP, précurseuse de « l'approche fondée sur les preuves » proposée dans la série sur la nutrition The Lancet,¹⁷¹ allait plus tard être connue sous le nom de Scaling Up Nutrition – SUN. Le GAP a été proposé à SCN, mais l'initiative n'a pas réussi à obtenir le consensus de ses différents groupes. Le secteur des ONG, en particulier, a exprimé de vives critiques pour les raisons suivantes:

- Priorité est accordée aux 1000 premiers jours, de la conception à l'âge de deux ans, sans les intégrer dans des interventions socioéconomiques et de santé publique plus vastes visant les principaux déterminants socioéconomiques ;
- La majeure partie du budget pour la mise en œuvre du plan d'action proposé était allouée à la supplémentation basée sur des produits, ciblant les enfants souffrant de malnutrition aiguë ; et
- L'initiative se concentre exclusivement sur la sous-nutrition ; il manque une attention appropriée à l'égard des autres troubles nutritionnels.

La priorité accordée aux 1000 jours avait été décrite à l'origine dans le rapport de la Commission 2020 du SCN,¹⁷² dans lequel elle était clairement inscrite dans le cycle de vie d'une personne et en tenant compte des déterminants sociaux, économiques, politiques et culturels de la malnutrition. Cette perspective avait cependant été scrupuleusement retirée du GAP (et, plus tard, du SUN).

Un changement de vitesse politique au sein de l'UNSCN

Comme il a déjà été mentionné, l'une des questions litigieuses lors des débats du SCN était la participation du secteur privé au sein de cette instance. Le projet provisoire de politique d'engagement du secteur privé (*Draft Private Sector Engagement Policy*) n'a jamais été mis en œuvre. Au lieu de cela, en 2006, Ann Veneman - à l'époque Directrice générale de l'UNICEF (2005-2010)

- a pris la présidence du SCN, y apportant des changements structurels majeurs. Il convient de noter qu'avant d'être choisie par le Président américain George W. Bush pour diriger l'UNICEF, Mme Veneman avait été l'une des négociatrices de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).¹⁷³ Elle a également travaillé pour Calgene, la première société à enregistrer une semence génétiquement modifiée, et a été secrétaire du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), équivalent au poste de Ministre de l'agriculture dans d'autres pays. En 2011, Mme Veneman est devenue membre du Conseil d'administration de Nestlé.¹⁷⁴

Mme Veneman a été une ardente défenseuse de la participation du secteur privé dans le domaine de la nutrition et au sein du SCN, en particulier dans le contexte des interventions fondées sur les produits, comme les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE).¹⁷⁵ Ces interventions ont été critiquées au sein du SCN, en particulier par les groupes travaillant dans les secteurs de l'allaitement maternel, des droits humains et de l'éthique, et d'autant plus lorsqu'elles étaient préconisées comme traitement contre la malnutrition modérée. La période Veneman a également marqué l'engagement accru de la Fondation BMGF dans le domaine de la nutrition. En 2007, la BMGF a pris la décision de financer la série *The Lancet* sur la nutrition maternelle et infantile, dans le but de définir le programme de la nutrition pour l'avenir. Le processus d'élaboration de cette série a renforcé le schisme au sein du SCN. Outre que de nombreux nutritionnistes estimaient le contenu de la série comme partial, beaucoup ont fortement critiqué l'exclusion du cadre des interventions de santé publique fondées sur les déterminants socioéconomiques.¹⁷⁶

La série *The Lancet* suggérait que le système international de gouvernance en matière de nutrition (principalement le SCN) était en panne, manquant de direction, de ressources et d'un message clair et cohérent. Partant, Mme Veneman, avec le soutien de la BMGF, procédait à une évaluation externe du SCN. Les résultats de cette évaluation, dirigée par la Tufts University et réalisée sans

discussion préalable avec l'ensemble du Comité directeur, ont été brièvement présentés lors de la séance plénière de la session annuelle 2008 du SCN à Hanoi, au Vietnam, sur fond de contestation de différents groupes du SCN.¹⁷⁷

Alors que la Banque mondiale et le PAM avait déjà retiré leur soutien au SCN, l'UNICEF fit de même suite aux résultats de l'évaluation. Devant l'impossibilité de parvenir à un consensus sur le Plan d'action mondial et sur la participation du secteur privé, les États-Unis, les organisations intergouvernementales relevant de la sphère d'influence des États-Unis (comme l'UNICEF, le PAM, la Banque mondiale et le FMI) et les fondations du secteur privé (BMGF et Fondation des Nations Unies) décidèrent tous de mettre fin à leur appui au SCN, entraînant sa cessation.¹⁷⁸

La dernière session annuelle du SCN a eu lieu en mars 2008, au milieu de la crise de la volatilité des prix des denrées alimentaires de 2007-08. De manière contradictoire, moins d'un mois plus tard, le Secrétaire général des Nations Unies créait une Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF)¹⁷⁹ pour faire face à la gravité de la situation.¹⁸⁰ Des émeutes conséquentes ont éclaté dans plus de 30 pays, avec de graves implications politiques, notamment le déclenchement du « printemps arabe ». Un mois plus tard, le G8 lançait une initiative de partenariat public-privé (PPP) appelée Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire,¹⁸¹ assorti d'une forte participation du secteur des entreprises.

La crise alimentaire a finalement confirmé la nécessité de disposer d'espaces politiques intergouvernementaux en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le CSA a notamment été réformé (2008/09) et son mandat renforcé.¹⁸² La réforme de la FAO a souligné la nécessité de renforcer les liens entre l'agriculture, l'alimentation et la nutrition.¹⁸³ Le SCN, cependant, a été réduit au silence et laissé en sommeil et ses sessions annuelles et ses groupes de travail, si dynamiques, ont été suspendus.

L'essor de SUN et sa recherche d'un foyer institutionnel

La proposition initiale de la Banque mondiale pour renforcer la nutrition sous le nom de GAP a été retravaillée en une nouvelle proposition : l'Initiative pour le renforcement de la nutrition (Scaling Up Nutrition - SUN) et sa feuille de route.¹⁸⁴ Décrite à ses débuts comme « un partenariat solide, fondé sur des principes, entre les populations, le secteur privé et le secteur public, qui permet aux sociétés de se doter de moyens d'action pour une nutrition optimale »,¹⁸⁵ l'initiative SUN, tout comme le GAP, avait pour postulat principal de privilégier les interventions techniques (apolitiques) faisant l'objet d'un consensus mondial afin de stimuler le financement des donateurs en faveur de la nutrition. Cela entraînait en contradiction directe avec les recommandations holistiques de la plénière du SCN de 2008 sur l'accélération de la réduction de la dénutrition maternelle et infantile, qui soulignaient la nécessité à la fois d'une action d'urgence et d'interventions structurelles à long terme¹⁸⁶ - recommandations abandonnées en même temps que l'on freinait le SCN. Il est à noter que le projet SUN a été soutenu par les mêmes organisations et fonds internationaux qui avaient retiré leur appui au SCN (comme la Banque mondiale, l'UNICEF et le PAM) ; il est ainsi venu occuper le vide laissé par le SCN. Par ailleurs, le retrait du SCN avait amené la société civile et les mouvements sociaux à réorienter leur attention vers les espaces où les politiques de sécurité alimentaire étaient encore activement débattues et décidées, comme l'Équipe spéciale de haut niveau et le CSA. Toutefois, ces espaces avaient tendance à considérer la nutrition comme une question technique et la plaçaient, une fois de plus, à un deuxième niveau de pertinence.

En 2011, le SUN s'était déjà institutionnalisé, avec un coordinateur, un petit secrétariat et plusieurs composantes (société civile, donateurs, agences des Nations Unies et secteur privé) censées collaborer à l'appui des stratégies multisectorielles de lutte contre la sous-nutrition menées par les pays.¹⁸⁷ En 2012, le premier Groupe principal a été institué lors du rassemblement mondial annuel du Mouvement SUN. Les déclarations de David

Nabarro, coordinateur de SUN à l'époque, sont sans équivoque quant à la volonté de SUN de mener la refonte du programme mondial en matière de nutrition en faisant taire les voix discordantes :

Le grand défi est de savoir comment faire converger et dynamiser les actions en faveur de la nutrition sans déclencher de discorde. Nous ne pouvons pas avoir de discorde, l'enjeu est trop important. Nous devons veiller à rassembler les soutiens techniques à tous les niveaux, et tout le monde dans cette salle sait combien cette tâche est difficile. Nous devons fournir un cadre intuitif clair, tangible, ouvert et crédible à l'action. Si les donateurs doivent fournir des ressources supplémentaires importantes, ils doivent avoir la conviction que ce que nous faisons est fiable et ne va pas s'effondrer en quelques semaines ou quelques mois.¹⁸⁸

Et en cherchant un foyer institutionnel formel pour légitimer son existence:

Dès l'après fin septembre 2010, il était clair que nous devions faire quelque chose, mais une discussion a eu lieu, sur la question de savoir s'il était légitime ou non d'avoir une équipe de transition qui ne serait pas ancrée dans une sorte d'institution mondiale. Ensuite, il était clair que nous devions relier le secrétariat de l'UNSCN et un certain nombre d'autres parties prenantes afin de nous assurer que nous avions les capacités d'aller de l'avant. Mais nous avons imposé un délai très serré à cet égard. Fin juin 2011, nous devons trouver un foyer institutionnel pour le travail du SUN.¹⁸⁹

Toutefois, SUN n'a pas trouvé sa place au sein du SCN et a continué à naviguer en orbite du Secrétaire général de l'ONU jusqu'à aujourd'hui. Le Secrétariat de SUN a été créé officiellement en 2012, sous les auspices du Secrétaire général.¹⁹⁰ Dans la même veine, l'actuelle coordinatrice de l'initiative SUN, Gerda Verburg, a le rang de Secrétaire générale adjointe de l'ONU.

Le secteur privé s'infiltré grâce à la réforme du CSA et de l'OMS

Suite à sa réforme de 2009, le CSA avait intégré la participation formelle du secteur privé par le biais du Mécanisme du secteur privé.¹⁹¹ La réforme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), lancée en 2010, établissait un nouveau cadre de collaboration avec des acteurs extérieurs qui regroupent, en tant qu'acteurs non étatiques, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les milieux universitaires et les fondations philanthropiques.¹⁹² On acceptait ainsi que le secteur privé participe activement aux discussions et délibérations de l'OMS sur les politiques publiques, sur pied d'égalité avec les organisations de la société civile. GAIN et la Fondation Bill et Melinda Gates ont été parmi les premiers à être acceptés en 2016 en « relations officielles » avec l'OMS dans ce nouveau cadre. Au cours du processus d'accréditation, on a souligné le rôle de GAIN en tant qu'organisation de tête défendant les intérêts des membres du secteur privé - qui comptent près de 150 sociétés transnationales. Deux semaines avant que la décision ne soit prise, GAIN a simplement transféré sa plateforme d'affaires au Réseau du secteur privé de SUN, qu'il co-anime. Malgré l'inconfort de plusieurs États membres de l'OMS, la candidature de GAIN, révisée à la hâte, fut acceptée.

Se réapproprié le programme de la nutrition: CIN2 et nouveaux appels au CSA et au SCN

Au cours de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), qui s'est tenue à Rome en novembre 2014, une note de service interne de l'ONU a fait l'objet d'une fuite. En prévision du lancement du « Secrétariat du réseau des Nations Unies pour SUN sur la nutrition » devant être accueilli par le PAM, les chefs des institutions des Nations Unies concernées ont demandé la fermeture officielle du réseau, sans aucune consultation officielle avec l'ECOSOC. Il semble que cela ait été la dernière tentative de SUN de trouver un foyer institutionnel. La fermeture du SCN a pu être arrêtée, évitant ainsi l'hégémonie totale de SUN dans le processus des Nations Unies relatif à la nutrition. Bien que le Réseau des Nations Unies de SUN ait établi son secrétariat au sein du PAM, il a dû reconnaître le rôle du SCN.

Les craintes que beaucoup ressentaient quant aux conséquences possibles de la reprise du programme en matière de nutrition par SUN ont été clairement formulées dès 2010 par un professeur spécialiste de la nutrition:

Je suppose que la grande majorité des 7 milliards de dollars consacrés à la thérapie, y compris la malnutrition modérée, sera consacrée aux produits de type Plumpy'Nut. Le document SUN fait donc entrer la nutrition dans le domaine de la vaccination et de la réhydratation orale, où la plus grande partie de l'argent peut être dépensée en produits plutôt qu'en salaires, ce qui met presque tous les donateurs mal à l'aise. Je soupçonne que c'est là une raison majeure de l'attention qu'ils portent à ce document. Peut-être que des robots pourraient être fabriqués localement pour le livrer, ce qui réduirait encore plus ce fâcheux besoin de renforcement des capacités.¹⁹³

La société civile, dans sa déclaration à la CIN2, a proposé que le CSA soit reconnu comme le principal espace politique intergouvernemental chargé d'harmoniser et de coordonner les politiques en matière d'alimentation et de nutrition.¹⁹⁴ Elle a suggéré que les organes directeurs de l'OMS et de la FAO coordonnent les initiatives normatives et réglementaires en matière d'alimentation et de nutrition. À mesure que le CSA a pris de l'importance dans la gouvernance internationale en matière de nutrition, on a immédiatement tenté d'accroître la visibilité et le rôle de SUN au sein du CSA.¹⁹⁵ Ceci a clairement influencé le premier projet d'un document préparé par le secrétariat du CSA début 2015 décrivant le rôle futur du CSA en matière de nutrition et centré dans une large mesure sur la manière dont le CSA pouvait renforcer SUN.¹⁹⁶ Dans son discours d'adieu à la session plénière du CSA de 2015, Gerda Verburg, alors Présidente à la fois du CSA et du Conseil de l'Agenda global pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Forum économique mondial,¹⁹⁷ a ouvertement reconnu et remercié le BMGF pour le financement de son assistant personnel et pour le soutien apporté aux travaux du CSA sur la nutrition.

En janvier 2015, le secrétariat de l'UNSCN a été transféré de l'OMS au siège de la FAO. La survie du SCN aurait dû permettre d'atteindre un équilibre dans le programme international et national d'alimentation et de nutrition. Avant 2008, le coordinateur du SCN jouissait d'un statut égal à celui des directeurs des divisions de la nutrition des principales institutions des Nations Unies.¹⁹⁸ Désormais, le SCN devrait faire rapport à la Division Nutrition de la FAO (rebaptisée par la suite Division de la nutrition et des systèmes alimentaires). Un an plus tard, en mars 2016, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon annonçait la nomination de Gerda Verburg comme nouvelle coordinatrice de l'initiative SUN.¹⁹⁹



Pour conclure, l'évolution récente de la gouvernance mondiale en matière de nutrition confirme la dyna-

mique en cours, bien articulée dans le cadre de la Global Redesign Initiative²⁰⁰ du Forum économique mondial, qui consiste à transférer progressivement la gouvernance des « domaines de politiques conflictuelles » des espaces intergouvernementaux multilatéraux vers des espaces multipartites, qui sont fortement influencés, voire dirigés par les programmes et les intérêts du secteur privé.²⁰¹ Nombreux sont ceux qui affirment que cela place les intérêts du marché au-dessus des droits humains et compromet gravement la participation des populations et la redevabilité démocratique, étant donné l'exclusion active des voix dissidentes et le contournement des espaces politiques intergouvernementaux existants en matière d'alimentation et de nutrition, tels que le CSA, l'Assemblée mondiale de la santé et la Conférence de la FAO.

**Chapitre 4 : l'influence de SUN sur
la politique nutritionnelle à l'échelle
nationale : les cas de l'Ouganda,
du Guatemala et de l'Inde**

Ce chapitre présente les principales conclusions de l'évaluation de l'influence de SUN sur les politiques, les stratégies et la gouvernance en matière de nutrition dans certains pays et États qui font partie de l'initiative SUN, à savoir l'Ouganda, le Guatemala et l'Inde (UttarPradesh, Maharashtra et Jharkhand)²⁰². Les résultats sont basés sur les changements observés dans les pays/États depuis leur adhésion à SUN et sur l'influence perçue de SUN et de ses membres dans ces pays, et doivent être lus à la lumière des limites et des défis exposés dans l'introduction.

Le SUN a sans aucun doute relevé le profil de la nutrition, non seulement au niveau mondial mais aussi au niveau national dans des situations où elle était peu présente dans les priorités des gouvernements. Parmi les pays examinés, cela a certainement été le cas pour l'Ouganda. On peut également dire qu'il a, dans de tels cas, ouvert des espaces de discussion sur la nutrition qui n'existaient peut-être pas auparavant et qui restent

peut-être les seuls espaces où la société civile peut s'engager dans des discussions sur les politiques en matière de nutrition. A cet égard, il s'agit d'une contribution positive. Cela dit, l'examen de la question des droits humains exige une analyse plus approfondie du type d'actions et de programmes promus dans le cadre de la lutte contre la malnutrition et des impacts (potentiels) qu'ils ont en termes de promotion du droit à l'alimentation et des droits connexes. Il impose également une évaluation critique des espaces de participation qui ont été créés, en ce qui concerne notamment les personnes qui y participent et les conditions dans lesquelles elles le font. C'est ce que le présent chapitre entend réaliser.

Ce chapitre présente d'abord des informations générales sur SUN dans les pays examinés, y compris leurs alignements et leurs compromis envers SUN. Il exposera ensuite les cinq principales conclusions de la recherche.

SUN en Ouganda

« Le 17 mars 2011, la République de l'Ouganda a rejoint le Mouvement SUN en soumettant une lettre d'engagement du président de l'Autorité nationale de planification, Kisamba-Mugerwa. En cette date d'adhésion, l'Ouganda améliorait son Plan d'action pour la nutrition en intégrant les enseignements tirés d'une conférence organisée par l'IFPRI sur la manière de tirer parti de l'agriculture pour améliorer la nutrition et la santé ».²⁰³

Les interventions en matière de nutrition dans le pays sont coordonnées par le Cabinet du Premier Ministre. Huit secteurs/ministères du gouvernement sont impliqués : Service public ; Agriculture, industries animales et pêche ; Santé ; Éducation et sports ; Commerce et coopératives ; Genre, travail et développement social ; Gouvernement local ; et Finances, planification et développement économique. L'adhésion à la plateforme multipartite SUN implique les secteurs gouvernementaux mentionnés ci-dessus, le monde universitaire, les agences des Nations Unies, le secteur privé et la société civile.

L'Ouganda s'est affilié à SUN en 2011. L'Autorité nationale de planification a dirigé l'élaboration du Plan d'action pour la nutrition en Ouganda 2011-2016 (UNAP)²⁰⁴ en se conformant au cadre et à la stratégie de SUN. La coordination des différents secteurs dans la mise en œuvre de l'UNAP a été placée sous l'égide du Bureau du Premier Ministre (OPM). Plus récemment, l'OPM a lancé le processus de révision et de mise à jour de la Politique alimentaire et nutritionnelle de l'Ouganda (2003) en une nouvelle politique, la Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Ouganda (projet de Politique FNS, 2017).²⁰⁵ Le projet de Politique FNS répond à plusieurs engagements internationaux, notamment les résultats de la 2ème Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) (Déclaration de Rome) et le cadre de SUN. Un processus est également en cours pour élaborer le deuxième Plan d'action ougandais pour la nutrition 2018-2025 (UNAP 2).

Selon des représentants du gouvernement, le cadre de SUN a été adopté parce qu'il était considéré comme complet et qu'il disposait de tous les outils nécessaires de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation, ainsi que d'outils de reddition de comptes.²⁰⁶ Les membres de SUN, tels que l'UNICEF, Nutrition International (anciennement l'Initiative pour les micronutriments) et USAID, ont participé activement à l'élaboration et au financement des documents de politique générale relatifs à la nutrition.²⁰⁷

L'alignement de la politique et du plan d'action de l'Ouganda en matière de nutrition sur SUN n'est pas surprenant dans un contexte où l'ensemble du budget national de la nutrition - à part les salaires du gouvernement - provient de bailleurs de fonds qui promeuvent SUN.²⁰⁸ La forte influence des bailleurs de fonds internationaux créée par cette dépendance financière s'est

institutionnalisée avec la création du Comité de coordination de la nutrition des partenaires du développement dans le cadre de l'UNAP, qui fournit des orientations politiques sur « l'alignement des programmes de nutrition sur le programme mondial et régional en matière de nutrition ».²⁰⁹

Le gouvernement ougandais s'attendait à ce que des fonds soient versés par l'intermédiaire du réseau SUN pour un secteur (la nutrition) qui a toujours été chroniquement sous-financé. Cependant, ce financement ne s'est pas concrétisé. La plupart des interventions de lutte contre la malnutrition promues par SUN (voir Conclusion principale n° 1) sont mises en œuvre par les propres structures des membres de SUN sans passer par le gouvernement pour l'acheminement des fonds. Le gouvernement joue essentiellement un rôle de facilitateur pour les actions en matière de nutrition dans le pays, comme l'illustre l'objectif primordial du projet de Politique FNS : « renforcer un environnement favorable à tous les acteurs pour qu'ils puissent élaborer et mettre en œuvre des programmes visant à éliminer la malnutrition en Ouganda ».²¹⁰ Ce but global ressemble à l'objectif stratégique n° 1 de SUN : « Développer et maintenir un environnement politique favorable ».²¹¹

Alors que le Bureau du Premier Ministre est fortement favorable à l'approche de SUN, les ministères sectoriels (par exemple, l'agriculture et la santé) ont exprimé leur scepticisme quant à la capacité de cette approche d'avoir un impact sur la nutrition dans le pays.²¹² Les préoccupations portent en particulier sur la nature technique et le manque de durabilité des interventions promues. Considérées comme coûteuses et la plupart du temps mises en œuvre en dehors des structures établies, ces interventions créent une dépendance à l'égard des priorités et du financement des bailleurs de fonds.²¹³

SUN au Guatemala

« Le 7 décembre 2010, la République du Guatemala a rejoint le Mouvement SUN avec une lettre d'engagement du Vice-ministre de la Santé. À cette date d'adhésion, le Système national pour la sécurité alimentaire et de nutrition au Guatemala était reconnu comme un modèle de gouvernance multi-sectorielle et multi-acteurs pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région de l'Amérique latine et l'engagement politique en faveur de la nutrition était l'œuvre des plus hautes hiérarchies possibles. En 2012, dans le cadre de son « Programme national pour le changement » le Président Otto Pérez Molina avait promis de lutter contre la malnutrition à travers son Pacte national « Faim Zéro ». En vertu de ce Pacte, le Président s'était engagé à réduire la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans de 10 % avant la fin de son mandat présidentiel. »²¹⁴

La plateforme multipartite de SUN comprend des membres du Gouvernement²¹⁵, de la société civile²¹⁶, du secteur privé²¹⁷, des donateurs²¹⁸, et des responsables Nations Unies²¹⁹.

Lorsque le Guatemala a rejoint SUN en 2010, le pays disposait déjà d'une structure normative, politique et institutionnelle complète pour lutter contre la malnutrition. Les interventions visant à lutter contre la malnutrition chronique remontent à 2005,²²⁰ avec l'adoption de la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PSAN),²²¹ basée sur l'article 2 de la Constitution guatémaltèque,²²² et la mise en place légale d'un système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (loi SINASAN)^{223, 224} En 2011, le projet *País en el marco de SUN* (Pays dans le cadre de SUN) a été élaboré.²²⁵ Dans ce contexte, en 2012, le *Pacto Hambre Cero* (Pacte Faim Zéro) a été signé et la *Ventana de los Mil Dias* (Fenêtre des 1000 jours) a été déclarée d'intérêt national par l'Accord Gouvernemental 235-2012.

Si la stratégie de la Fenêtre des 1000 jours a été adoptée dans le cadre de l'affiliation du pays à SUN, les mesures contenues dans cette stratégie avaient déjà été définies et mises en œuvre avant ladite affiliation.²²⁶ Les communautés se sont fait l'écho de ce constat en indiquant que les programmes sociaux n'avaient pas changé ces dernières années.²²⁷ Par conséquent, si le

Guatemala a explicitement adopté la stratégie de SUN (dans le cadre de la Fenêtre des 1000 jours), cela n'a pas conduit à l'introduction de nouvelles interventions. Elle a cependant renforcé l'accent mis sur les interventions contenues dans la Fenêtre des 1000 jours au détriment de celles qui luttent contre les causes structurelles de la malnutrition et de celles ciblant d'autres groupes d'âge (voir Conclusion principale n° 1).²²⁸

Bien que le président du Guatemala, Jimmy Morales, ait été membre du Groupe principal international de SUN jusqu'en septembre 2019, cet engagement de haut niveau n'a pas convaincu toutes les institutions gouvernementales. Selon une personne interrogée, le Secrétariat pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN), l'organisme national de coordination en la matière, sous sa direction actuelle, montre peu d'intérêt pour la stratégie de SUN.²²⁹ Ces dernières années, la stratégie en soi n'a pas apporté de ressources supplémentaires que le SESAN soit en mesure de contrôler. De plus, la plateforme SUN est considérée comme une structure parallèle et donc redondante du SINASAN (voir Conclusion principale n° 4).

SUN en Inde

Actuellement, l'Inde en tant que pays ne fait pas partie de l'Initiative SUN. Toutefois, au moment de la recherche, trois États indiens y avaient adhéré : le Maharashtra, l'UttarPradesh et le Jharkhand. Le Maharashtra s'est joint à SUN le 24 juillet 2013 avec une lettre d'engagement de Vandana Krishna, directrice générale de la RajmataJijau Mother-Child Health and Nutrition Mission (RJMCHN Mission).²³⁰ L'UttarPradesh a rejoint le SUN le 12 mai 2016 avec une lettre d'engagement du Secrétaire en chef AlokRanjan.²³¹ Le Jharkhand a rejoint SUN le 7 septembre 2016 avec une lettre d'engagement du Directeur Général de la Mission de Nutrition de l'Etat du Jharkhand, Mme Mridula Sinha.²³² Le 15 janvier 2019, un quatrième État indien, le MadhyaPradesh, s'est joint au réseau.

SUN collabore régulièrement avec des organismes gouvernementaux, la société civile et d'autres acteurs du domaine de la nutrition, soit directement, soit par l'entremise de partenaires tels que le Réseau de nutrition d'urgence (ENN).

En Inde, l'affiliation des États de l'Uttar Pradesh, du Maharashtra et du Jharkhand à SUN en 2013 et 2016 ne semble pas avoir eu beaucoup d'influence sur l'élaboration des politiques et des priorités en matière de nutrition dans ces états (voir Conclusion principale n° 1).

Encadré 4.1

Se réveiller dans un pays SUN

Le cas de l'Inde illustre le manque de transparence et de prise de décision démocratique correspondante lorsque les pays adhèrent à SUN. D'après les informations fournies par les trois missions sur la nutrition réalisées dans des États en réponse aux demandes de renseignements sur le droit à l'information, il n'existe aucun dossier dans les archives gouvernementales concernant la décision de chacun de ces États de se joindre à l'initiative SUN, et aucun protocole d'entente n'a été signé entre les États respectifs et le Secrétariat de SUN. D'après les informations disponibles, il semble qu'aucune autorisation politique n'ait été accordée pour cette collaboration internationale.

Comme cela semble être la pratique générale pour les pays qui adhèrent à SUN,²³³ il n'y a eu aucun débat dans aucun des trois États indiens sur la question de l'adhésion à SUN de manière démocratique, que ce soit au sein du gouvernement de l'État, du Parlement, des assemblées des États ou d'autres forums. Les décisions ont été prises sur base d'une lettre d'engagement entre un fonctionnaire de l'État et un représentant de SUN.

Conclusion principale n° 1 : SUN favorise les approches nutritionnelles qui privilégient les solutions médicales et techniques à court terme, principalement axées sur les carences en micronutriments, plutôt que de s'attaquer aux causes structurelles de la malnutrition sous toutes ses formes

Le postulat de SUN est que si un ensemble d'interventions nutritionnelles directes « basées sur des preuves » peut être convenu, les donateurs seront prêts à les financer, et elles pourront de là être « renforcées ».²³⁴

La série *The Lancet* de 2008 sur la sous-nutrition maternelle et infantile, financée par la BMGF et réévaluée en 2013, constitue la base des interventions promues par SUN.²³⁵ Elle propose 10 interventions spécifiques à la nutrition pour éliminer 45 % des décès (3,1 millions de vies) et 20 % des retards de croissance chez les enfants pauvres de moins de 5 ans.²³⁶

Les « 1000 premiers jours » (de la grossesse d'une femme au deuxième anniversaire de son enfant) sont considérés par SUN comme une fenêtre d'opportunité pour une nutrition optimale et constituent le cœur de l'approche de l'initiative en matière de nutrition. L'hypothèse est qu'en ciblant les femmes enceintes et les enfants pendant cette période critique, le cycle intergénérationnel de la malnutrition peut être interrompu et « chaque enfant, adolescent, mère et famille peut [réaliser] son droit à l'alimentation et à la nutrition, [atteindre] son plein potentiel et [participer à] la formation des sociétés durables et prospères. »²³⁷

Bien que le SUN ait reconnu ces dernières années l'importance d'autres formes de malnutrition, c'est-à-dire le surpoids et l'obésité, sa stratégie et sa pratique restent centrées sur la sous-nutrition, et plus particulièrement sur le retard de croissance.²³⁸ Les mesures promues par SUN et ses membres pour réduire les retards de croissance impliquent des interventions dites *spécifiques à la nutrition* (directes) et *sensibles à la nutrition* (sectorielles). L'accent est clairement mis sur les interventions spécifiques à la nutrition qui s'attaquent à certains des facteurs de causalité immédiats de la malnutrition.²³⁹ Il s'agit notamment d'interventions médicalisées pour le traitement rapide de la dénutrition sévère et des carences en micronutriments, telles que les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUTF), les suppléments en micronutriments et l'enrichissement des aliments (c'est-à-dire l'ajout de micronutriments aux aliments).

Par conséquent, bien que la vision déclarée de SUN et la conviction collective qui anime l'initiative - et autour de laquelle il mobilise les soutiens - se situent dans un cadre large et de grande portée (réalisation du droit à l'alimentation et à la nutrition), la portée réelle des interventions promues et les impacts qu'elles peuvent éventuellement avoir sont en réalité beaucoup plus restreints: les interventions sont largement basées sur des produits, pour traiter des causes immédiates au sein d'un groupe de population limité.

La section suivante décrit d'une part les tendances des politiques et les pratiques actuelles observées dans les pays concernés, d'autre part dans quelle mesure elles calquent ou sont influencées par l'approche de SUN en matière de nutrition.

Conflits d'intérêts dans la série The Lancet sur la sous-nutrition maternelle et infantile

Le Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN) a publié plusieurs critiques soulignant les aspects suivants : deux des principaux auteurs de la série 2013 étaient membres du « Nestlé Creating Shared Value Advisory Committee » (Conseil consultatif Nestlé sur la Création de valeur partagée) ; que la majorité des interventions proposées concernaient des produits enrichis et des suppléments d'une quelconque sorte ; et que le secteur privé était appelé à produire « des preuves sur les effets positifs et négatifs des approches du secteur privé et du marché sur la nutrition »^{240, 241} Les auteurs concernés ont réagi en précisant qu'ils ne « considéraient pas [le fait d'être membre du Conseil consultatif de Nestlé]... comme un conflit en soi, mais plutôt comme une contribution indispensable de scientifiques indépendants pour aider une entreprise à remplir son engagement déclaré de s'attaquer aux problèmes locaux et mondiaux en matière de nutrition, d'eau, de développement rural et de protection de l'environnement ».²⁴²

En **Ouganda**, on observe depuis quelques années la tendance à mettre de plus en plus l'accent sur les carences en micronutriments et à promouvoir des approches médicalisées et techniques en matière de nutrition. Alors que la politique alimentaire et nutritionnelle de l'Ouganda de 2003 rappelait les obligations de l'État à l'égard du RtAFN et était axée sur la prévention de la malnutrition et la promotion d'une bonne nutrition basée sur les ressources locales disponibles, le Plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda 2011-2016²⁴³ et le projet de politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2017)²⁴⁴ mettaient beaucoup plus l'accent sur la gestion de la malnutrition par des interventions médicales basées sur des produits, en particulier l'intensification du RUTF.²⁴⁵

La récente insistance des politiques sur les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUTF) a également été observée lors d'entretiens avec des agents de santé

de l'Unité nationale de réhabilitation nutritionnelle *Mwanamugimu*. Alors que les agents de santé ont identifié des pratiques d'alimentation et de soins médiocres ou inadéquates comme étant les principales causes de la malnutrition chez les enfants, on a constaté que le financement et la plupart des interventions de l'Unité²⁴⁶ étaient axés sur la fourniture de RUTF et de la « formule F100 », assorties d'une petite formation des mères sur la façon d'enrichir les aliments.²⁴⁷ Les RUTF importés ont été fournis à l'Unité par l'UNICEF, qui préside le Groupe principal international de SUN.²⁴⁸ En même temps, les informateurs ont noté que les donateurs (UNICEF, USAID) avaient modifié leurs priorités, réduisant ainsi le financement de la formation de base à l'allaitement maternel pour les agents de santé. Dépourvues de tout soutien à la relactation, aux soins peau à peau, aux soins kangourou, etc., les mères ayant des enfants de moins de six mois, qui ne peuvent pas recevoir de RUTF, se retrouvent sans aide, beaucoup d'entre elles estimant qu'elles n'ont « pas assez de lait ».²⁴⁹

Aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUTF) et commerce mondial²⁵⁰

Selon l'OMS, la dénutrition, telle que l'émaciation, le retard de croissance et les carences en micronutriments, augmente le risque de morbidité et de décès précoce pour les mères, les nourrissons et les jeunes enfants, ainsi que les troubles du développement physique et mental du jeune enfant. L'OMS estime également qu'environ 45 % des décès chez les enfants de moins de 5 ans sont liés à cette forme de malnutrition.

Une large gamme de produits liés à la nutrition a été mise au point pour prévenir et traiter la dénutrition (c'est-à-dire les RUTF, les formules thérapeutiques, les poudres de micronutriments et les suppléments). Bien que l'OMS et l'UNICEF soulignent toujours l'importance de l'allaitement maternel, des aliments bio-diversifiés et culturellement appropriés, on insiste de plus en plus sur les approches centrées sur les produits depuis l'émergence de SUN.

En 2014, l'UNICEF, le plus grand acheteur mondial de RUTF, a proposé que la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius, l'organe des Nations Unies qui fixe les normes mondiales en matière de sécurité alimentaire, de composition et d'étiquetage, élabore une norme mondiale pour les RUTF afin d'aider les gouvernements nationaux à « réguler le marché et les unités de production dans leurs pays ». La proposition de l'UNICEF a été rejetée par les pays en développement²⁵¹ qui ont souligné le risque qu'une norme ne suscite un intérêt commercial, augmente la pression sur les pays pour qu'ils acceptent ces produits, détourne le financement du développement vers des solutions curatives et temporaires « à solution rapide » plutôt que vers des approches préventives durables (allaitement maternel, soutien communautaire pour les aliments nutritifs préparés à la maison).

L'Union européenne a également demandé s'il était approprié que le Codex examine un produit présenté comme un médicament.²⁵² En conséquence, l'UNICEF a appelé à une « ligne directrice » (qui comporte des risques similaires) et le Codex a poursuivi sur cette base.²⁵³

La difficulté d'obtenir des garanties essentielles (réduction des sucres libres, interdiction des additifs, des arômes et des promotions, etc.) a démontré que le Codex n'est pas le forum approprié pour discuter des produits destinés aux enfants malnutris.²⁵⁴ En général, plus de 40 % des participants représentent les industries alimentaires et agricoles, de sorte que les textes du Codex - fondés sur le consensus plutôt que sur des preuves - résultent inévitablement d'un compromis entre les besoins de commercialisation et la protection de la santé publique. Le Codex a, par exemple, considérablement affaibli les normes biologiques et a autorisé de nombreux aliments génétiquement modifiés, additifs alimentaires, résidus de pesticides, hormones synthétiques et autres composants alimentaires intrinsèquement mauvais

pour la santé.²⁵⁵ Nutriset, le fabricant français de la plus grande marque de RUTF au monde, Plumpy'Nut (une pâte d'arachide contenant environ 25% de sucre), a été l'un des principaux acteurs des discussions et, jusqu'en 2019, siégé en tant que membre de la délégation française lors des réunions du Codex sur le sujet.²⁵⁶

En 2017, il y a eu une tentative infructueuse d'inclure les RUTF dans la liste de l'OMS des médicaments essentiels pour les enfants (EMLC).²⁵⁷

La stratégie de la Fenêtre des 1000 jours, lancée en 2013, est au cœur de la stratégie nutritionnelle **guatémaltèque**. Selon les personnes interrogées, c'est la seule composante du Pacte Faim Zéro qui a été mise en œuvre et promue dans la pratique.²⁵⁸ La stratégie de la Fenêtre des 1000 jours contient dix interventions, avec un accent prononcé sur les approches médicalisées et basées sur les produits :²⁵⁹

1. Promotion et soutien de l'allaitement maternel
2. Amélioration de l'alimentation complémentaire à partir de l'âge de six mois
3. Amélioration des pratiques d'hygiène, y compris le lavage des mains
4. Suppléments de vitamine A
5. Suppléments de zinc pour le traitement de la diarrhée
6. Fourniture de poudres de micronutriments (« chispitas »)
7. Vermifugation et vaccination des enfants
8. Compléments de fer et d'acide folique pour la prévention et/ou le traitement de l'anémie chez les femmes enceintes
9. Sel iodé
10. Enrichissement des aliments²⁶⁰

Même la deuxième intervention, l'amélioration de l'alimentation complémentaire, consiste essentiellement en la fourniture de produits alimentaires enrichis sur le plan nutritionnel aux femmes enceintes et allaitantes pauvres

et aux enfants de moins de deux ans, accompagnée de conseils en matière de nutrition.²⁶¹

Plusieurs personnes interrogées ont critiqué la stratégie parce qu'elle est essentiellement réactive et ne s'accompagne pas de mesures visant à prévenir et à traiter les causes structurelles de la malnutrition, ni de mesures qui iraient au-delà des 1000 premiers jours.²⁶² Si les personnes interrogées considèrent que les 1000 jours sont importants, elles estiment que des mesures parallèles s'attaquant aux causes structurelles sont essentielles, dans un contexte où 60 % de la population vit en situation de pauvreté, où les services publics ne parviennent pas aux communautés, où l'emploi et l'accès à la terre font défaut (avec 4000 cas de conflits agraires non résolus), et où le modèle de développement dominant entraîne une concentration des richesses (voir encadré 4.4).²⁶³ Il a été noté que la stratégie actuelle réduit la nutrition à une approche « purement nutritionnelle » et au sauvetage des enfants gravement sous-alimentés (approche axée sur l'urgence et le bien-être) au lieu de mettre en place une stratégie globale pour faire progresser le droit à l'alimentation et empêcher que cette situation ne perdure à long terme. Selon les personnes interrogées, l'objectif politique d'une réduction de 10 % de la sous-alimentation chronique en quatre ans a donné lieu à des interventions médicalisées et alimentaires mal fondées, mais dont on pense qu'elles sont plus susceptibles d'avoir un résultat immédiat.²⁶⁴

Les causes structurelles de la malnutrition au Guatemala et l'échec des politiques publiques pour y remédier

Le Guatemala - un pays riche en ressources naturelles - détient la plus forte prévalence de malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans en Amérique latine et la sixième dans le monde. Près d'un enfant de moins de cinq ans²⁶⁵ sur deux et 38 % des élèves de première année (entre six et neuf ans)²⁶⁶ sont touchés par la malnutrition chronique. Les enfants autochtones sont touchés de façon disproportionnée par la malnutrition, ce qui témoigne de la persistance de la discrimination historique et structurelle dans le pays. Cette situation a peu changé ces dernières années²⁶⁷ et résulte en grande partie de l'imposition d'un modèle de développement économique basé sur les exportations agricoles qui a fait des petits producteurs alimentaires des fournisseurs de main-d'œuvre bon marché pour soutenir les grandes exploitations. La répartition des terres est très inégale, près des deux tiers des terres arables étant occupés par seulement 2 % des exploitations agricoles pour les cultures de rente.²⁶⁸ Parallèlement, les petits producteurs d'aliments (représentant 82 % des exploitations agricoles) produisent 92 % des aliments consommés dans le pays²⁶⁹ sur seulement un sixième des terres arables.²⁷⁰ Dans ce contexte, il faut aussi souligner que la violence et la criminalisation des défenseurs des droits humains, en particulier des dirigeants autochtones et paysans qui défendent la terre, le territoire et les ressources naturelles, ainsi que les droits collectifs des peuples autochtones, ont atteint des taux alarmants au cours des dernières années.²⁷¹ Parmi les autres causes principales de la malnutrition figurent la pauvreté généralisée²⁷² et les niveaux extrêmes d'inégalité,²⁷³ les violations des droits des femmes, le manque d'emploi et les bas salaires, le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement,²⁷⁴ ainsi que l'inaccessibilité et la mauvaise qualité ou la mauvaise pratique des services de santé publique.²⁷⁵ En conséquence, 37 % de tous les ménages ont été classés en insécurité alimentaire modérée ou grave en 2017, et seulement 22,7 % en sécurité alimentaire.²⁷⁶

L'échec des politiques gouvernementales à s'attaquer aux causes structurelles de la faim et de la malnutrition, notamment le manque d'accès aux ressources et la discrimination historique, s'illustre dans les cas emblématiques de cinq enfants autochtones Chortí de la municipalité de Camotán, dans l'est du Guatemala : en 2011, leurs mères ont intenté des poursuites contre l'État en alléguant que le RtAFN de leurs enfants était violé de par la malnutrition dont ils souffraient. En 2013, le tribunal régional compétent a déclaré que l'État du Guatemala avait non seulement violé le RtAFN, mais aussi le droit à la vie, à la santé, à l'éducation, au logement et au travail des enfants et de leurs familles. Les sentences judiciaires, confirmées par la suite par la Cour constitutionnelle, ont ordonné à divers organismes publics de prendre un large éventail de mesures pour réparer les dommages et réaliser les droits des enfants et de leurs familles. Ces mesures comprenaient la fourniture d'une aide alimentaire, de micronutriments et d'autres suppléments, mais aussi la garantie de possibilités d'emploi et d'accès à la terre pour que les parents puissent cultiver des aliments afin d'assurer une nutrition complémentaire et adéquate à leur famille. Les cas de Camotán, représentatifs de la situation de milliers d'enfants au Guatemala, ont fait l'objet d'une attention internationale et régionale, ce qui constitue un tournant dans la justiciabilité du RtAFN. Cependant, plusieurs années plus tard, les conditions

de vie des familles ne se sont pas améliorées de manière significative - et l'une des filles bénéficiaires est même décédée, à l'âge de 8 ans, en août 2017. Le comportement de l'État dans ces cas reflète l'approche générale limitée de la lutte contre la malnutrition : la mesure la plus systématiquement mise en œuvre par les autorités, malgré des lacunes, a été l'aide alimentaire. Faute d'accès à la terre, à l'eau pour l'irrigation et à un soutien technique, plusieurs familles n'ont pas pu cultiver des denrées alimentaires et se nourrir correctement, et les enfants ont continué de souffrir de malnutrition. Sans accès à la terre, leur droit à un logement convenable et à l'assainissement ne peut pas non plus être réalisé, ce qui contribue à de mauvaises conditions d'hygiène et, en fin de compte, à la mort d'une fillette de 8 ans.²⁷⁷

Plus précisément, il a été noté que chacune des dix interventions dans le cadre de la stratégie de la Fenêtre des 1000 jours a été mise en œuvre de façon isolée et non pas comme un tout, ce qui a réduit leurs impacts.²⁷⁸ En outre, la couverture du programme est devenue ces dernières années de plus en plus limitée à la fois géographiquement²⁷⁹ et en terme de population,²⁸⁰ en se concentrant sur le groupe d'âge 0-2 ans.²⁸¹ Les interventions menées dans le cadre de la stratégie ont aussi porté principalement sur le domaine de la santé et n'ont pas été intégrées ni même coordonnées avec d'autres mesures visant à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle (les programmes de protection sociale par exemple).

Des membres de la communauté ont fait remarquer que le seul service public disponible était le centre de santé, qui ne faisait guère plus qu'encourager les parents à faire vacciner leurs enfants (les services prénataux n'étant pas assurés).²⁸² Les services de santé pour les enfants consistaient à mesurer leur poids en fonction de leur taille et à leur distribuer des suppléments de vitamine A et de fer.²⁸³ Les membres de la communauté ont par ailleurs indiqué que les médicaments n'étaient souvent pas disponibles dans les centres de santé et qu'ils devaient les acheter eux-mêmes dans les

pharmacies, en particulier les vitamines et les antibiotiques (personne n'en a mentionné les noms). Certains ont déclaré avoir reçu des « chispitas » (poudres de micronutriments) à certains moments au centre de santé. Aucune référence n'a été faite aux interventions qui soutiennent l'allaitement maternel et l'alimentation complémentaire (deux des principales interventions de la stratégie de la Fenêtre des 1000 jours).²⁸⁴

Dans le cas de l'**Inde**, les informations publiées ou reçues dans le cadre des demandes de droit à l'information révèlent qu'aucun changement n'a été apporté à l'approche nutritionnelle des trois États indiens suite à leur affiliation à SUN. Des programmes gouvernementaux de nutrition ont été mis en place au préalable dans les trois États et ont partiellement donné de très bons résultats.²⁸⁵ La plupart des fonds pour les programmes de nutrition proviennent du gouvernement indien, et très peu de donateurs extérieurs.²⁸⁶ Jusqu'à présent, aucun des États n'a reçu de soutien substantiel de l'initiative SUN en termes d'élaboration de politiques et de mise en œuvre de programmes. Les activités liées au projet SUN semblent consister principalement en la participation à des discussions et à des réunions en ligne dans différentes parties du monde et en la préparation de textes pour le site web de SUN.²⁸⁷

Bien que SUN en tant que tel ne semble pas avoir eu beaucoup d'impact sur les programmes de nutrition des États, il semble que les principaux membres internationaux de l'initiative aient eu une influence sur l'élaboration des interventions. Les gouvernements des États du Maharashtra et du Jharkhand reçoivent de l'UNICEF un

appui technique pour leur programme de gestion communautaire de la malnutrition aiguë (CMAM). Tous deux ont utilisé les RUTF dans leur programme,²⁸⁸ malgré la position du gouvernement indien de ne pas y recourir pour la gestion de la malnutrition aiguë sévère (SAM).²⁸⁹

Encadré 4.5

Aucune attention au surpoids ni à l'obésité, ni aux maladies non transmissibles (MNT) connexes

En **Ouganda**, les maladies non transmissibles (MNT) résultant du surpoids et de l'obésité ne figurent que marginalement dans la politique et le plan d'action actuels du gouvernement sur la malnutrition, alors même qu'elles sont devenues une préoccupation majeure de santé publique dans le pays.²⁹⁰ Le projet de politique sur les MNT comporte un point sur ce sujet sans aucune autre information, ce qui indique le peu d'importance que le gouvernement accorde à cette forme de malnutrition et l'absence d'une approche holistique de la nutrition.²⁹¹ De même, le Plan d'action pour la nutrition en Ouganda (UNAP) ne mentionne nulle part des mesures (y compris réglementaires) visant à réduire la consommation d'aliments malsains et ultra-traités et n'aborde que marginalement la promotion des aliments non ou peu transformés.²⁹² D'après les échanges de vues des groupes de discussion, les vendeurs font la promotion des aliments ultra-transformés au moyen de camions de déménagement équipés de haut-parleurs et ces produits sont largement disponibles dans la plupart des magasins de la capitale²⁹³ et principalement utilisés comme collation pour les jeunes enfants.

Malgré l'augmentation notable des maladies chroniques causées par le surpoids et l'obésité au **Guatemala**,²⁹⁴ les interventions se sont largement concentrées sur la dénutrition et les carences en micronutriments (Fenêtre des 1000 jours), sans accorder beaucoup d'attention aux mesures de lutte contre le surpoids et l'obésité. Les communautés ont mentionné que la consommation de malbouffe augmente à un rythme alarmant et que rien n'est fait pour y remédier. Le programme d'alimentation scolaire, que le Ministère de l'éducation inclut comme un progrès sous l'égide de SUN, est loin de répondre aux attentes en matière d'alimentation saine. A titre d'exemple, on a observé dans une école que les enfants recevaient une soupe instantanée pour le déjeuner.²⁹⁵ Les circuits commerciaux de distribution d'aliments et de boissons prêts à l'emploi s'étendent jusqu'aux plus petites communautés. Les publicités ne sont plus nécessaires - les gens se sont habitués à consommer ces produits, qui sont souvent achetés pour le prestige social qu'ils représentent.²⁹⁶

Récemment, des boissons gazeuses et des aliments prêts à l'emploi (soupes instantanées) ont été ajoutés au panier alimentaire de base,²⁹⁷ lequel est fonction des habitudes de consommation et des dépenses et, en théorie, est censé servir à corriger le niveau du salaire minimum (bien que cela n'ait jamais lieu en pratique).²⁹⁸ On constate ainsi l'inefficacité et les contradictions des politiques de santé publique qui ne font pas reposer le salaire minimum sur ce qui est réellement nécessaire pour une alimentation nutritive.

Les fondations et réseaux du secteur privé qui participent à la plateforme multipartite SUN du Guatemala comptent parmi leurs membres et partenaires (financiers) des entreprises ayant un intérêt clairement divergent en matière de réglementation des aliments malsains. Il s'agit en particulier de l'industrie sucrière guatémaltèque (comme Azúcar de Guatemala et FUNDAZÚCAR)²⁹⁹ et d'autres entreprises qui font la promotion de produits alimentaires ultra-traités et de snacks (comme Nestlé, PepsiCo, Domino's).³⁰⁰

Conclusion principale n° 2 : les interventions de SUN sensibles à la nutrition favorisent une agriculture à forte intensité d'intrants, y compris les cultures biofortifiées, qui profite principalement au système alimentaire agro-industriel

impact sur la nutrition.³⁰¹ Dans le domaine de l'agriculture, les membres de SUN ont surtout fait progresser les approches techniques. Cela comprend notamment la promotion de cultures biofortifiées - y compris génétiquement modifiées - aux qualités nutritionnelles renforcées.

Les interventions sensibles à la nutrition dans le cadre de SUN sont des interventions sectorielles qui ont un

Encadré 4.6

Biofortification³⁰²

La biofortification est une méthode de sélection des cultures par laquelle on accroît ou rend plus biodisponibles des nutriments spécifiques³⁰³ par divers moyens, tels que la sélection conventionnelle, le génie génétique ou d'autres technologies.

L'IFPRI, un centre de recherche agricole du CGIAR, un partenariat de 3000 gouvernements, institutions universitaires, entreprises privées et ONG, affirme que la biofortification est « l'un des nouveaux outils les plus prometteurs dans la lutte pour mettre fin à la malnutrition et sauver des vies » et qu'elle s'attaque « aux causes profondes de la malnutrition en micronutriments, cible les personnes les plus pauvres, utilise des mécanismes de distribution intégrés,

est scientifiquement réalisable et rentable, et complète d'autres méthodes en cours qui visent à traiter les carences en micronutriments ».³⁰⁴

Depuis 2014,³⁰⁵ l'IFPRI, initialement soutenu par les États-Unis, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et l'Ouganda (tous deux membres de SUN) et l'Afrique du Sud, prône sa propre définition de la biofortification au sein du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU). Les États membres et les observateurs restent très divisés dans leurs réponses à la proposition de l'IFPRI, l'UE, l'IBFAN et d'autres s'y ont opposés, avec les arguments suivants :³⁰⁶

- en Allemagne, le terme « bio » fait référence aux aliments et produits issus de l'agriculture biologique, de sorte que le terme « biofortification » ne serait pas autorisé par la loi dans l'UE ;
- le terme « biofortifié » est une allégation nutritionnelle trompeuse pour laquelle il n'existe aucun critère et qui peut en outre couvrir la modification génétique ;
- Les affirmations de l'IFPRI selon lesquelles la biofortification réduit radicalement la malnutrition ne sont pas confirmées par des preuves fiables ;
- L'importance excessive accordée à l'approche fondée sur un seul nutriment va à l'encontre des politiques nationales en matière de nutrition et des recommandations des Nations Unies concernant les approches fondées sur l'alimentation et la diversité biologique, et ;
- La biofortification est une technologie coûteuse favorisée et contrôlée par les industries agricoles mondiales.

Lors de la réunion du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL) qui s'est tenue au Canada en mai 2019,³⁰⁷ de nombreux États membres, dont l'UE, l'Inde, la Russie, le Chili, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Nigeria et même les États-Unis, ont proposé d'arrêter les travaux. Cette proposition a été confirmée lors de la réunion sur la nutrition de novembre 2019, au cours de laquelle aucun pays, à l'exception du Zimbabwe, ne s'est prononcé en sa faveur.³⁰⁸

Le *Private Sector Engagement Toolkit*,³⁰⁹ une brochure conçue depuis 2011 comme une boîte à outils à l'attention des entreprises membres de SUN, illustre le type d'interventions agricoles promues par l'initiative. Les trois partenariats public-privé présentés comme exemples d'interventions agricoles sensibles à la nutrition portent en réalité sur la promotion de semences et d'engrais commerciaux, y compris hybrides et génétiquement modifiés,³¹⁰ et sur l'intégration de petits producteurs alimentaires dans les chaînes de production.³¹¹

Aucun n'a d'impact direct sur l'état nutritionnel des cultivateurs ou de la population locale en général. On suppose toutefois que les interventions permettent d'augmenter les revenus et de créer des emplois, ce qui se traduirait par une amélioration de la nutrition.³¹² La nutrition ne joue un rôle direct que dans le projet PepsiCo-Pérou. Ici, les petits agriculteurs cultivent des pommes de terre enrichies sur le plan nutritionnel, qui sont ensuite transformées par Frito Lay de PepsiCo en « meilleurs en-cas de la terre ».³¹³

SUN accorde peu d'attention aux approches qui favorisent l'agroécologie, ni aux stratégies qui renforcent plus largement les droits et la souveraineté des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes et qui visent notamment à protéger et à promouvoir leur accès à la terre, aux ressources naturelles et aux services publics de base ainsi qu'à promouvoir les marchés alimentaires locaux et régionaux.³¹⁴ Comme le montre le toolkit d'engagement du secteur privé, les programmes ne ciblent les petits producteurs de denrées alimentaires que comme bénéficiaires de semis biofortifiées ou pour favoriser leur intégration dans les marchés/chaînes de production (mondiaux). Cela a également été observé dans les études de cas par pays, comme on le verra plus loin.

Bien que la stratégie de SUN reconnaisse l'impact important des systèmes alimentaires sur la nutrition, elle n'analyse pas *comment* cet impact se produit, et ne reconnaît pas non plus les antagonismes qui existent entre les différents types de systèmes alimentaires. La plupart des interventions en matière de systèmes alimentaires promues par SUN reposent sur et promeuvent le système alimentaire agro-industriel et ses principaux acteurs.³¹⁵ Cela entre en contradiction directe avec le cadre international des droits humains, qui exige de donner priorité aux groupes marginalisés et défavorisés, qui sont les plus touchés par la faim et la malnutrition (voir chapitre 1).

En **Ouganda**, les approches techniques visant à pallier les carences alimentaires, en particulier la biofortification, ont gagné en importance ces dernières années, tant sur les plans politique que pratique. L'un des objectifs spécifiques de la Politique alimentaire et nutritionnelle de l'Ouganda (2003) était de diversifier la production de denrées alimentaires pour répondre aux besoins nutritionnels des ménages. Cet objectif devait être atteint, entre autres, par la généralisation des cultures vivrières et des ressources animales sous-exploitées et la fourniture de services micro-financiers aisément accessibles aux petits producteurs de denrées alimentaires.³¹⁶

Si le Plan d'action national de l'Ouganda (UNAP) 2011-2016 prévoit une intervention sur la promotion de la production et de la consommation d'aliments indigènes afin de renforcer la diversification alimentaire, il met

fortement l'accent sur la promotion parallèle des « aliments enrichis en nutriments » (aliments biofortifiés, aliments enrichis, RUTF et aliments complémentaires) en tant que stratégie fondamentale d'amélioration de la diversité des régimes alimentaires.³¹⁷ La production de cultures vivrières de base enrichies est considérée comme une « initiative communautaire rentable » qui a été identifiée comme « domaine d'investissement prioritaire » pour le pays.³¹⁸ Le projet de politique FNS se concentre sur l'augmentation de la production et de la consommation de « divers aliments à haute valeur nutritive », sans préciser davantage ce que cela signifie ni comment cela doit être effectué. Les conditions sous-jacentes permettant aux communautés de produire et d'acquérir des aliments divers et naturellement nutritifs, telles que l'accès à la terre/aux ressources naturelles, la protection de la biodiversité, l'emploi décent et les droits des femmes, ne sont pas mentionnées, ni prises en compte par les indicateurs proposés pour le suivi des améliorations.³¹⁹

Selon les principaux informateurs de districts, dans la pratique, les aliments locaux n'ont guère bénéficié d'un soutien délibéré, et les cultures alimentaires locales positives n'ont pas été encouragées ni protégées.³²⁰

*Ces [cultures alimentaires locales] sont anéanties car les aliments locaux ne sont ni promus ni soutenus. On combat les cultures persistantes. Elles disparaissent lentement, entraînant la malnutrition. Des tentatives sont faites pour les relancer par le biais de la foire alimentaire annuelle, mais pas au niveau national.*³²¹

En revanche, la production et la consommation d'aliments biofortifiés ont été fortement encouragées en tant qu'intervention nutritionnelle (expansion des semences et campagnes d'éducation).

Alors que la production d'aliments nutritifs, y compris les aliments indigènes, est mise en avant par la Politique agricole nationale (2013), l'opération Création de richesse (OWC), dans le cadre de cette même politique, vise à transformer l'agriculture de subsistance en une agriculture commerciale,³²² en mettant l'accent sur les cultures à forte valeur marchande qui peuvent être

commercialisées à l'échelle mondiale. Cela a en partie entraîné une réorientation de l'utilisation des terres vers l'agriculture commerciale à grande échelle, au détriment des petits producteurs de denrées alimentaires et des objectifs nutritionnels.³²³

Un élément majeur de la Politique agricole nationale est la production et la diffusion de « technologies agricoles et de services de recherche appropriés, sûrs et rentables ». ³²⁴ Les membres de SUN jouent un rôle essentiel à cet égard. Ainsi, des semences biofortifiées (haricots riches en fer et patates douces enrichies en vitamine A) sont distribuées aux agriculteurs par l'USAID, le coordinateur des donateurs de SUN pour l'Ouganda, ³²⁵ les partenaires de mise en œuvre, sous l'impulsion de Harvest Plus ^{326, 327} Le Bureau national de recherche agricole (NARO) coopère avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ³²⁸ et a canalisé des fonds de la BMGF et de l'USAID, notamment pour la recherche sur la « super banane » ³²⁹ génétiquement modifiée. World Vision, une ONG de premier plan financée par des entreprises et membre de SUN ³³⁰ et qui coordonnait jusqu'à récemment l'Alliance de la société civile de SUN en Ouganda, a été à l'avant-garde de la promotion des patates douces et des haricots biofortifiés dans les communautés où elle opère. ³³¹

En particulier, la promotion et la diffusion des cultures biofortifiées se font sans aucun cadre réglementaire en place pour en contrôler la commercialisation, la sécurité et la qualité. ³³² Les membres de SUN tels que Harvest Plus et FANTA ³³³ ont, selon des informateurs de premier

plan, également fait pression pour l'inclusion de la biofortification dans le projet de politique FNS et le projet de politique nationale relative aux semences. ³³⁴ Le Bureau du Premier Ministre a lui-même fait pression pour des interventions telles que la biofortification comme une « démarche délibérée pour répondre aux interventions de SUN ». ³³⁵

Au **Guatemala**, des informateurs de premier plan du gouvernement ont mentionné qu'en plus de la Stratégie des 1000 jours, il existe des « interventions sensibles à la nutrition » (agriculture, éducation, assainissement), mais que les zones rurales n'en ont guère bénéficié. ³³⁶ Un exemple de ce type d'intervention est la diffusion de semences biofortifiées (maïs, haricots) aux petits producteurs alimentaires par le PAM, co-coordonateur du réseau SUN guatémaltèque des Nations Unies et du réseau SUN international du secteur privé. ³³⁷ Le PAM se procure également du maïs auprès de petits producteurs pour l'élaboration d'« aliments nutritifs spécialisés » (Super Cereal Plus ou *Mi Comidita*) ³³⁸ qu'il distribue aux enfants de moins de deux ans dans le cadre du programme de la Fenêtre des 1000 jours. En même temps, les programmes gouvernementaux qui soutiennent les petits producteurs alimentaires en mettant l'accent sur les changements structurels et la promotion de l'agroécologie, tels que le « Programa de Agricultura Familiar para el Fortalecimiento de la Economía Campesina » (un programme qui fournit des services de vulgarisation agricole aux familles paysannes) ont été réduits ces dernières années. ³³⁹ Des programmes alternatifs, notamment basés sur l'agroécologie, sont proposés, mais leur financement étant irrégulier, ils ne peuvent rester que très marginaux. ³⁴⁰

Conclusion principale n° 3 : les interventions inspirées par SUN ont montré qu’elles avaient un impact limité sur la réduction de la malnutrition, un effet négatif sur les cultures alimentaires locales et qu’elles créaient des dépendances

Des informateurs de premier plan au **Guatemala** ont souligné que la stratégie de la Fenêtre des 1000 jours a eu un impact limité sur la prévalence de la malnutrition chronique, qui reste inchangée au fil des ans.³⁴¹ Les discussions avec les communautés touchées par la malnutrition ont clairement montré que, pour ces communautés, la malnutrition ne sera combattue que si les questions structurelles deviennent une priorité dans les politiques et programmes de nutrition. Elles se sont plaintes de la portée limitée et de la nature assistancielle des programmes gouvernementaux. Elles ont par exemple argué qu’il n’est guère utile de sensibiliser les gens à l’importance de l’hygiène personnelle, comme le lavage des mains, lorsque les familles n’ont ni eau ni nourriture chez elles.³⁴² Elles ont également souligné que l’allaitement maternel était déjà une coutume répandue dans la communauté, indépendamment de tout programme social, ajoutant qu’il n’y avait pas de nourriture disponible dans le foyer pour assurer une alimentation complémentaire adéquate à partir de six mois lorsque les enfants deviennent mal nourris.³⁴³ Selon un médecin travaillant avec des enfants mal nourris,

l’alimentation complémentaire donnée aux enfants de plus de six mois est constituée de café, de pain et de soupe instantanée.³⁴⁴

Ce point de vue est partagé par la plupart des informateurs institutionnels.³⁴⁵ Selon eux, des changements politiques complémentaires et des politiques et programmes d’investissement fiscaux et sociaux sont nécessaires, ainsi qu’une réduction de l’utilisation illicite des fonds publics. Comme l’a souligné un informateur majeur, la stratégie de SUN et ses « interventions à court terme » n’ont pas une vision intégrée de toutes les composantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et, par conséquent, ne contribuent au mieux que marginalement à la réalisation du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates.³⁴⁶

Selon les informateurs du secteur des OSC, si les actions et les ressources pour la nutrition sont restées les mêmes, l’affiliation du pays à SUN a favorisé l’assistanat (une approche caritative).³⁴⁷ Les interventions de la Fenêtre des 1000 jours ne sont pas complétées par des actions qui renforceraient l’autonomie des membres de la communauté et augmenteraient leur capacité à planifier et à mettre en œuvre des actions autonomes basées sur l’autodétermination. Elles favorisent au contraire une relation de dépendance entre la communauté et ces programmes d’intervention.

Encadré 4.7

Des données factuelles ? Manque de réflexion critique et d’implication de la communauté dans l’évaluation des résultats des interventions promues

L’impact limité de la stratégie de la Fenêtre des 1000 jours sur la prévalence de la malnutrition chronique au **Guatemala** suscite, selon des informateurs de premier plan, peu de discussions au sein des organisations et des institutions de SUN quant aux raisons de cette situation et à ce qui doit être fait différemment pour obtenir des résultats positifs.³⁴⁸ Selon un responsable d’une ONG, l’objectif politique de réduction de 10 % de la malnutrition chronique a donné lieu à des interventions qui n’apportent que des résultats immédiats à court terme³⁴⁹ et a conduit à des rapports biaisés sur les résultats sur le terrain.³⁵⁰ Les informateurs au Guatemala ont signalé maintes fois que le suivi effectué sous l’égide de SUN ne fait pas partie d’une évaluation

indépendante.³⁵¹ Il s'agit plutôt d'une auto-évaluation réalisée par les entités respectives qui composent la plateforme multipartite.³⁵² Ceci est particulièrement problématique à la lumière du décalage entre les réalisations rapportées dans le cadre de SUN et celles perçues par les communautés affectées, et du manque de participation des groupes les plus affectés au sein de l'alliance nationale de la société civile SUN. Il a également été souligné que certaines parties du cadre universel d'évaluation de SUN qui est appliqué ont peu de pertinence dans le cas du Guatemala. Par exemple, les indicateurs portent sur la question de savoir si un cadre politique et institutionnel pour la nutrition a été établi. Un tel cadre existait déjà au Guatemala avant qu'il ne devienne un pays SUN.³⁵³

Une autre observation majeure des informateurs est qu'il n'y a aucun suivi des recommandations d'action générées par les évaluations,³⁵⁴ ce qui remet sérieusement en question l'utilité de ces auto-évaluations désormais annuelles (avec une participation décroissante des membres de SUN au fil des ans), et l'intérêt que le gouvernement porte à l'initiative SUN.

La fragmentation des interventions en matière de nutrition d'une part, le manque de transparence qui les entoure d'autre part, entravent aussi la capacité des communautés à demander des comptes au gouvernement en ce qui concerne le respect des droits humains dans le cadre de ces interventions (voir la Conclusion principale n° 5).³⁵⁵ Certaines personnes interrogées ont également souligné que personne ne collectait réellement de données sur le terrain et que les rapports sur la mise en œuvre des programmes étaient fabriqués de toutes pièces.³⁵⁶ Les résultats signalés des différents programmes ne sont pas communiqués aux communautés, qui bien souvent ne savent pas grand-chose du ou des programmes auxquels elles participent, ni des conclusions concernant leur impact.³⁵⁷

Il est surprenant que le projet de politique FNS ougandaise soit axé sur l'intensification des approches techniques, telles que les poudres de micronutriments et la (bio)fortification, plutôt que sur la diversification des régimes alimentaires, étant donné le peu de preuves de l'efficacité de ces produits pour réduire les carences en micronutriments en **Ouganda**.³⁵⁸ Le projet en question contient un passage qui présume que les carences en micronutriments ont diminué au cours des dernières années, alors qu'elles ont en réalité augmenté.³⁵⁹ Cela donne l'impression que les interventions proposées dans ledit projet ont été décidées sans analyse préalable de la situation nutritionnelle ni évaluation des résultats des interventions passées.

En **Ouganda**, les entretiens menés au niveau des districts et les informations recueillies par l'Unité nationale de réhabilitation nutritionnelle ont mis en évidence les risques pour les droits humains qu'implique une approche nutritionnelle reposant fortement sur des

approches médicalisées, basées sur un seul nutriment et un seul produit, en l'absence de garanties pour assurer la pertinence des interventions médicales et éviter tout impact sur les cultures alimentaires indigènes et sur la confiance dans les aliments locaux.³⁶⁰

La fourniture de RUTF, devenue la pierre angulaire des interventions de l'Unité nationale de nutrition (voir la Conclusion principale n° 1), a entraîné une forte dépendance aux produits transformés dans la gestion de la malnutrition et une perte de confiance dans les aliments préparés à la maison. Les personnes interrogées à l'Unité ont déclaré que les clients préféraient les RUTF aux aliments locaux et avaient tendance à retourner dans les établissements de santé pour en obtenir de nouveaux, plutôt que d'utiliser les aliments locaux.³⁶¹ Selon les informateurs principaux à l'échelle du district, certains parents ne donnaient que des RUTF et aucune nourriture locale à leurs enfants jusqu'à ce qu'ils aient récupéré^{362, 363} Selon les termes d'un répondant du district :

*L'utilisation des aliments thérapeutiques fournis présente à la fois des avantages et des inconvénients. L'avantage est qu'ils sont denses en nutriments ; l'inconvénient est que les personnes viennent à dépendre autant de ces approvisionnements et à ignorer les aliments disponibles localement, ce qui est pourtant plus durable. Une croyance s'est installée et généralisée selon laquelle les aliments conditionnés peuvent améliorer l'état nutritionnel des enfants dénutris.*³⁶⁴

Il existe également un risque évident de débordement et d'utilisation inappropriée. Un responsable politique de district a signalé que dans certains districts de la sous-région de Karamoja touchée par la sécheresse, des familles ont délibérément laissé leurs enfants souffrir de malnutrition pour recevoir et vendre des RUTF en échange d'un revenu supplémentaire. Ces revenus étaient principalement utilisés pour acheter de l'alcool.³⁶⁵

La vente de ces produits à des personnes qui n'en avaient pas nécessairement besoin a également augmenté le risque de surnutrition, qui est actuellement en hausse

chez les femmes en âge de procréer, comme l'indique l'évaluation annuelle de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la sous-région. Selon un informateur de premier plan, « certaines femmes achètent les RUTF pour prendre du poids et paraître en meilleure santé ».³⁶⁶

Au moment où les entretiens ont été menés, il y avait une rupture de stock en cours à la fois de RUTF (pour les patients externes) et de F75 et F100 (pour les patients internes) à l'Unité nationale de nutrition. Pendant cette période, il a été demandé aux mères d'enfants en soins ambulatoires d'apporter de la nourriture, afin qu'on leur montre comment les préparer pour soigner leurs enfants. Toutefois, cette mesure n'a généralement pas réussi en raison du manque de ressources financières. Cela illustre - tout comme le cas du lavage des mains soulevé par les communautés au Guatemala - l'impact limité des interventions visant à sensibiliser et à « changer les mentalités » sans mesures d'accompagnement qui s'attaquent aux causes structurelles (voir encadré 4.8).

La rupture de stock - due au fait que l'unité n'envoie pas des rapports mensuels régulièrement - illustre la dépendance et la durabilité limitée des approches basées sur les produits financés par les donateurs.³⁶⁷

Alors que le plan d'action national pour la nutrition (UNAP) fait l'éloge des cultures alimentaires indigènes positives et promeut les aliments à valeur nutritionnelle élevée (par exemple, les RUTF, les aliments biofortifiés et enrichis) en tant qu'interventions complémentaires pour renforcer la diversité alimentaire, les entretiens menés dans les districts ont souligné l'impact négatif des aliments à valeur nutritionnelle élevée sur la protection des cultures alimentaires locales. Les cultures alimentaires locales positives ne sont plus protégées depuis l'importation et la promotion d'aliments améliorés³⁶⁸ et « l'utilisation d'aliments thérapeutiques a grandement affecté les cultures alimentaires locales »³⁶⁹.

Blâmer l'individu: la nutrition, une question de changement de mentalité

Le projet de politique FNS de l'Ouganda est axé sur « l'autonomisation des communautés par des ressources, des connaissances et des compétences pour soutenir le changement de mentalité en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ». ³⁷⁰ Cette politique part du principe que la malnutrition résulte de l'attitude des communautés et de la valeur qu'elles attachent à une bonne nutrition et que « la sensibilisation et le changement de mentalité » sont la solution. ³⁷¹ Les causes structurelles et les violations des droits humains qui empêchent les gens et leurs familles de se nourrir correctement sont minimisées voire totalement ignorées, comme l'illustre la citation suivante:

« Le gouvernement veillera à ce que, même si les ménages n'ont pas les moyens de se procurer le mélange de nutriments nécessaire à une bonne santé, la prise de conscience soit d'abord faite. En sachant quel est le meilleur apport en nutriments pour une bonne santé, une demande sera créée au sein des ménages et en particulier chez les femmes pour qu'elles recherchent ces nutriments de temps en temps. » ³⁷²

Conclusion principale n° 4 : SUN a renforcé l'influence du secteur privé sur les programmes, au mépris des conflits d'intérêts

L'engagement multipartite est au cœur de l'initiative SUN et des efforts considérables sont déployés pour encourager la « collaboration multipartite à tous les niveaux » dans les pays SUN. ³⁷³

En **Ouganda**, l'adhésion à SUN a conduit le pays à introduire d'importants changements institutionnels pour se conformer à l'exigence de multi-partenariat de l'initiative. ³⁷⁴ La coordination des interventions en matière de nutrition a été placée sous l'égide du Bureau du Premier Ministre (elle relevait auparavant des ministères de la santé et de l'agriculture) et les discussions politiques ont été élargies au secteur privé et aux autres acteurs non étatiques. La participation du secteur privé à la politique nutritionnelle a été institutionnalisée à l'échelle nationale, de district et de sous-district grâce à la création de Comités de coordination de la nutrition (Comité technique multisectoriel de la nutrition (MSNTC), comités

de coordination de la nutrition de district, etc) dans le cadre du Plan d'action national (UNAP). ³⁷⁵ Le MSNTC (au niveau central) « encourage la collaboration et le partenariat entre les différentes parties prenantes ainsi que la planification et le suivi conjoints de la mise en œuvre des programmes nutritionnels multisectoriels ». ³⁷⁶ De même, aux échelons des districts et des sous-districts, les Comités de coordination de la nutrition respectifs fournissent des conseils techniques et assurent le suivi et l'évaluation des activités de nutrition. Ils ont également la responsabilité d'atteindre les « parties prenantes » de la nutrition au-delà de celles qui siègent directement dans les comités et de « construire un consensus sur la meilleure façon de traiter les problèmes de nutrition ». ³⁷⁷ Ainsi, le secteur privé, les donateurs et les organisations de la société civile sont-ils directement impliqués dans la détermination du programme nutritionnel et dans le développement, la mise en œuvre et le suivi des interventions nutritionnelles multisectorielles. Le principe qui guide la collaboration multipartite est, conformément au cadre de SUN, celui de la recherche d'un consensus entre les différents acteurs.

La participation directe du secteur privé national aux Comités de coordination de la nutrition serait faible, car aucune association ne pourrait à elle seule présenter le point de vue de l'ensemble du secteur privé. Cependant, les sociétés transnationales ont été indirectement impliquées dans l'élaboration de politiques et de plans par le biais d'hybrides public-privé tels que GAIN et IFPRI/Harvest Plus.³⁷⁸

Le projet de politique FNS insiste fortement sur la participation du secteur privé et la promotion de plateformes multipartites (où l'on fait spécifiquement référence à SUN³⁷⁹).³⁸⁰ L'objectif principal de cette politique est de « renforcer un environnement favorable à tous les acteurs pour développer et mettre en œuvre des programmes qui éliminent la malnutrition en Ouganda ». ³⁸¹ Le rôle du gouvernement, plutôt que d'être le principal acteur responsable de l'élimination de la malnutrition dans le pays, est donc réduit à celui de facilitateur.

Il prévoit également un rôle important pour le secteur privé dans le financement des interventions en matière de nutrition, et le pays a même récemment adopté une loi à ce sujet.³⁸² Or, aucune garantie n'a été mise en place pour protéger les institutions et les fonctionnaires publics contre toute influence indue liée à ce financement,³⁸³ alors qu'il est prouvé que ce financement génère des conflits d'intérêts capables de nuire à la prise de décision démocratique et scientifique et d'affecter l'intégrité et la confiance placée dans les fonctionnaires.³⁸⁴ Les partenariats public-privé sous forme de financement d'entreprise peuvent affaiblir la détermination des acteurs de l'intérêt public et leur capacité à défendre les intérêts publics qu'ils sont chargés de protéger et de promouvoir. Les concessions faites aux bailleurs de fonds peuvent aller de petites faveurs en retour, à ce que certains ont décrit comme une dérive ou un glissement de mandat.

Au **Guatemala**, la plateforme multipartite SUN a été créée en 2013. Contrairement à l'Ouganda, où SUN a influencé la structure institutionnelle en vue de la création de plateformes multipartites ayant une influence directe sur l'élaboration des politiques publiques, SUN au Guatemala représente une

plateforme *parallèle* pour les acteurs de la nutrition. Selon des informateurs de premier plan, la plateforme n'a qu'une pertinence marginale (c'est l'une des nombreuses plateformes auxquelles participent les mêmes organisations) et est perçue comme une duplication de la structure institutionnelle existante pour la nutrition.³⁸⁵ Il y a donc lieu de se demander pourquoi une nouvelle plateforme multi-acteurs a été créée, alors qu'il existait déjà des plateformes multi-acteurs en fonctionnement³⁸⁶, un cadre politique et institutionnel complet pour traiter les questions de nutrition nutrition familiale aux niveaux national et local, ainsi que des canaux de consultation entre les acteurs non étatiques.³⁸⁷

Comme le souligne un informateur du gouvernement :

La structure de coordination du Mouvement SUN est parallèle à la structure de coordination du Système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle, établie par la loi dans le décret 32-2005 [SISAN]. Par exemple, les institutions et organisations qui participent à la Stratégie SUN sont les mêmes que celles qui sont représentées au CONASAN [Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle]. La coordination du Mouvement SUN devrait être directement soutenue par la structure de coordination établie pour le Système.³⁸⁸

En ce qui concerne la structure institutionnelle existante, les informateurs ont signalé la rupture entre les niveaux national et local en matière de planification, de mise en œuvre et de suivi de la nutrition. La prise de décision est très centralisée, tandis qu'au niveau des districts/municipalités, les ressources et les capacités de mise en œuvre font défaut. Il a été mentionné à plusieurs reprises que si les structures institutionnelles locales sont en place, elles doivent impérativement être renforcées, notamment en termes de planification, de mise en œuvre et d'administration des ressources.³⁸⁹ A nouveau, on peut se demander pourquoi SUN au Guatemala ne travaille pas au renforcement des structures institutionnelles existantes, au lieu de contribuer à la duplication et à la fragmentation des efforts en créant une plateforme supplémentaire pour la nutrition.³⁹⁰

Tandis que l'un des objectifs stratégiques principaux de l'initiative SUN est d'assurer une mise en œuvre correctement coordonnée des interventions en matière de nutrition,³⁹¹ les personnes interrogées ont souligné la faiblesse de la coordination multi-acteurs dans le cadre de la plateforme SUN.³⁹² Au niveau local en particulier, il semble qu'il n'y ait aucune coordination entre les membres de la plateforme lors de la mise en œuvre des actions. Chacun applique ses propres critères de ciblage et utilise ses propres sources de données pour établir ses priorités.³⁹³ Il a également été signalé que les organisations internationales sélectionnent délibérément des zones d'intervention où aucune autre organisation n'est active, afin d'éviter les doubles emplois, mais que cette approche perd en même temps les synergies potentielles entre les actions complémentaires mises en œuvre pour la même population.³⁹⁴

Le Guatemala n'a aucune politique en place pour prévenir ou gérer les conflits d'intérêts dans le secteur public.³⁹⁵ Les personnes interrogées ont également mentionné un manque de clarté généralisé concernant le rôle du secteur privé.³⁹⁶ Sans aucune garantie en place, ni définition claire des différents rôles, le secteur privé a été invité par le gouvernement à participer aux discussions politiques par le biais de la plateforme SUN. Or, dans certains cas, leurs intérêts sont fondamentalement en contradiction avec les objectifs de santé publique en matière de nutrition (voir encadré 4.5).

D'après les informations disponibles, il semble qu'aucun changement institutionnel n'ait eu lieu dans les trois États **indiens** suite à leur affiliation à SUN. Aucun des États n'a établi de réseaux du secteur privé (SBN) SUN. SUN a cependant, et à plusieurs reprises, encouragé ses contacts dans ces États à mettre en place des plateformes multipartites et à collaborer avec le secteur privé. Dans sa lettre de bienvenue, Tom Arnold, le coordinateur de l'initiative SUN de l'époque, a suggéré que le gouvernement de l'État d'**Uttar Pradesh** établisse une plateforme multi-acteurs. Il écrivait :

De nombreux pays SUN ont formé une plateforme nationale multipartite, composée d'acteurs majeurs qu'ils estiment être les mieux placés pour prendre les mesures nécessaires dans leur contexte national. Vous avez décrit les efforts de l'Uttar Pradesh pour accélérer l'engagement et le dialogue avec les différentes parties prenantes en matière de nutrition. Cette dynamique de collaboration est encourageante et je vous suggère de réfléchir à la meilleure façon de réunir ces partenaires au sein d'une plateforme pour renforcer la concordance et le soutien autour des priorités nationales.³⁹⁷

Dans sa lettre de bienvenue à Mme Mridula Sinha, la directrice générale de la mission de nutrition de l'État du **Jharkhand**, Gerda Verburg, l'actuelle coordinatrice de l'initiative SUN, a suggéré d'inclure des représentants des entreprises en tant que partenaires structurels de la mission. Elle s'exprimait en ces termes :

Nous comprenons que la mission de nutrition de l'État du Jharkhand a été conçue comme un organisme autonome visant à améliorer la gouvernance en matière de nutrition et à rassembler les agences techniques, les organisations de la société civile, les médias et le monde universitaire, afin de renforcer les partenariats en faveur de la nutrition. Cette dynamique de collaboration est encourageante et je vous suggère de réfléchir à la meilleure façon de réunir ces parties prenantes, ainsi que les partenaires de développement et les représentants des entreprises locales, en tant que partenaires structurels de la Mission d'État pour la nutrition, afin de renforcer la concordance et le soutien autour des priorités de l'État en matière de nutrition.³⁹⁸

Dans une interview vidéo, Mme Mridula Sinha mentionne qu'en s'inspirant du mouvement SUN, la mission d'État a développé un certain nombre de partenariats avec presque tous ceux qui travaillent sur la nutrition dans le pays.³⁹⁹

Gerda Verburg, coordinatrice de SUN, s'est rendue en Inde en mai 2017. Elle a rencontré des représentants du gouvernement national et des gouvernements des États de l'**Uttar Pradesh** et du **Maharashtra**, ainsi que des représentants des médias, des agences des Nations unies et de la société civile. Selon un rapport des médias, elle a « poussé au dialogue les différents acteurs - gouvernement, secteur privé et société civile ». ⁴⁰⁰

Il est intéressant, dans ce contexte, de noter que l'ouverture de l'espace politique public aux entreprises par le biais de SUN - et les conflits d'intérêts qui en découlent - constituent la principale préoccupation et cause de la résistance des organisations de la société civile en Inde vis-à-vis de l'adhésion du pays à SUN. ⁴⁰¹ Plusieurs entreprises indiennes participent à SUN (voir encadré 4.9). Le PDG et directeur général de Britannia Industries, Vinita Bali, a été membre du Groupe principal de SUN (2012-2015).

Encadré 4.9

Engagements des entreprises indiennes

Plusieurs entreprises indiennes de produits alimentaires, de compléments, de snacks et de semences font partie du Réseau du secteur privé de SUN et ont pris des engagements en matière de nutrition. En voici quelques exemples : ⁴⁰²

- **Britannia**, une entreprise produisant des snacks, des aliments transformés et des aliments ultra-transformés. Ses produits comprennent des biscuits, du pain, du fromage, du lait, du yaourt et des gâteaux. Plus de 50% du portefeuille de l'entreprise est enrichi en micronutriments. Britannia, Naandi et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) se sont réunies en 2007 dans le cadre d'un partenariat public-privé pour fournir des produits nutritionnels enrichis dans l'État indien de l'Andhra Pradesh, en utilisant les biscuits comme vecteur. ⁴⁰³
- **Hexagon Nutrition Pvt. Ltd**, une entreprise qui fabrique des suppléments nutritionnels et d'autres produits comme des prémélanges de micronutriments, des saupoudrages pour l'enrichissement à domicile et des RUTF. La société s'est engagée à produire et à distribuer au moins 100 millions de sachets de poudres de micronutriments (MNP) dans les régions d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie ; à identifier au moins un nouveau projet d'enrichissement dans le monde à soutenir ; à réduire la malnutrition dans au moins deux pays grâce à de nouvelles initiatives RUTF ; à atteindre au moins un million de personnes grâce à des aliments de base enrichis et à toucher 0,5 million de bénéficiaires (femmes et enfants à risque) grâce à l'enrichissement nutritionnel.
- **Gujarat Cooperative Milk Marketing Federation Ltd (Amul)**, un fabricant de produits laitiers, d'aliments transformés et d'aliments ultra-traités qui comprend des produits laitiers, du beurre, du fromage, du yaourt, du ghee, de la glace et du chocolat. Amul fabrique également des RUTF sous la marque BAL-AMUL pour Valid Nutrition et avec le soutien financier du Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni, qui sont principalement exportés. ⁴⁰⁴
- **Nirmal Seeds**, une entreprise de semences qui s'est engagée à fournir des variétés de cultures biofortifiées à au moins un million d'agriculteurs.

S'agissant des autres régions, la pression et la confusion créées par SUN en ce qui concerne la participation incontrôlée du secteur privé aux discussions politiques ont également été mises en évidence. Dans le cadre des entretiens complémentaires menés pour l'étude, un nutritionniste indépendant spécialisé dans la santé publique qui a déjà travaillé avec les Nations Unies dans les pays SUN de la région Asie-Pacifique, a déclaré que SUN joue un rôle de premier lorsqu'il s'agit d'encourager les pays de la région à mettre en place des plateformes multipartites pour lutter contre la malnutrition.⁴⁰⁵ Selon la personne interrogée, des pays membres de SUN ont exprimé leur profonde inquiétude à ce sujet et ont soulevé la question de savoir s'il est réellement nécessaire de mettre en place un réseau du secteur privé dans tous les pays SUN. Les membres de SUN ont réagi de manière assez agressive, arguant qu'il était en effet nécessaire dans tout pays de consulter le secteur privé et d'obtenir son accord sur les politiques publiques, en soulignant l'importance du dialogue avec toutes les parties prenantes. Un exemple vient d'une réunion entre partenaires du développement sur la manière d'aider le gouvernement à renforcer la mise

en œuvre nationale du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. L'UNICEF a demandé la tenue de cette réunion en collaboration avec le PAM. Lors de la réunion, le PAM a suggéré d'impliquer le secteur privé dans le processus en faisant valoir que « nous ne pouvons pas empêcher l'industrie de vendre ses produits, de toute façon » ou de vouloir faire des bénéfices », et qu'il serait donc préférable de travailler avec eux.⁴⁰⁶

Comme l'illustrent les études de cas par pays et les entretiens complémentaires, de nombreux pays SUN, bien qu'ils soient poussés à collaborer avec le secteur privé, ne disposent pas de mécanismes efficaces pour protéger leurs espaces politiques et autres espaces de décision contre les conflits d'intérêts et autres formes d'influence induite. Cela présente un risque énorme pour l'approche des droits humains dans les politiques publiques.⁴⁰⁷ Bien que SUN ait développé son propre outil de gestion des conflits d'intérêts, cet outil n'a pas contribué à résoudre la situation ; il a au contraire aggravé les choses en rendant le concept de conflit d'intérêts totalement flou (voir encadré 4.10).

Encadré 4.10

Note de référence et boîte à outils de SUN sur les conflits d'intérêts

Suite aux critiques des organisations de la société civile concernant le rôle important joué par les entreprises au sein de SUN et l'absence de mesures de protection contre les conflits d'intérêts, le Groupe principal de SUN a demandé un document qui aiderait les gouvernements des pays membres de SUN à traiter les conflits d'intérêts. En 2013/2014, l'Observatoire social mondial (OSM), une organisation basée à Genève, dont le directeur est également un intermédiaire de l'influence des entreprises dans les forums publics et travaille avec des financements d'entreprises,⁴⁰⁸ a reçu une subvention de près d'un million de dollars US de la BMGF « afin de développer un processus transparent pour traiter les conflits d'intérêts perçus et les allégations crédibles de conflits d'intérêts au sein du Mouvement pour le renforcement de la nutrition afin d'obtenir de meilleurs résultats nutritionnels ».⁴⁰⁹

Le principal résultat de ce processus, une *Note de référence et Boîte à outils pour la Prévention et la gestion des conflits d'intérêts* (2015),⁴¹⁰ est hautement problématique, et ce sur plusieurs fronts.⁴¹¹ Ce document redéfinit fondamentalement le concept juridique de conflit d'intérêts, de

sorte qu'il épouse et légitime la structure de gouvernance multipartite de SUN et ses principes d'engagement (PoE). L'objectif des mesures de protection contre les conflits d'intérêts devrait être la protection de l'indépendance, de l'intégrité et de la fiabilité des acteurs et des institutions publiques, afin que ceux-ci soient en mesure de définir et de mettre en œuvre des politiques et des actions conformément à leur mandat et à leurs obligations publiques⁴¹². Or, l'objectif présenté dans la définition de SUN est la protection des « objectifs de l'entreprise commune », c'est-à-dire de ce qui a été convenu par tous les membres de l'initiative, y compris les entreprises.⁴¹³ Le maintien de l'« intégration » promue par SUN est placé au-dessus de la préservation de l'élaboration de politiques fondées sur l'intérêt public, comme l'illustrent les citations suivantes:

*« Depuis sa création, le Mouvement a pour objectif d'être inclusif, car il y a plus à gagner en engageant toutes les parties prenantes qui travaillent à améliorer la nutrition. [...] l'exclusion doit être évitée autant que possible [...] Les parties prenantes doivent chercher à résoudre les divergences d'approche ou les intérêts divergents ou concurrents quand ils surviennent. Ce dialogue et cette négociation sont la première étape vers la collaboration et permettent d'identifier et de gérer les éventuels conflits d'intérêts. Elles sont censées être ouvertes et transparentes pendant tous les aspects de la négociation et censées s'efforcer de trouver des solutions collectives. »*⁴¹⁴

La note de référence suggère en outre que les conflits d'intérêts sont « externes » et causés par des désaccords et des différences d'opinion entre acteurs qui peuvent être résolus (par exemple, par la transparence et la négociation). Elle confond ainsi les conflits d'intérêts - liés à un conflit chez un individu ou au sein d'une institution - avec des opinions et des intérêts divergents entre divers acteurs. Elle crée donc une confusion à la fois sur le concept de conflits d'intérêts et sur les moyens de les traiter de manière adéquate et efficace, et minimise de surcroît les risques qu'ils représentent pour l'intégrité, l'indépendance et la fiabilité des acteurs et des institutions publiques participant à l'initiative SUN. De la sorte, ces orientations sont susceptibles de causer davantage de tort dans les pays membres de l'initiative.

SUN a organisé des sessions de formation et diffuse largement sa Note de référence et boîte à outils sur les conflits d'intérêts, conseillant les pays membres sur la façon de l'utiliser. Des appels au retrait public de la Note de référence et à l'interruption du processus de « formation » ont été lancés très tôt mais n'ont pas été pris en compte.⁴¹⁵ D'ici 2020, tous les pays membres sont censés « adopter une approche pour prévenir et gérer les conflits d'intérêts dès leur apparition » et « mettre en place des politiques en matière de conflits d'intérêts ».⁴¹⁶

La redéfinition du concept de conflits d'intérêts par SUN a, malgré les vives critiques des experts en la matière,⁴¹⁷ également influencé les processus de l'OMS. Cela comprend l'élaboration de son *Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques (FENSA)* et ses conseils sur la *Protection contre les conflits d'intérêts possibles dans les programmes nutritionnels : Approche pour la prévention et la gestion des conflits d'intérêts dans l'élaboration et l'exécution des programmes nutritionnels au niveau des pays*.⁴¹⁸

Conclusion principale n° 5 : SUN a généré l'illusion rassurante d'un mouvement large et inclusif tout en étant, dans la pratique, détaché des personnes touchées par la faim et la malnutrition

Si le « renforcement de la collaboration multipartite à tous les niveaux » est au cœur de l'initiative SUN, un examen plus approfondi de sa stratégie indique que les « parties prenantes » de SUN ne sont pas nécessairement les communautés les plus touchées.⁴¹⁹ Alors qu'il est dit que d'ici 2020, tous les pays SUN « auront des partenariats multipartites pour la coordination au niveau national », ils devraient simplement « s'efforcer d'impliquer les représentants des communautés vulnérables dans leurs processus de décision » [emphase ajoutée].⁴²⁰ La stratégie fait apparaître les communautés comme des destinataires passifs,⁴²¹ et l'Alliance de la société civile nationale, par contre, comme le canal permettant à la société civile tout entière de s'exprimer, de refléter les intérêts des communautés et de promouvoir leur participation et leurs droits.⁴²² En Ouganda et au Guatemala, les actions de nutrition mises en œuvre par les entités nationales qui composent SUN semblent être guidées par les stratégies et les programmes prédéfinis d'un groupe sélectionné d'ONG internationales et de leurs bailleurs de fonds.⁴²³ Ces organisations ne sont pas responsables devant les communautés locales mais devant le siège international. En outre, les OSC qui participent à SUN sont plus souvent des organisations de prestation de services que des organisations de défense des droits.⁴²⁴ Cette approche internationale descendante va clairement à l'encontre du droit des personnes à participer et à définir leur propre système alimentaire, un élément crucial dans la réalisation du RtAFN.⁴²⁵

Au **Guatemala**, les organisations de défense du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire, et celles qui adoptent une approche critique sur la question, ne font pas partie de l'Alliance de la société civile nationale SUN.⁴²⁶ L'absence d'organisations locales et de communautés touchées par la malnutrition implique aussi que les connaissances et l'expérience de ces organisations et communautés ne sont pas prises en compte lors de l'élaboration et de l'évaluation des actions de nutrition

(voir la Conclusion principale n° 3). En outre, les entretiens avec les communautés ont souligné le manque de couverture locale et d'information sur le sujet.⁴²⁷ Se sentant mal desservies par les programmes de nutrition et de santé, elles ont déclaré ne pas savoir grand chose des programmes et des actions de nutrition mis en œuvre par les différents acteurs, à moins qu'elles ne fussent les bénéficiaires directs d'un tel programme.⁴²⁸ Ce manque de transparence empêche une participation publique et un véritable examen des mesures appliquées dans le cadre de l'affiliation du pays au réseau SUN.

La structure institutionnelle existante pour la sécurité alimentaire et la nutrition comprend l'instance de consultation et de participation sociale (INCOPAS) qui sert de canal de communication et d'espace pour la participation des différents secteurs de la société aux discussions sur la politique nationale en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.⁴²⁹ La mission et la vision de l'INCOPAS sont d'assurer la mise en œuvre des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle et la réalisation du droit à l'alimentation par la promotion d'une participation active et efficace de la société civile.⁴³⁰ Or, cette instance est actuellement confrontée à d'importants défis relatifs à son indépendance.⁴³¹ Plusieurs personnes interrogées s'accordent sur l'idée que l'on devrait renforcer cette instance et les structures de gouvernance locale existantes pour accroître la participation de la société civile et la responsabilité locale au Guatemala.⁴³² Il n'est pas clair comment une structure parallèle - le réseau de la société civile SUN⁴³³ - peu représentative de la société civile nationale et des communautés concernées, y contribuera.

En **Ouganda**, la plupart des organisations de la société civile internationales et nationales travaillant dans le domaine de la nutrition sont soutenues par des donateurs qui promeuvent l'approche SUN.⁴³⁴ Des informateurs de premier plan partagent l'avis que SUN est une initiative verticale descendante. Conçue au niveau mondial, l'initiative a été transmise au pays par le biais d'ONG et d'agences qui soutiennent SUN, et de là aux communautés.⁴³⁵ La participation active des groupes touchés par la faim et la malnutrition au lancement et à la conception des interventions est minimale, voire

inexistante. À titre d'exemple, des micro-nutriments en poudre (MNP) étaient distribués dans une sous-région, mais la communauté se méfiait de ce produit car il était introduit sans la participation des bénéficiaires supposés. L'un des informateurs a déclaré à cet égard :

*Dans ce village, certaines personnes ont reçu des MNP. Elles affirment que lorsqu'elles en ont donné aux enfants le soir, tous les enfants concernés avaient la diarrhée le matin suivant, certains étaient même sur le point de mourir. Elles ont alors découragé les autres de se procurer ces produits pour leurs enfants. Les villageois attendent maintenant que les personnes qui ont distribué les poudres les reprennent. Ils sont furieux à l'idée même de leur poser des questions sur cette poudre.*⁴³⁶

Le fonctionnaire du district a confirmé les faits et a indiqué que les MNP étaient une nouvelle intervention et qu'il n'y avait aucune preuve de leur efficacité.⁴³⁷ À l'époque, le district attendait toujours les résultats d'une étude d'impact menée par le Programme alimentaire mondial (PAM) et les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) des États-Unis dans la sous-région. Les résultats de l'étude ont été diffusés en mai 2018 et ont montré que les MNP n'étaient pas efficaces pour contrôler ou réduire la malnutrition en micronutriments,

en particulier l'anémie chez les enfants.⁴³⁸ Cela a conduit le ministère de la santé à décider de ne pas distribuer de MNP.

Le projet de politique FNS prévoit la participation des communautés principalement au niveau de la mise en œuvre.⁴³⁹ Si l'autonomisation des communautés est mentionnée à plusieurs reprises, il s'agit surtout de promouvoir un changement de mentalité au niveau communautaire, plutôt que d'ancrer les interventions dans l'analyse du problème et de ses solutions par les communautés (voir encadré 4.8). La section de la politique relative à la dignité humaine reflète bien le fait que les communautés sont considérées comme les bénéficiaires passifs des interventions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle :

*Tous les citoyens ougandais doivent bénéficier d'une égalité de traitement et de chances pour exercer leurs droits constitutionnels et avoir accès aux programmes et interventions de sécurité alimentaire et nutritionnelle sans discrimination ni exclusion [emphase ajoutée].*⁴⁴⁰

Il a été signalé que la participation de la société civile aux comités de coordination de la nutrition en Ouganda était particulièrement faible⁴⁴¹ et qu'il manquait de ressources adéquates pour le renforcement des organisations de la société civile.⁴⁴²

Encadré 4.11

Les femmes en tant que mères

La stratégie de SUN reconnaît que l'inéquité est un facteur essentiel de la malnutrition dans tous les pays et vise à « améliorer équitablement l'état nutritionnel de tous les peuples ». Elle parle en outre « d'autonomiser les femmes en tant qu'agents du changement » pour obtenir des améliorations durables en matière de nutrition.⁴⁴³ Les causes des inégalités et des discriminations ne sont cependant pas mentionnées, ni la manière dont elles seront surmontées. L'accent n'est guère mis sur la nécessité de faire participer les groupes marginalisés et discriminés aux stratégies visant à surmonter les inégalités existantes, mais plutôt sur le soutien apporté par des experts aux pays sur la manière d'intégrer une perspective de genre/équité dans les programmes.

Les stratégies de nutrition en Ouganda et au Guatemala sont fortement centrées sur les femmes en tant que mères et soulignent leur rôle dans la nutrition familiale sans aucune réflexion critique.⁴⁴⁴ Bien que l'on ne puisse attribuer cette réalité seulement à SUN compte tenu du contexte patriarcal des deux pays, l'initiative, dont l'approche est centrée sur les femmes en tant que mères⁴⁴⁵ plutôt qu'en tant qu'individus ayant des droits à part entière, favorise l'instrumentalisation des femmes et renforce les rôles de genre établis au lieu de les confronter.

Conclusions

Ces dernières années, SUN a de plus en plus adopté et intégré le langage des droits humains. Sa stratégie actuelle envisage « un monde libéré de la malnutrition sous toutes ses formes » dans lequel « chaque enfant, adolescent, mère et famille [peut réaliser] son droit à l'alimentation et à la nutrition ». ⁴⁴⁶ Et selon lui, même les acteurs du secteur privé de SUN, avec l'aide du réseau du secteur privé de SUN, ont un rôle à jouer pour « garantir que toutes les populations jouissent de leur droit à une bonne alimentation et [à la] nutrition ». ⁴⁴⁷

Alors, comment cette rhétorique correspond-elle à la pratique observée dans les pays membres de SUN ? Quelle est la valeur ajoutée de l'initiative en termes de réduction de la malnutrition et de progrès dans la réalisation du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates ? Quels sont les risques encourus ?

Les **études de cas des pays** ont montré que les expériences diffèrent d'un pays à l'autre, à l'instar de l'influence que SUN exerce sur la politique et la gouvernance nationales en matière de nutrition. L'Ouganda, un pays autrefois décrit comme le panier alimentaire de l'Afrique, est aujourd'hui fortement dépendant du financement des donateurs pour la nutrition. Le gouvernement a choisi de baser sa politique nutritionnelle sur le cadre de SUN et a introduit des changements significatifs dans son cadre institutionnel afin de se conformer à l'exigence de multipartenariat de SUN. Pour sa part, le Guatemala disposait déjà d'un cadre juridique, politique et institutionnel complet pour la nutrition. L'adhésion à SUN n'a donc pas entraîné l'adoption d'une nouvelle stratégie, mais plutôt conduit à promouvoir un ensemble d'interventions existantes sous l'égide de la « Fenêtre des 1000 jours ». Au lieu de renforcer les structures existantes, SUN a créé ses propres structures parallèles. Dans les États indiens qui ont rejoint SUN, l'influence de l'initiative a principalement consisté en des tentatives de promotion de partenariats avec le secteur privé.

Les études de cas ougandaises et guatémaltèques montrent la promotion d'interventions nutritionnelles à court terme, centrées sur des interventions médicalisées, basées sur des produits, visant à traiter plutôt qu'à prévenir la malnutrition. (Pilier II – conditions

sous-jacentes) Outre que ces interventions n'ont encore jamais permis d'apporter des changements significatifs à la situation nutritionnelle des personnes touchées par la malnutrition, il est prouvé qu'elles ont des conséquences négatives sur le droit à l'alimentation et à la nutrition et sur les droits connexes. Ces interventions mettent l'accent sur la sous-alimentation et les carences en micronutriments, tandis que le surpoids et l'obésité ainsi que les maladies non transmissibles qui y sont liées - qui sont en augmentation dans les deux pays - ne reçoivent quasiment aucune attention. (Pilier III – environnement propice) Dans le cadre des interventions sur les systèmes alimentaires, on a observé un parti pris pour les solutions technologiques, en particulier les semences biofortifiées et les aliments enrichis transformés, qui menacent les droits humains des petits producteurs et des consommateurs. Aucun des pays n'a mis en place de stratégie pour remodeler fondamentalement les systèmes alimentaires afin de soutenir la production agrobiodiversifiée, de faire progresser la réalisation des droits des petits producteurs d'aliments et de promouvoir des régimes alimentaires diversifiés, sains et durables basés sur des aliments peu ou pas transformés. (Pilier I – systèmes alimentaires sains)

SUN n'est évidemment pas la seule force prônant ce type d'interventions et on ne peut imputer uniquement à cette structure les tendances politiques observées. Cependant, il existe une forte corrélation entre les interventions que l'initiative promeut et celles classées comme prioritaires dans les pays examinés. L'accent limitatif mis sur les 1000 premiers jours (détaché des déterminants sociaux et économiques et des autres étapes du cycle de vie) et sur les solutions techniques pour surmonter la malnutrition constituent une caractéristique fondamentale des interventions promues par SUN. En adhérant à SUN, les pays alignent leurs priorités et leurs stratégies en matière de nutrition sur celles de l'initiative, et risquent de manquer et/ou de miner des stratégies alternatives. Même lorsque SUN n'introduit pas de « nouvelles interventions », comme dans le cas du Guatemala, l'initiative contribue à mettre davantage l'accent sur certaines interventions au détriment d'autres, en évitant les mesures visant à s'attaquer aux causes structurelles sous-jacentes de la malnutrition.

Fait important, l'initiative a contribué à l'institutionnalisation (accrue) de l'influence du secteur privé sur la politique alimentaire et nutritionnelle publique dans les pays examinés. Cela est d'autant plus alarmant que les mesures de protection contre les conflits d'intérêts visant à réglementer l'engagement avec le secteur privé sont rares et que les orientations du secrétariat du SUN à ce sujet sont trompeuses. (Pilier IV – gouvernance centrée sur l'être humain)

Alors que SUN se présente comme un mouvement, il est en fait très détaché des réalités des personnes touchées par la faim et la malnutrition, et ne fait pas d'effort visible pour renforcer leur participation effective aux délibérations sur les politiques publiques, ce qui garantirait la prise en compte de leurs perspectives et de leur analyse de la situation. Loin de promouvoir l'inclusion équitable, SUN contribue à aggraver l'exclusion en encourageant des mesures prises au sommet de la pyramide, à l'échelle internationale, pour les communautés locales. (Pilier IV – gouvernance centrée sur l'être humain)

Un examen plus approfondi des **structures internes et des méthodes de travail** de SUN soulève d'importantes préoccupations en matière de gouvernance et de droits humains. Alors que l'initiative prétend être un mouvement dirigé par les pays, l'analyse de la direction, des structures de prise de décision et des mécanismes de reddition de comptes de SUN brosse un tableau différent. Bien qu'il soit difficile d'évaluer pleinement la dynamique interne et ses nuances de l'extérieur, il est clair que les organisations capables de contribuer à l'initiative en termes de ressources financières et humaines sont également celles qui ont le plus de poids dans la prise de décision et la définition des priorités. Les principaux bailleurs de fonds (et contributeurs) tels que la Fondation Bill & Melinda Gates sont représentés au sein du Groupe principal de SUN, ainsi qu'au sein du conseil d'administration qui détermine les affectations du fonds commun de l'initiative. Cela s'applique non seulement aux donateurs mais aussi aux autres membres de SUN. Ainsi, Save the Children héberge le secrétariat du Réseau de la société civile (CSN), copréside le groupe de pilotage de ce même réseau, est membre du Groupe principal et l'un des principaux partenaires de mise en œuvre des ressources communes

de l'initiative. L'organisation exerce ainsi une influence significative sur les priorités et l'orientation de l'initiative. De même, les agences des Nations Unies qui ont été à l'avant-garde de la promotion de SUN (et qui ont contribué à l'affaiblissement du SCN) continuent à avoir une forte emprise sur SUN : l'UNICEF est le président du Groupe principal de SUN (qui nomme également le Comité exécutif), tandis que le PAM est membre du Groupe principal, co-préside le Réseau du secteur privé (SBN) et fait partie du Secrétariat du SBN mondial.

A l'inverse, la structure de direction de SUN compte très peu de représentants gouvernementaux, tout comme le Groupe de pilotage du Réseau de la société civile SUN compte très peu d'organisations nationales de la société civile, en particulier les organisations de base et les organisations populaires. Alors que le Groupe principal et le-la Coordinateur-riche d'une part, et le Groupe de pilotage du CSN d'autre part, sont censés être guidés dans leurs décisions respectivement par les gouvernements et les Alliances de la société civile locales, la manière dont ils suivent effectivement ces conseils n'est pas claire.

Un autre point de préoccupation majeure concerne la question de la reddition de comptes. Le concept de redevabilité mutuelle de SUN est très problématique. D'une part, il n'est pas clair comment, dans la pratique, les membres doivent se tenir mutuellement responsables. D'autre part, il s'agit d'un concept exclusif (uniquement au sein de SUN, et non envers les groupes que l'initiative est censée servir ou ceux et celles qui pourraient être affecté-e-s par ses actions) bien éloigné de la ligne de responsabilité qui existe entre des citoyens et leurs gouvernements élus. La difficulté d'attribuer les impacts à l'influence de l'initiative SUN contribue également à rendre plus diffuse la responsabilité des gouvernements. Qui est à blâmer lorsque les interventions inspirées par SUN ne portent pas leurs fruits ou ont même des impacts négatifs ? Les gouvernements des pays SUN peuvent se dédouaner en arguant qu'ils ont suivi l'approche de SUN et agi en faveur de la nutrition, tandis que la structure et les méthodes de travail de SUN rendent extrêmement difficile l'attribution de la responsabilité des impacts limités, négligés ou négatifs sur le RtAFN.

Enfin, l'accent mis par l'initiative sur le consensus et la volonté des membres de négocier, ainsi que l'absence de procédures claires de règlement des différends et des conflits, sont très préoccupants du point de vue de la gouvernance et des droits humains. Ceci est particulièrement flagrant au vu des énormes déséquilibres de pouvoir au sein et entre les groupes de « parties prenantes » de SUN et de l'absence de mécanismes pour y remédier. Ces différences de pouvoir ne sont même pas reconnues ; on suppose plutôt que les ONG représentent naturellement les points de vue de la société civile et des personnes concernées, et qu'il suffit de placer des représentants d'ONG internationales (agissant à titre personnel) au sein du Groupe principal pour rétablir l'équilibre. Occulter les différences d'opinion et d'approche sur la manière de traiter la malnutrition et ne promouvoir que les interventions sur lesquelles un consensus (au sein de SUN) est possible compromet dangereusement les droits humains. Cette démarche conduit inévitablement à fermer les yeux sur les causes structurelles de la malnutrition - notamment celles qui sont liées au système agroalimentaire des entreprises et à sa priorité stratégique de changer les cultures alimentaires dans les pays à faible et moyen

revenu - qui sont naturellement un terrain de contestation et de divergences de vues compte tenu des intérêts différents des acteurs concernés.

En conclusion, il existe des divergences importantes entre d'une part la nature, la vision et les objectifs déclarés de SUN, et d'autre part sa manière réelle de travailler, les interventions promues et leurs résultats. Alors que SUN présente une vision large d'un monde libéré de la malnutrition sous toutes ses formes, dans lequel chaque enfant, adolescent, mère et famille peut réaliser son droit à l'alimentation et à la nutrition, l'opérationnalisation de cet objectif s'avère très limitée dans la pratique, les interventions étant principalement axées sur la lutte contre les causes immédiates de la sous-nutrition au sein d'un groupe de population limité. De même, le concept d'un mouvement inclusif, dirigé par les pays, est très illusoire à la lumière des structures et des pratiques réelles de l'initiative. Contrairement au cadre des droits humains, le principe d'inclusion a été utilisé pour pousser à l'inclusion des acteurs du milieu des affaires, plutôt que pour garantir l'inclusion des détenteurs de droits et en particulier de ceux et celles qui sont les plus touché-e-s par la faim et la malnutrition.

Recommandations

Aux gouvernements des pays SUN

- Geler engagement avec SUN ;
- Effectuer une évaluation de l'impact sur les droits humains des interventions actuelles en matière de nutrition eu égard à leur contribution à l'avancement du RtAFN et des droits connexes. Les priorités en matière de nutrition doivent être examinées dans le cadre d'un espace politique social et économique et de réduction de la pauvreté plus large, afin d'identifier les priorités politiques qui s'attaquent aux causes structurelles sous-jacentes. L'évaluation se doit d'impliquer la participation significative des communautés les plus touchées par la faim et la malnutrition, et de partir des réalités auxquelles les gens sont confrontés quotidiennement, plutôt que de se baser sur des preuves prétendument « scientifiques » ;
- Réexaminer la stratégie actuelle en matière de nutrition sur la base des résultats de l'étude d'impact sur les droits humains ;
- Etablir des lignes directrices claires et applicables sur les interventions en matière de nutrition. Adopter une approche de précaution vis-à-vis des interventions techniques telles que la biofortification, qui présentent des risques potentiels graves pour la biodiversité de notre planète, les droits des paysans, le RtAFN et le droit à la santé, en tenant compte des préoccupations liées à leur durabilité et à leur efficacité dans la lutte contre les carences en micronutriments et des alternatives viables ;
- Protéger l'espace des politiques publiques de l'influence induite du secteur privé et des organisations qui défendent les intérêts de ce secteur. Élaborer des mesures de protection efficaces contre les conflits d'intérêts et d'autres mesures visant à atteindre cet objectif, ainsi que des mécanismes pour les faire respecter. Ces garanties doivent être basées sur des concepts juridiques acceptés en matière de conflits d'intérêts et être développées avec le soutien d'experts indépendants et de défenseurs de l'intérêt public. Elles ne devraient en aucun cas être basées sur les orientations trompeuses développées par l'initiative SUN ;

- Elaborer, mettre en œuvre et surveiller des politiques publiques fondées sur les droits humains et conformes au mandat public des États et à leurs obligations en matière de droits humains ; et
- Soutenir l'élaboration de directives sur les systèmes alimentaires et la nutrition dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et veiller à ce qu'elles soient conformes au RtAFN.

Aux pays donateurs (y compris l'UE et ses pays membres)

- Soutenir les efforts déployés au niveau national pour : (a) mettre en œuvre des évaluations participatives de l'impact des interventions actuelles en matière de nutrition, (b) élaborer et mettre en œuvre de nouveaux plans d'action qui s'attaquent également aux causes structurelles de la malnutrition, et (c) surveiller les impacts et les processus de mise en œuvre des actions en matière de nutrition et leur conformité avec les droits humains ;
- Conformément aux obligations extraterritoriales en matière de droits humains, veiller à ce que tous les programmes et projets visant à améliorer la nutrition et soutenus par la coopération internationale au développement contribuent à la réalisation des droits humains et ne leur portent en aucun cas préjudice. Cela nécessite entre autres des évaluations d'impact sur les droits humains ex ante et un suivi continu des impacts, ainsi qu'un gel du soutien à SUN ;
- Dans le prolongement de la recommandation précédente, réorienter le financement des interventions techniques à court terme vers des stratégies à plus long terme qui s'attaquent aux obstacles structurels auxquels les personnes sont confrontées pour se nourrir et nourrir leur famille dans la dignité. Cela inclut un changement fondamental vers des politiques et des investissements publics qui permettent la transition vers des systèmes alimentaires basés sur des principes agroécologiques et incluent un soutien aux initiatives communautaires ;

- Veiller au respect des droits humains conformément aux obligations extraterritoriales et réexaminer les principales politiques et actions nationales et internationales afin d'évaluer leur impact sur la nutrition dans le Sud global, notamment dans les domaines de l'agriculture, du commerce, des investissements étrangers, du changement climatique et de la réglementation des sociétés transnationales ;
- Renforcer les organes intergouvernementaux légitimes mandatés pour faire progresser la gouvernance de la nutrition, tels que la Conférence de la FAO, l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) et le CSA ;
- Soutenir l'élaboration de directives sur les systèmes alimentaires et la nutrition dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et veiller à ce qu'elles soient conformes au RtAFN ;
- Soutenir les gouvernements nationaux dans la protection de l'espace politique public contre l'influence induite des organisations du secteur privé et élaborer des lignes directrices strictes pour réglementer l'engagement avec le secteur privé dans le domaine de la nutrition et les domaines politiques connexes ; et
- Cesser de soutenir les approches multipartites dans le domaine de la nutrition et d'autres domaines politiques qui placent tous les acteurs au même niveau et ne reconnaissent pas les différences entre les acteurs en fonction de leurs intérêts, rôles, pouvoir et légitimité.

Aux agences des Nations unies et à leurs pays membres

- Les agences de l'ONU ont l'obligation internationale directe d'observer et de promouvoir les droits humains à l'échelle internationale, conformément à la Charte des Nations unies (articles 55 et 56). En outre, les États membres, et en particulier ceux qui occupent des positions influentes, ont l'obligation extraterritoriale de veiller à ce que les organisations internationales auxquelles ils participent agissent

dans le respect des droits humains. En ce sens, les agences des Nations Unies et les États membres ont le devoir de veiller à ce que les initiatives qu'ils soutiennent dans le cadre de la coopération internationale en matière de nutrition et des politiques affectant la nutrition, contribuent à la protection et à la réalisation des droits humains. Cela inclut leur participation et leur soutien à SUN ;

- Soutenir les efforts déployés au niveau national pour : (a) mettre en œuvre des évaluations participatives de l'impact des interventions actuelles en matière de nutrition, (b) élaborer et mettre en œuvre de nouveaux plans d'action qui s'attaquent également aux causes structurelles de la malnutrition, et (c) surveiller les impacts et les processus de mise en œuvre des actions en matière de nutrition et leur conformité avec les droits humains ;
- Les agences des Nations Unies ont vocation de jouer un rôle actif dans la promotion de normes internationales en matière de nutrition fondées sur les droits humains et soutenir les pays membres dans l'élaboration de stratégies de nutrition fondées sur les droits humains. Elles doivent s'abstenir de soutenir des approches étroites qui présentent des risques pour la réalisation du RtAFN et d'autres droits humains, y compris les approches promues par l'initiative SUN ; et
- Appliquer une approche vigilante et indépendante vis-à-vis de l'implication du secteur privé. Soutenir et souligner la nécessité pour les pays de protéger leurs espaces politiques publics de l'influence induite du secteur privé. S'abstenir de recommander des approches multipartites dans le domaine de la nutrition et d'autres domaines politiques qui placent tous les acteurs au même niveau et ne reconnaissent pas les différences entre les acteurs en fonction de leurs intérêts, rôles, pouvoir et légitimité.

Aux organisations de la société civile

- Contrer la division entre les organisations de la société civile travaillant sur la nutrition qui est apparue suite à la création de SUN. Engager un dialogue constructif et franc au sein du Réseau de la société civile SUN et avec des organisations extérieures à SUN pour traiter les conclusions documentées dans le présent examen. Définir une approche proactive pour soutenir les actions en matière de nutrition basées sur les droits humains ;
- Recueillir l'avis des organisations de la société civile et des communautés locales sur les obstacles auxquels elles sont confrontées et évaluer de manière critique si les interventions promues par SUN ou basées sur l'approche de SUN contribuent réellement à réduire ces obstacles. Participer activement aux évaluations participatives des interventions en matière de nutrition et de leurs impacts sur la protection et la réalisation du RtAFN et des autres droits humains. Participer de manière constructive à la reformulation des actions nutritionnelles sur base des résultats de ces évaluations.

Notes de fin

1 Groupe d'experts de haut niveau (HLPE), 2018. Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. FAO, Rome. www.fao.org

2 Pour une critique du modèle multipartite, voir par exemple : Nora McKeon. 2017. « Are Equity and Sustainability a Likely Outcome When Foxes and Chickens Share the Same Coop? Critiquing the Concept of Multistakeholder Governance of Food Security ». *Globalizations*, 14:3, 379-398.

3 Pour plus d'information sur le GRI, voir Harris Gleckman. 2012. *Readers' Guide: Global Redesign Initiative*. University of Massachusetts, Boston. <http://archive.wphna.org>

4 Donnée du 30 septembre 2019. Site web de SUN <https://scalingupnutrition.org/>

5 Voir par exemple: Flavio Luiz Schieck Valente « Quand les entreprises s'emparent de la gouvernance de l'alimentation et de la nutrition: une menace pour les droits humains et la souveraineté des peuples » (www.righttofoodandnutrition.org) et Patti Rundall « Le « business » de la malnutrition, ou comment les opérations de relations publiques fournissent un alibi idéal à l'industrie de l'agroalimentaire » (www.righttofoodandnutrition.org) Observatoire du Droit à l'alimentation et à la nutrition (2015); Claudio Shuftan et Ted Greiner « L'initiative pour le renforcement de la nutrition (SUN) ». Observatoire du Droit à l'alimentation et à la nutrition (2013), p.26-28. www.righttofoodandnutrition.org; IBFAN. 2012. The Scaling Up Nutrition (SUN) initiative: IBFAN's concern about the role of businesses. www.babymilkaction.org

6 Mokoro Limited. 2015. Independent Comprehensive Evaluation of the Scaling Up Nutrition Movement. <https://scalingupnutrition.org>. Le résumé exécutif du rapport final est disponible en français: Evaluation globale indépendante du Mouvement pour le renforcement de la nutrition <http://mokoro.co.uk>

7 Au moment de la rédaction de la présente étude, SUN a effectué une évaluation à mi-parcours de son Plan stratégique actuel, qui examine l'efficacité de sa théorie du changement (ToC). Voir MQSUN+. 2018. Midterm Review of SUN: Final Report. 22 décembre 2018. <https://scalingupnutrition.org> La page web indique que ledit rapport d'évaluation sera prochainement disponible en français.

8 L'évaluation globale indépendante (ICE) de SUN a été financée la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), le principal bailleur de fonds et membre du groupe principal de SUN, et réalisée en partenariat avec Valid International, l'organisation sœur de Valid Nutrition, une « entreprise sociale qui développe et fabrique des aliments prêts à consommer dans les pays en développement » et membre du Réseau du secteur privé de SUN. Par conséquent, il peut difficilement être considéré comme une évaluation indépendante.

9 L'ICE de SUN fournit des informations utiles sur le fonctionnement et les progrès de SUN au vu de ses propres objectifs et de la théorie du changement au moment de l'évaluation. Elle n'examine toutefois pas les implications plus larges des politiques et de la gouvernance de SUN, pas plus qu'elle n'utilise le cadre des droits humains pour son analyse. En outre, puisqu'elle est basée sur des consultations avec les membres de SUN, il s'agit plus d'une réflexion interne que d'une véritable évaluation.

10 Flavio Luiz Schieck Valente, Patti Rundall et Lida Lhotska ont participé aux activités du Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN) au cours des 20 dernières années.

11 Ces pays ont été sélectionnés pour fournir une perspective interrégionale sur les activités de SUN. La sélection s'est faite sur la base de l'intersection (a) de l'équilibre régional ; (b) de l'adhésion rapide à SUN pour accroître les possibilités d'enregistrer des impacts (Ouganda et Guatemala) ; et (c) de la présence des partenaires scientifiques dans le pays.

12 Spécialiste principale de la nutrition attachée à IBFAN Ouganda et chercheuse indépendante spécialisée dans la recherche opérationnelle sur les politiques et les programmes.

13 Chercheur indépendant ayant de nombreuses années d'expérience au Guatemala dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du droit à l'alimentation.

14 Coordinateur.rice Campaña Guatemala sin Hambre

15 Coordinateur national du Réseau de promotion de l'allaitement maternel en Inde (BPNI) / IBFAN Asie du Sud.

16 Responsable du plaidoyer pour la nutrition dans l'intérêt public (NAPI) et coordinateur central BPNI / IBFAN Asie du Sud.

17 Ceci a également été souligné par l'ICE de SUN qui note : « SUN est un partenariat au sens large ; les participants au mouvement sont réputés partager des objectifs communs en matière de nutrition, et il n'y a pas de frontières définies entre ce qu'ils font en leur qualité de promoteurs du SUN et d'autres actions pouvant également avoir une incidence sur les objectifs du SUN. Il est donc inhabituellement difficile pour les évaluateurs de dire si, et dans quelle mesure, SUN a contribué aux résultats observés. » *Supra* note 6, p.16.

18 Cela aurait, par exemple, nécessité une équipe de recherche multidisciplinaire, plutôt qu'un seul chercheur, capable d'effectuer une collecte de données véritablement holistique.

19 Voir Valente, Suárez Franco, Córdova Montes « Closing protection gaps through a more comprehensive conceptual framework for the human right to adequate food and nutrition » in: Bellows et al. (eds), 2016. *Gender, Nutrition and the Human Right to Adequate Food. Toward an Inclusive Framework*. Routledge, NY.

20 Pour une liste détaillée des normes juridiques sur le droit à l'alimentation, voir www.ohchr.org.

21 Article 25.

22 Article 11.

23 Articles 1.2 et 6.

24 Articles 12.2 sur l'alimentation adéquate pendant la grossesse et l'allaitement et article 14.2 (g)(h) sur les droits des femmes rurales.

25 Article 24 (c)(e) et 27.

26 Articles 14, 25 et 28.

27 Document disponible ici : www.fao.org

28 Articles 24 et 26.

29 Disponible ici : www.fao.org

30 Par. 75-76.

31 Plus particulièrement l'article 15. Les autres droits connexes qui répondent à diverses dimensions du RtaFN sont repris dans les articles 16 à 23.

32 La Recommandation générale no. 34 traite abondamment du droit à l'alimentation. Voir par exemple : para 5 sur l'infrastructure et les services pour la production alimentaire ; para 11 sur l'impact des politiques macroéconomiques, notamment en ce qui concerne l'agriculture, la terre et l'eau ; para 12 sur la perte de la biodiversité ; para 17(a) sur la reconnaissance de la contribution des femmes à la production alimentaire ; para 22 sur l'élimination des stéréotypes et pratiques discriminatoires qui empêchent les femmes de jouir des ressources naturelles ; para 39 a) sur les conseils en matière de nutrition et d) sur les mesures à prendre en cas de malnutrition ; para 45 sur la vulgarisation agricole et les services de consultation ; et para 56 sur les droits des femmes à la terre et aux ressources naturelles. <https://digitallibrary.un.org>

33 Le rapport de l'ancien Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, sur les liens entre santé et malnutrition (A/HRC/19/59, 26 décembre 2011), le rapport intérimaire de l'actuel Rapporteur spécial, Hilal Elver, sur le droit à l'alimentation et à la nutrition (A/71/282, 3 août 2016), et le rapport de l'ancien Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, Anand Grover, sur les aliments malsains, les maladies non transmissibles et le droit à la santé (A/HRC/26/31, 1er avril 2014). www.ohchr.org. Les rapports publiés par les Rapporteurs spéciaux sur le droit à l'alimentation peuvent être consultés ici : www.ohchr.org

34 Comme le Kenya, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, le Guatemala et l'Equateur.

35 Un cas intéressant à cet égard est la condamnation par la Cour suprême guatémaltèque. Voir encadré 4.4.

36 Observation générale n° 12 du CDESC sur le droit à l'alimentation (art. 11), par. 6. Disponible ici : <https://tbinternet.ohchr.org>

37 Ibid.

38 Un principe lié à la dignité humaine et à la non-discrimination. La priorité accordée aux groupes en situation de vulnérabilité est reflétée dans diverses Observations générales du CDESC, entre autres, l'Observation générale n° 14, par. 43(a), l'Observation générale n° 15, par. 37(b), l'Observation générale n° 18, par. 31(a), et dans les

Directives sur le droit à l'alimentation, Directive 13.

39 Voir par exemple la dernière définition du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. www.ohchr.org.

40 Observation générale n°12 du CDESC, par. 6-11.

41 Voir le rapport d'Olivier De Schutter (*supra* note 33) dans lequel l'ancien Rapporteur spécial explore le lien entre alimentation et santé et les implications des politiques des systèmes alimentaires pour la dimension nutritionnelle du droit à l'alimentation.

42 Observation générale n° 12 du CDESC, paragraphes 7 à 11. De Schutter (*supra* note 33), par. 4, 5, 12.

43 Les droits des paysans aux semences - en tant que base de la diversité biologique et alimentaire - en sont un aspect crucial. Voir la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales* (UNDROP), art. 19. <https://undocs.org>

44 Voir par exemple De Schutter 2011 para. 17, 25, 49 et la RG de la CEDEF n° 24 sur les femmes et la santé, par. 7.

45 L'actuel Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et son prédécesseur ont tous deux souligné l'importance de la transformation des systèmes alimentaires et développés les politiques et les mesures que cela exigerait. Voir De Schutter 2011, par. 37-47 ; Elver 2016, par. 92, 99(h). *Supra* note 33.

46 Elver 2016 (*supra* note 33), para 2, 18, 19, 20, 96; Convention relative aux droits de l'enfant, art. 24.2 (c) (e).

47 Voir CEDEF, RG n° 24 et 34.

48 Voir l'Observation générale n° 15 du Comité des droits de l'enfant sur le droit à la santé, OG n° 16 sur l'impact du secteur des entreprises, et n° 11 sur les droits des enfants autochtones.

49 Voir l'Observation générale n° 11 du Comité des droits de l'enfant, qui reconnaît l'importance culturelle des terres et de l'environnement traditionnels et les liens intrinsèques avec le droit à la vie des enfants autochtones, ainsi que l'Observation générale n° 14 du CDESC, paragraphe 27, sur la relation symbiotique entre les peuples autochtones et leur environnement.

50 Voir UNDROP et la RG n° 34 de la CEDEF.

51 Voir le rapport de Hilal Elver sur le droit à l'alimentation des travailleurs agricoles (A/73/164, 2018) <http://daccess-ods.un.org>.

52 Voir l'OG n° 12 du CDESC, par. 26. Voir aussi les Principes directeurs des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme, paragraphes 75 et 76.

53 Voir Bellows et al, *supra* note 19. Voir également le la Recommandation générale n° 34 de la CEDEF, en particulier les paragraphes 63-66.

54 Voir ARROW : « Linking Poverty, Food Sovereignty and Security, and Sexual and Reproductive Health and Rights » dans ARROW for Change, vol. 20 n° 1, 2014. <https://arrow.org.my>

55 Voir le rapport d'Olivier De Schutter (2012) sur les droits des femmes et le droit à l'alimentation, p. 2-6. www.ohchr.org.

et le rapport de Hilal Elver (2015) sur l'intégration de la perspective de genre dans le droit à l'alimentation <http://daccess-ods.un.org>, paragraphes 7, 12 et RG n° 34, para 63.

56 Voir UNDROP, article 15 <http://daccess-ods.un.org>, les Principes directeurs des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme, ainsi que la RG n° 34 de la CEDEF.

57 Définition adoptée par La Via Campesina et d'autres mouvements et organisations, au Forum pour la souveraineté alimentaire de Nyéléni au Mali en 2007. <https://nyeleni.org>.

58 Pour plus de détails sur le concept de souveraineté alimentaire et ce qu'il implique pour le droit à l'alimentation, veuillez consulter FIAN International. 2015. Les droits à la souveraineté sur les ressources naturelles, au développement et à la souveraineté alimentaire. <https://www.fian.be> et Priscilla Claeys. 2015. Human Rights and the Food Sovereignty Movement: Reclaiming Control.

59 Voir les Principes de Maastricht relatifs aux obligations extraterritoriales des Etats dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels (Septembre 2011). <https://www.etoconsortium.org>. Voir aussi l'Observation générale n°12 du CDESC, paragraphes 36-39 relatifs aux obligations internationales des Etats dans le contexte du droit à l'alimentation et l'OG n° 24 sur les obligations des

Etats dans le contextes des activités des entreprises, paragraphes 25-37; OG n° 16 du Comité des droits de l'enfant sur les obligations des États par rapport à l'impact du secteur des affaires sur les droits de l'enfant ; De Schutter (*supra* note 33), paragraphes 32-35.

60 Voir Consortium ETO 2017, Pour les droits humains au-delà des frontières : comment amener les Etats à rendre des comptes pour des violations extraterritoriales. <https://www.etoconsortium.org>

61 Charte des Nations Unies, 1945, art. 55c et 56; OG n° 12 du CDESC, par. 36.

62 Voir Principes de Maastricht 29 et 32. *Supra* Note 59.

63 Voir OG n° 12 du CDESC.

64 Conseil des Droits de l'Homme. Principes directeurs des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme, A/HRC/21/39, 2012, par. 76.

65 Disponibles ici : <https://www.etoconsortium.org>

66 Il s'agit de membres jouant un rôle prééminent dans la structure dirigeante de l'initiative. Voir chapitre 2.

67 Cela comprend la formulation et la mise en œuvre participatives d'une stratégie nationale de souveraineté alimentaire en vue de la consolidation des systèmes alimentaires gérés collectivement (voir aussi Pilier 1).

68 Le rapport du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) a été choisi comme l'un des principaux documents de référence parce qu'il propose un cadre utile d'analyse des partenariats multipartites du point de vue du droit à l'alimentation (chapitre 3.3). Gleckman propose également un cadre très large d'évaluation des caractéristiques démocratiques des partenariats multipartites (chapitre 5), tout en examinant de près les croyances et les discours de ces partenariats (chapitre 4). Ce double apport de Gleckman a été considéré comme un complément utile aux critères de qualité du rapport HLPE. La présente étude et son cadre d'analyse se sont inspirés de nombreux autres ouvrages consacrés à la gouvernance multipartite, dont : Bexell, M. et Mörtz, U. 2010. *Democracy and Public-Private Partnerships in Global Governance*, Palgrave MacMillan ; Bull, B. and McNeill, D. 2007. *Development issues in global governance. Public-private partnerships and market multilateralism*. Routledge ; McKeon, N. 2015. *Food Security Governance. Empowering communities, regulating corporations*. Routledge ; Andonova, C. 2017. *Governance entrepreneurs. International organizations and the rise of global public-private partnerships*. Cambridge.

69 2018. Les questions directrices élaborées pour cette étude se fondent en particulier sur les chapitres 2 et 3 du rapport HLPE. <http://www.fao.org>

70 2018, Routledge. Ndt : l'ouvrage, dont le titre signifie « Gouvernance multipartite et démocratie : Un défi mondial », n'est pas disponible en français. Les questions directrices de cette étude sont basées en particulier sur les chapitres 4 et 5.

71 Un point fondamental de désaccord est que le rapport, alors qu'il soulève de sérieuses préoccupations sur les partenariats multipartites, ne remet nullement en cause en cause ces derniers en tant que modalité de mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). Le rapport se concentre donc sur l'amélioration de ces partenariats, sans aborder les modèles alternatifs possibles.

72 Voir section 3.3 (p. 87-102). Le rapport HLPE identifie huit critères d'analyse de la performance des partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Trois sont liés aux résultats : l'efficacité, l'impact et la capacité à mobiliser des ressources ; les cinq autres sont liés aux processus : ouverture, responsabilisation, transparence, capacité de réflexion et efficacité.

73 Le Groupe d'experts de haut niveau identifie cinq fonctions principales des partenariats multipartites : la création conjointe de connaissances et le renforcement des capacités ; la sensibilisation ; l'établissement de normes ; l'action ; la collecte de fonds et la mobilisation de ressources. Voir rapport HLPE p. 60-67. Gleckman fait la distinction entre les groupes multipartites orientés vers les politiques, ceux orientés vers les produits et les processus (établissement de normes) et ceux orientés vers les projets. Voir p. 16-25.

74 Gleckman décrit neuf croyances principales très largement partagées par les participants aux projets multipartites et leurs conséquences sur la gouvernance. Parmi ces croyances, on trouve : l'existence d'un « problème mondial irrésolu », la capacité à identifier tous les partenaires pertinents, la prise de décision équitable, la

gestion des conflits d'intérêt, ainsi qu'une efficacité et une efficacité accrues. Voir chapitre 4.

75 Voir le rapport HLPE p. 94-100 pour plus de détails sur les différents indicateurs relatifs aux processus et aux relations entre eux.

76 Le suivi et l'évaluation réguliers constituent une condition indispensable à l'apprentissage et à l'adaptation. Voir rapport HLPE p. 98-99.

77 Gleckman fait remarquer que la structure initiale établie pour un groupe multipartite peut effectivement limiter la marge de manœuvre du groupe. Un changement ultérieur du format institutionnel en réponse aux leçons apprises devient dès lors difficile. Voir p. 83-84.

78 Voir le rapport HLPE p. 89-94 pour plus de détails sur les critères relatifs aux résultats.

79 La question de l'attribution des impacts est très complexe, étant donné la difficulté de séparer la contribution spécifique d'un partenariat multipartite des effets d'autres facteurs exogènes. Le manque d'information sur les résultats obtenus par ces partenariats est un autre défi important pour l'évaluation des impacts. Voir rapport HLPE, p. 91-92. Le rapport recommande d'évaluer les impacts d'un partenariat multipartite non seulement par rapport à sa situation contrefactuelle (c'est-à-dire la situation sans les interventions), mais aussi « par comparaison avec des processus multipartites différents mais qui ont des objectifs et visent des résultats analogues ». Cette évaluation devrait tenir compte à la fois de la « rentabilité » et de « l'additionnalité » (effet de synergie) d'une stratégie de planification de l'espace. (p. 92).

80 Le chapitre 3 relate en détail l'histoire de l'initiative SUN.

81 SUN. Stratégie et feuille de route (2016-2020), p. 6. <https://scalingupnutrition.org>

82 Graphique extrait de la Stratégie et feuille de route de SUN (2016-2020), p. 6. *Ibid.*

83 *Supra* note 81, p. 19.

84 *Supra* note 6, par. 2.13.

85 SUN. Page de présentation du Groupe principal du Mouvement SUN <https://scalingupnutrition.org> et SUN Movement Lead Group: Terms of Reference. Juillet 2015. <http://ucx3x320eshgixppibt1rqg0.wpengine.netdna-cdn.com> (Ce document, relatif aux termes de référence du Groupe principal, n'est pas disponible en français).

86 Une liste des membres actuels du Groupe principal est également disponible sur la page <https://scalingupnutrition.org>

87 Les critères précis de nomination ne sont pas clairs, si ce n'est qu'ils doivent « inclure des dirigeants du gouvernement, du monde des affaires, de la société civile et du système des Nations Unies ». Le processus de proposition des membres n'est pas plus clair : « Les membres du Mouvement seront invités à faire des suggestions pour devenir membres dans le cadre d'un processus à déterminer ». *Supra* note 85.

88 *Supra* note 85.

89 Le Secrétaire général des Nations Unies a nommé le nouveau Groupe principal le 23 septembre 2019. *Supra* note 94. Le Groupe principal précédent ne comprenait même que deux représentants de gouvernements.

90 Pour plus d'information, voir : DSM. « Food Specialties ». <https://www.dsm.com>

91 Pour plus d'information, voir : Java Foods. « Our products ». <https://java-foods.com>

92 SUN. Private Sector Engagement Toolkit. 2011. <https://scalingupnutrition.org> Cette boîte à outils relative à l'implication du secteur privé n'est pas disponible en français.

93 SUN. The SUN Movement Coordinator – Terms of Reference. <http://ucx3x320eshgixppibt1rqg0.wpengine.netdna-cdn.com> (Ce document, relatif aux termes de référence du coordinateur de l'initiative, n'est pas disponible en français).

94 « Comme indiqué par les mécanismes de suivi du Mouvement et sur les conseils du Comité exécutif ou du Groupe principal ». *Ibid.*

95 For a list of members of SUN's Executive Committee, see: SUN. « SUN Movement Executive Committee ». <https://scalingupnutrition.org>

96 Voir les descriptions par pays sur le site web de SUN.

97 SUN. « Questions fréquentes ». <https://scalingupnutrition.org>

98 Les interventions promues par SUN sont décrites plus en détail au chapitre 4.

99 SUN. « Comment les pays peuvent participer ».

<https://scalingupnutrition.org>

100 Graphique extrait du site web de SUN. « Structure de soutien du Mouvement SUN ». <https://scalingupnutrition.org>

101 *Supra* note 81, p. 32. Pour plus d'information, voir le site web du Réseau de la société civile (SUN-CSN) www.suncivilsociety.com

102 How can we strengthen the enabling environment for business to take action in improving nutrition? (Comment pouvons-nous améliorer l'environnement qui permet aux entreprises de prendre des mesures pour améliorer la nutrition ?)

Événement conjoint de SUN et de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN). 23 mai 2018. www.youtube.com

103 Voir SUN. « Réseau de la société civile ». <https://scalingupnutrition.org>

104 Voir le Réseau de la société civile du Mouvement SUN. Liste de membres et contacts. 2017. www.suncivilsociety.com

105 Pour plus de détails sur les critères, voir le formulaire de candidature au SUN-CSN (SUN CSN Membership Application Form. 2017). www.suncivilsociety.com (en anglais).

106 « En devenant membre, l'organisation comprend qu'elle n'a pas de pouvoir de décision, qui reste lié au Groupe de pilotage du réseau, avec les conseils des Alliances de la société civile des pays du SUN ». *Ibid.*

107 « La composition du [Groupe de pilotage] doit et devra rester représentative des membres du Réseau. À cet effet, un système de quota s'appuyant sur des critères transparents de représentativité a été prévu : (a) équilibre géographique [...]; (b) équilibre entre hommes et femmes ; (c) équilibre entre les secteurs [...]; (d) types d'OSC : en fonction de la distribution et de la spécificité des organisations représentées au sein du Réseau (c'est-à-dire organisations populaires ou communautaires, OSC nationales, associations d'agriculteurs, associations/ groupes de femmes, ONGI, etc.) ». Réseau de la société civile. Termes de références. P. 7. <http://docs.scalingupnutrition.org> (Ce document présente quelques erreurs de traduction, notamment le Groupe de pilotage renommé « Comité de pilotage », que le Réseau SUN utilise seulement pour l'échelle nationale, et erronément référencé par le signe « GD »).

108 Cela comprend un minimum de 15 jours de travail et de déplacements pour assister aux principaux événements et réunions où ils et elles représentent le SUN-CSN, ainsi qu'au Rassemblement mondial et à l'Assemblée annuelle du SUN-CSN. *Ibid.*, p. 8-13.

109 Voir *Supra* note 104 concernant la liste des membres du Groupe de pilotage.

110 *Supra* note 104. Le site web de SUN indique que Concern Worldwide en assure actuellement la présidence.

111 Site web de SUN, « Sun Business Network (Progress at a Glance) ». <https://scalingupnutrition.org>

112 Site web du Réseau du secteur privé de SUN <https://sunbusinessnetwork.org/> (N.d.t. : La citation n'est pas disponible en français. Ce site web est en principe disponible en plusieurs langues, mais seul l'anglais s'affiche).

113 Voir le formulaire de candidature pour les membres du Réseau du secteur privé du SUN (au niveau mondial) <https://2fe0ur3bix01clqx344dzbo3-wpengine.netdna-ssl.com>

114 Pour la liste des engagements des membres du secteur privé de SUN, voir SUN Business Network Company Commitments. <https://sunbusinessnetwork.org> (actuellement indisponible sur le site).

115 Pour plus d'information, voir : SUN. « Réseau des donateurs ». <https://scalingupnutrition.org>

116 *Ibid.* En ce qui concerne la liste des coordinateurs des donateurs à l'échelon national, voir : SUN. « Coordinateurs des donateurs ». <https://scalingupnutrition.org>

117 SUN. « Réseau des Nations Unies pour SUN ». <https://scalingupnutrition.org> (N.d.t. : Le contenu de la page en français ne correspond pas à celui de la page en anglais <https://scalingupnutrition.org>. La citation mentionnée dans ce texte en français n'est donc pas une traduction officielle).

118 SUN. « Secrétariat du Mouvement SUN » (en décembre 2019). <https://scalingupnutrition.org>

119 Réseau de la société civile SUN. « Membership » (en décembre 2019). www.suncivilsociety.com (Le contenu de la page est en anglais).

120 Le Fonds Fiduciaire Multipartenaires (MTPF) était soutenu par DFID, SDC et Irish Aid.

121 SUN. « SUN Movement Pooled Fund 2018-2020 ». <https://scalingupnutrition.org> (Page disponible uniquement en anglais).

122 *Ibid.*

123 SUN. « Multi-Partner Trust Fund ». <https://scalingupnutrition.org> (Page disponible uniquement en anglais).

124 Voir, à titre d'exemple : SUN. Rapports annuels 2015 et 2016 du Fonds Fiduciaire Multipartenaires du Mouvement (FMTP) de SUN <https://scalingupnutrition.org> (Disponibles en anglais. Les rapports annuels précédents sont disponibles en français).

125 SUN. « Prévention et gestion des conflits d'intérêts ». <https://scalingupnutrition.org> (N.d.t.: les contenus des pages en anglais et en français sont différents. La citation n'est pas non plus disponible en français dans les documents indiqués sur ces pages).

126 Dérivés du formulaire de candidature au Réseau de la société civile SUN. *Supra* Note 105

127 Voir SUN. SBN Global Members Principles of Engagement. https://2fe0ur3bix01clgx344dzbo3-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2019/03/SBN_Global_Members_Principles_of_Engagement-1.pdf et SBN Country Network Principles of Engagement. https://2fe0ur3bix01clgx344dzbo3-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2019/03/SBN_Country_Network_Principles_of_Engagement-1.pdf (disponibles seulement en anglais, à l'instar du site web du Réseau du secteur privé de SUN).

128 *Ibid.*

129 *Ibid.*

130 Le mécanisme d'alerte du SBN est relativement difficile à trouver, il se trouve en bas de la page « Global Members » (« membres mondiaux ») sur le site du SBN: <https://sunbusinessnetwork.org>

131 Les critères de sélection ou système de quotas du groupe de pilotage du Réseau de la société civile de SUN peuvent être considérés comme une tentative d'équilibrage à cet égard. Ils ne vont toutefois pas au-delà de la représentation formelle pour assurer une participation de facto sur un pied d'égalité. De plus, ils ne semblent pas être mis en œuvre dans la pratique (sur base de la composition / de la direction actuelle). *Supra* note 107.

132 *Supra* note 85.

133 SUN. Cadre éthique du Mouvement SUN. Janvier 2017, p. 1. <http://scalingupnutrition.org>

134 Note de travail : Favoriser la bonne gouvernance dans les Alliances de la société civile. <http://scalingupnutrition.org>

135 SUN. Mouvement SUN, Stratégie et feuille de route (2016-2020). *Supra* note 81, p. 30.

136 *Ibid.*

137 Le Rapport sur la nutrition mondiale est lui-même une initiative multipartite. Le « Groupe des parties prenantes » du rapport est coprésidé par deux membres éminents de SUN, DFID (donateur) et 1000 Days (ONG). En fait, la grande majorité de ses membres sont également membres de SUN, y compris la coordinatrice de SUN elle-même, Mars, Save the Children, Cargill, le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF et le coordinateur national somalien de SUN. <https://globalnutritionreport.org> (Page web disponible en anglais uniquement). Le rapport 2018 a également été largement financé par les mêmes donateurs qui financent l'Initiative SUN. Voir Rapport sur la nutrition mondiale 2018 : Sensibiliser pour stimuler l'action en matière de nutrition, p.8. La version intégrale est disponible en anglais ici : <https://globalnutritionreport.org>. Le résumé du rapport est disponible en français ici : <https://globalnutritionreport.org>

138 *Supra* note 81, p. 30.

139 *Supra* note 85.

140 *Ibid.*

141 *Supra* note 93.

142 *Supra* note 81, p. 31.

143 *Supra* note 107.

144 Voir aussi *supra* note 81.

145 *Supra* note 81, p. 19.

146 *Ibid.* Sur l'indépendance du Rapport sur la nutrition mondiale, voir *supra* note 137 sur la gouvernance et le financement du rapport.

147 SUN. Midterm Review of the Scaling up Nutrition Movement: Final Report. p.24. <http://www.scalingup-nutrition.org> (disponible en anglais uniquement). Cette citation n'est donc pas une traduction officielle.

148 Le Groupe d'experts de haut niveau a lancé

une consultation électronique sur le projet de V0: *Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030* (du 16 janvier au 19 février 2018), Contribution n° 64, p. 234-243. www.fao.org/fsnforum/cfs-hlpe/sites/cfs-hlpe/files/files/multistakeholder-partnerships/HLPE_MSP_V0_QUESTIONSNAIRES.docx (questionnaire en anglais) sur la page générale en français ici: www.fao.org.

149 Beaton, G. « The AGN and its evolving role in the SCN ». SCN News 18 (1999). www.unscn.org (non disponible en français).

150 James, P. et al. 2000. Ending Malnutrition by 2020: an Agenda for Change in the Millennium. Rapport final de la Commission au ACC/SCN sur les défis de la nutrition au XXI^e siècle. New York/Genève. www.unscn.org.

151 UNSCN. SCN News 18 (1999). www.unscn.org

152 La réforme impliquait la révision du rôle du Groupe consultatif sur la nutrition (AGN) et la mise en place d'un mécanisme de gouvernance tripartite représentant les organisations des Nations Unies, les agences gouvernementales bailleuses de fonds et les ONG. See SCN News 20 (2000). www.unscn.org

153 Les sessions annuelles rassemblaient près de 400 universitaires, fonctionnaires et militants d'ONG. Ces débats ont bénéficié des apports scientifiques, philosophiques, politiques et empiriques concrets de différentes publications : SCN News, Rapport mondial sur la nutrition, rapports des groupes de travail sur des sujets spécifiques et les résultats des groupes de travail ad hoc.

154 *Ibid.*

155 UNSCN. « Tackling the Double Burden of Malnutrition: a Global Agenda ». SCN News 32 (2006). Genève. (Disponible uniquement en anglais).

156 Lie donne un aperçu intéressant des différents acteurs et jeux de pouvoir au sein du SCN à l'époque, et du rôle qu'ils ont joué dans la création de SUN. Voir Lie, A.L. « Power in Global Nutrition Governance: A Critical Analysis of the Establishment of the Scaling Up Nutrition (SUN) Partnership ». Global Governance 25 (2019), 277-303. (Disponible uniquement en anglais).

157 En particulier lors de la 31^{ème} session qui a eu lieu à New York en mars 2004. Voir UNSCN. Report of the SCN at its Thirty-first Session. www.unscn.org. (Non disponible en français).

158 Les participants à la suite de la réforme de 1999 ont été répartis en trois groupes, qui se sont réunis séparément, ont discuté et préparé leur propre contribution aux débats, et avaient des représentants au sein du Comité directeur de l'UNSCN.

159 Souvenir personnel de Flavio Luiz Schieck Valente, le représentant élu de la société civile au sein du Comité directeur de l'UNSCN de 2002 à fin 2006.

160 Draft Private Sector Engagement Policy (mars 2006). www.unscn.org (disponible uniquement en anglais).

161 Piore, A. (2002). « Charities that hate to just 'give' ». Newsweek, 4 février (5): 37, cité dans Richter, J. (2004). Public-private partnerships and international health policy making: How can public interests be safeguarded? Helsinki, Ministère des Affaires étrangères de la Finlande, Unité d'information sur la politique de développement. www.webcitation.org (non disponible en français).

162 Richter 2003. We the peoples' or 'we the corporations'? Critical reflections on UN-business partnerships. Geneva, IBFAN/GIFA. www.ibfan.org Richter 2004 (*ibid.*). Bruno, K. and J. Karliner (2000). Tangled up in blue: Corporate partnerships in the United Nations. San Francisco: Transnational Resource & Action Centre (TRAC). <https://corpwatch.org>

163 Richter 2004. Building on quicksand: The Global Compact, democratic governance and Nestlé. Geneva & Zurich, CETIM, IBFAN/GIFA, Berne Declaration (2nd edition). www.ibfan.org Voir aussi : Global Policy Forum Europe (Ed.) 2007. Whose partnership for whose development? Corporate accountability in the UN System beyond the Global Compact. Speaking Notes. www.globalpolicy.org (non disponibles en français).

164 Birn, A.E. & Richter J. 2018. « U.S. Philanthrocapitalism and the Global Health Agenda: The Rockefeller and Gates Foundations, Past and Present. » In Health Care under the Knife: Moving Beyond Capitalism for Our Health, sous la direction de Howard Waitzkin et du Working Group for Health Beyond Capitalism, Monthly Review Press (electronic advance chapter) www.peah.it (disponible uniquement en anglais).

165 *Ibid.*

166 BMGF. Food Fortification Promises Improved Health And Productivity In Developing Nations. Communiqué de presse. 2002. www.gatesfoundation.org (non disponible en français).

167 Richter, J. 2017. Comment on Draft Concept Note towards WHO's 13th General Programme of Work www.gifa.org (N.d.t. : Non disponible en français. La citation n'est donc pas une traduction officielle).

168 *Ibid.*

169 Longhurst, R. Global Leadership for Nutrition: The UN's Standing Committee on Nutrition (SCN) and its Contributions. IDS DISCUSSIONPAPER No. 390. Juillet, 2010. p. 61. (Non disponible en français).

170 Banque mondiale. 2006. Replacer la nutrition au cœur du développement : une stratégie d'intervention à grande échelle. Washington. <http://documents.banque-mondiale.org> (La version anglaise, avec une mise en page plus élaborée, est disponible ici : www.unhcr.org).

171 The Lancet Maternal and Child Undernutrition Series. Janvier 2008. www.thelancet.com (en anglais uniquement).

172 *Supra* note 150.

173 L'Alena a été le premier d'une série d'accords de libre-échange bilatéraux qui ont eu un impact négatif sur la capacité des gouvernements nationaux à promouvoir et à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vivant sur leurs territoires. Voir par exemple « Tortilla Wars — Cargill and the (not so free) market ». The Mex Files, 15 avril 2007. <http://mexfiles.net>

174 WPHNA. 2011. Ann Veneman. USDA. UNICEF. SCN. Nestlé Public-private partnerships personified. wphna.org.

175 Mme Veneman a fortement défendu l'utilisation de Plumpy'Nut dans les programmes de nutrition lors de la 34^{ème} session du SCN. Voir : UNSCN SCN News 35 (2007). Genève. www.unscn.org (non disponible en français).

176 UNSCN. SCN News 36 (2008). Genève. www.unscn.org. Pour plus d'information, voir : Schuftan, C. et Radha H. « Deux défis contemporains à relever : le contrôle des entreprises sur l'alimentation et la nutrition et l'absence d'attention portée aux déterminants sociaux de la nutrition ». Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition (2012): 24-30. www.righttofoodandnutrition.org.

177 À l'époque, seul un document d'une demi-page fut soumis aux membres du SCN, les informant de la mise en œuvre d'une réforme interne du comité. Le document soulignait la nécessité de « faire participer des représentants du secteur privé à tous les niveaux de la structure du nouveau SCN ». Document diffusé électroniquement.

178 Communication personnelle du Pr. Ted Greiner, qui était à l'époque membre du Comité directeur du SCN.

179 ONU. « Equipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale » www.un.org Pour une vue critique sur le sujet, voir : FIAN International 2008. Time for a Human Right to Food Framework of Action. Heidelberg. <https://fian.org>

180 Pour plus d'information sur la crise alimentaire, voir : Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition (2008) « La crise alimentaire mondiale et le droit humain à l'alimentation ». www.rtfw-watch.org.

181 G8 Experts Group on Global Food Security 2009. G8 Efforts towards Global Food Security. L'Aquila, Italie. www.g8.utoronto.ca (Disponible uniquement en anglais).

182 CFS. 2009. Réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale : Version finale. Rome: CFS. www.fao.org

183 Le processus de réforme de la FAO s'est déroulé de 2005 à 2012. Pour plus de détails, voir : FAO 2013. Rapport final de la Direction sur la mise en œuvre du Plan d'action immédiate et le processus de réforme de la FAO. Rome. www.fao.org Un résumé, également en français, de ce rapport est également disponible ici : www.fao.org

184 BIRD / Banque mondiale. 2006. Replacer la nutrition au cœur du développement : une stratégie d'intervention à grande échelle. Washington. <http://documents.banque-mondiale.org> Le document complet en version pdf et en langue française est disponible ici: <http://documents.banque-mondiale.org>

185 SUN. Economic Potential of Nutrition and Growth: New Focus at World Economic Forum. Communiqué de presse, 26 janvier 2012. (Disponible en anglais uniquement).

186 Recommandations de la 35^{ème} session du SCN, dans UNSCN. « Accelerating the reduction of maternal and child undernutrition ». SCN NEWS 36 (2008), p. 51-57. (non disponible en français).

187 Scaling Up Nutrition. Renforcement de la Nutrition Note d'Information. Septembre 2012. <https://scalingupnutrition.org>

188 David Nabarro in: UNSCN Nutrition partners kick-off Meeting report. December 2010. FAO, Rome. www.unscn.org (non disponible en français). Les citations ne sont donc pas des traductions officielles).

189 *Ibid.*

190 Site web de SUN. « Historique du Mouvement Sun ». <https://scalingupnutrition.org>

191 Pour plus d'information sur le CSA, voir :

Comité de la sécurité alimentaire mondiale. www.fao.org

192 Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques, adopté à la 69^{ème} Assemblée mondiale de la santé, mai 2016. www.who.int. Les OSC ont exprimé de sérieuses préoccupations concernant ce cadre à l'époque. Voir : Civil Society Statement on the WHO's Proposed Framework of Engagement with Non-State Actors, mai 2016. <http://healthscienceandlaw.ca> (non disponible en français).

193 Communication personnelle de Ted Greiner, professeur en nutrition en Corée du Sud à l'époque.

194 Public Interest Civil Society Organizations' and Social Movements' Forum Declaration to the Second International Conference on Nutrition (ICN2), Rome, 21 novembre 2014. www.fao.org (disponible uniquement en anglais).

195 En 2014, la Fondation Bill & Melinda Gates a accordé une subvention de 745 473 dollars au Secrétariat du CSA pour soutenir le débat sur la gouvernance en matière d'alimentation et de nutrition. BMGF. « Grant: Food and Agriculture Organisation of the United Nations ». www.gatesfoundation.org (disponible uniquement en anglais).

196 CFS and its role advancing Nutrition (CFS, BurAG2015/02/02/03), présenté en février 2015 au Bureau du CSA. www.csm4cfs.org (non disponible en français).

197 ONU. « Gerda Verburg: Coordinator of the Scaling Up Nutrition Movement ». www.un.org (disponible uniquement en anglais).

198 Auparavant, le secrétariat du SCN était coordonné par un secrétaire technique principal, doté d'un poste D1, c'est-à-dire un poste équivalent à celui des chefs des divisions de la nutrition de tous les organismes, programmes et fonds des Nations Unies. L'ancien secrétaire, bien qu'il fût un employé de l'OMS, relevait exclusivement du Président du SCN. La nouvelle secrétaire a un poste P5 et relève du chef de la Division Nutrition de la FAO, ce qui réduit considérablement son autonomie et sa position interinstitutionnelle.

199 SUN. « Le Secrétaire général nomme Madame Gerda Verburg (Hollande) Coordonnatrice du Mouvement pour le renforcement de la Nutrition (Mouvement SUN) ». 03 mars 2016. <https://scalingupnutrition.org>

200 *Supra* note 3, p. 193-205.

201 Pour plus de détails sur le passage du multilatéralisme à une gouvernance guidée par le marché, voir par exemple Bull, B. et McNeill, D. 2007. Development issues in global governance. Public-private partnerships and market multilateralism. London: Routledge. (Disponible uniquement en anglais).

202 Le 15 janvier 2019, un quatrième État indien, le Madhya Pradesh, s'est joint à SUN. Il n'est toutefois pas inclus dans l'analyse, car la recherche sur le pays était déjà terminée à l'époque.

203 SUN. « Ouganda ». <https://scalingupnutrition.org>

204 Gouvernement ougandais. 2011.

Uganda Nutrition Action Plan. <https://scalingupnutrition.org> (disponible en anglais uniquement).

205 Gouvernement ougandais. Uganda Food and Nutrition Security Policy / Uganda Multisectoral Nutrition Policy. Version finale 4, avril 2017. Nommée « projet de Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNS) ou projet de Politique FNS » (draft Food and Nutrition Security (FNS) Policy) dans l'étude.

206 Fonctionnaire du gouvernement. Kampala, janvier 2018.

207 Par exemple, l'UNAP a été développé avec l'aide de FHI 360, partenaire d'exécution de l'USAID, dans le cadre du projet FANTA, tandis que l'UNAP II est en cours de développement avec l'appui de Nutrition International.

www.fantaproject.org (en anglais uniquement). Le Projet d'assistance technique en matière d'alimentation et de nutrition (FANTA) était un accord de coopération entre l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et FHI 360, une organisation à but non lucratif de développement humain. (www.fantaproject.org)

208 Fonctionnaire du gouvernement. Kampala, janvier 2018. Voir aussi les paragraphes 94-97 du projet de Politique FNS qui montrent la forte dépendance à l'égard des bailleurs de fonds et du secteur privé pour la mise en œuvre de la politique.

209 Bureau du Premier ministre. Juillet 2017. Multi-Sectoral Nutrition Coordination Committee Orientation: Guide for Facilitators. www.fantaproject.org (disponible en anglais uniquement).

210 *Supra* note 205, p. 2.

211 L'objectif stratégique a deux composantes : « Un leadership fort dans le pays traduit l'engagement en action et inspire la dynamique politique et sociale collective » et « un espace partagé (des plateformes multi-acteurs) aux niveaux national et local ouvre la voie à une action collective, et permet aux agents de changement de la nutrition de se rendre mutuellement redevables du renforcement de l'impact ». SUN. Rapport annuel d'avancement 2016. p. 19. <https://scalingupnutrition.org>

212 Fonctionnaire du gouvernement. Kampala, décembre 2017.

213 *Ibid.*

214 SUN. « Guatemala ».

<https://scalingupnutrition.org>

215 Secrétariat pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN), Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale (MSPAS), Ministère des finances publiques (MINFIN), Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA), Ministère de l'éducation, Ministère du développement social.

216 Le secrétaire de l'INCOPAS (Instancia de Consulta y Participación Social), de Save the Children International, de Plan International, d'Action contre la faim et de World Vision.

217 Alianza por la Nutrición, CentraRSE, et Fundación Castillo Córdoba. Ces organisations ont été répertoriées comme ayant participé aux réunions annuelles d'évaluation, mais il pourrait y en avoir d'autres moins actives.

218 Agencia de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), Instituto de Nutrición de Centroamérica y Panamá (INCAP), et USAID.

219 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

220 Bien avant cela, on pourrait considérer « L'Étude longitudinale de l'Est » (1969 à 1977) de l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP) comme la première intervention pour prévenir et éradiquer la sous-nutrition chronique au Guatemala.

221 SESAN. Política Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional. www.sesan.gob.gt (en espagnol).

222 L'article 2 consacre l'obligation de l'État de garantir la vie, la sécurité et le développement intégral de la population guatémaltèque. Constitución Política de la República de Guatemala. 1993. www.oas.org

223 Decreto Número 32-2005.

<http://extwprlegs1.fao.org>

224 Comisión Nacional para la Reducción de la Desnutrición Crónica. 2016. Estrategia Nacional para la Prevención de la Desnutrición Crónica 2016-2020. <http://www.sesan.gob.gt>

225 *Ibid.*

226 Interview avec le Ministère de la Santé Publique et de l'Assistance Sociale, qui a noté que les interventions réalisées dans le cadre de la Fenêtre des 1000 Jours sous sa responsabilité avaient déjà été mises en œuvre avant l'affiliation du pays à SUN (Guatemala City, 9 mai 2018). Elles faisaient déjà partie des services de santé de routine (Normes de soins) et étaient incluses dans la Stratégie de réduction de la malnutrition chronique (ENRDC) et dans l'Ensemble des services de santé de base (CSBS).

227 Discussion communautaire. La Paz, 7 mai 2018.

228 Représentants de la société civile et de l'ONU. Guatemala City, 9 et 11 mai 2018.

229 Fonctionnaire du gouvernement. Guatemala City, 9 mai 2018.

230 Réponse à la demande de renseignements sur le droit à l'information par le Breastfeeding Promotion

Network of India (BPNI) le 1er novembre 2017.

231 SUN. « Welcome to Uttar Pradesh, the newest member of the SUN Movement » <http://scalingupnutrition.org> (disponible en anglais uniquement).

232 SUN. « Rejoignez-nous pour accueillir l'État indien du Jharkhand ! » <https://scalingupnutrition.org>

233 Comparaison des descriptions du site web de SUN sur les modalités d'adhésion des pays à SUN.

234 SUN. 2011. Scaling up Nutrition: A Framework for Action. <https://scalingupnutrition.org> (disponible en anglais uniquement).

235 La série Child Survival de The Lancet en 2003 concluait que l'allaitement maternel était en priorité des interventions visant à prévenir les décès des enfants de moins de 5 ans. La série 2013 sur la nutrition maternelle et infantile (www.thelancet.com), bien que reconnaissant l'importance de l'allaitement maternel, mettait beaucoup plus l'accent sur les aliments et les suppléments à base de micronutriments. 8 des 10 ensembles d'interventions recommandés impliquaient des produits de toutes sortes. La Stratégie et la Feuille de route de SUN (2016-2020) mentionne également le Cadre d'action (Framework for Action) de la CIN2 comme source de référence pour les interventions SUN. *Supra* note 81, p.19 (note de bas de page n°3).

236 Celles-ci sont : la santé des adolescents et la nutrition avant la conception ; la supplémentation alimentaire maternelle ; la supplémentation ou l'enrichissement en micronutriments ; l'allaitement maternel et l'alimentation complémentaire ; la supplémentation alimentaire des enfants ; la diversification alimentaire ; les comportements alimentaires et la stimulation ; le traitement de la malnutrition aiguë sévère ; la prévention et la gestion des maladies ; les interventions nutritionnelles dans les situations d'urgence.

237 *Supra* note 81, p. 6.

238 *Ibid.* p. 10. Réunion du Mécanisme de la société civile (MSC) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) avec Gerda Verburg, coordinatrice de SUN, Rome, 18 octobre 2016.

239 En atteste, par exemple, le rapport d'activités 2017 de SUN qui souligne qu'en moyenne, les dépenses consacrées aux programmes sensibles à la nutrition dans les pays SUN ont augmenté de 4 %, tandis que celles consacrées aux interventions spécifiques à la nutrition ont augmenté de 29 %. SUN. Rapport annuel d'avancement 2017. <http://scalingupnutrition.org>. Lorsque l'on parle d'interventions fondées sur des « données probantes », comme celles promues par l'initiative SUN, il est important de noter que les « données probantes » auxquelles on fait référence sont biaisées en nutrition en faveur d'interventions spécifiques à la nutrition. Voir par exemple : Lawrence M. et Al. 2016. « Evidence Synthesis and Translation for Nutrition Interventions to Combat Micronutrient Deficiencies with Particular Focus on Food Fortification ». In Nutrients 8(9) : 555. [www.ncbi.nlm.nih.gov](http://ncbi.nlm.nih.gov) (disponible uniquement en anglais).

Un récent rapport de la Banque mondiale ne tient même pas compte des interventions sensibles à la nutrition dans son analyse. Par exemple, le calcul de l'investissement nécessaire pour le retard de croissance porte essentiellement sur les suppléments. Le rapport note que « les preuves de l'impact des interventions sensibles à la nutrition sur le retard de croissance - telles que l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la diversité alimentaire ainsi que l'éducation et l'autonomisation des femmes - sont plus limitées. C'est pourquoi l'accent est mis principalement sur les interventions spécifiques à la nutrition ». Voir Banque mondiale. 2017. An Investment Framework for Nutrition: Reaching the Global Targets for Stunting, Anemia, Breastfeeding, and Wasting, p. 47. <https://openknowledge.worldbank.org> (disponible uniquement en anglais. La citation n'est donc pas une traduction officielle).

240 Gupta, Jonsson, et Rundall. « Is it enough to declare Conflicts of Interest? ». The Lancet 382 (2013): 1550. (Disponible uniquement en anglais. La citation n'est donc pas une traduction officielle).

241 BMA. Update 46 (mars 2014): 25.

242 Black et al. The Lancet 382 (2013). www.thelancet.com (disponible uniquement en anglais. la citation n'est donc pas une traduction officielle).

243 Toujours appliquée en raison de retards dans l'adoption du projet de Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNS). *Supra* note 204.

244 *Supra* note 205.

245 La Stratégie 2.4 du projet de Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNS) est par exemple consacrée à « l'augmentation de l'approvisionnement et

de l'accès aux produits nutritionnels essentiels pour la gestion de la malnutrition » et comprend des actions visant à « assurer un approvisionnement adéquat en aliments thérapeutiques dans tous les établissements de santé ; à intégrer les produits nutritionnels dans le système national de la chaîne d'approvisionnement médical essentiel ; et à accroître la production locale d'aliments thérapeutiques ». Le Plan d'action national de l'Ouganda comprend parmi ses résultats escomptés une politique de promotion des aliments thérapeutiques et l'inscription des aliments thérapeutiques sur la liste des médicaments essentiels.

246 Pour les enfants de plus de six mois, ce qui s'applique à la plupart des enfants présentés à l'Unité.

247 Agents de santé à l'unité nationale de réhabilitation nutritionnelle Mwanamugimu. Kampala, décembre 2017.

248 L'UNICEF fournit des RUTF importés à l'unité de nutrition. Les RUTF pour les patients atteints du VIH sont achetés auprès du fabricant local avec le soutien de l'USAID.

249 Groupe de discussion avec les mères/soignants à l'unité nationale de réhabilitation nutritionnelle Mwanamugimu. Kampala, décembre 2017.

250 Schuftan et Jonsson. « L'alimentation thérapeutique prête à l'emploi : un avertissement ». Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition (2011), p. 53. Araña Cedeño. « Protection des droits des enfants à l'alimentation et à la nutrition dans les situations d'urgence : priorité aux solutions locales ». Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition (2017), p. 91.

251 Rapport de la 36ème session du CCNFSU, Bali, Indonésie REP15/NFSU. Paragraphes 166-183. www.fao.org

252 Ibid.

253 Rapport de la 37ème session du CCNFSU, Berlin, REP16/NFSU. Paragraphe 81.

254 IBFAN. Briefing sur les RUTF, 2017. IBFAN briefing on Proposed draft guideline for Ready To Use Therapeutic Food (RUTF) to be discussed in the 39th session of Codex Committee on Nutrition and Foods for Special Dietary Uses (CCNFSU). <https://tinyurl.com> (disponible uniquement en anglais).

255 Suppan. 2011. The GMO labeling fight at the Codex Alimentarius Commission: How big a victory for consumers? www.iatp.org (disponible uniquement en anglais).

256 Liste des participants, Rapport de la 39ème session du CCNFSU, Berlin, 4-8 décembre 2017. REP18/NFSU.

257 WHO (OMS). Nutrition-related health products and the World Health Organization Model List of Essential Medicines – practical considerations and feasibility. Meeting report. Genève, 20-21 septembre 2018. www.who.int (disponible uniquement en anglais).

258 Représentant.e d'une ONG internationale. Guatemala City, 16 mai 2018. Cela est attribué, au moins en partie, au fait que le gouvernement a fixé un objectif ambitieux de réduction de 10 % en quatre ans de la prévalence du retard de croissance.

259 Gouvernement du Guatemala. 2012. Plan del Pacto Hambre Cero. p. 20. <http://web.maga.gob.gt>. Dans le cadre de la stratégie actuelle de lutte contre la malnutrition chronique, les interventions de la Fenêtre des 1000 jours sont associées à d'autres interventions comprises dans le pilier « Niveau de soins primaires ». Voir : Comisión Nacional para la Reducción de la Desnutrición Crónica. 2016. Estrategia para la Prevención de la Desnutrición Crónica, p. 34. www.sesan.gob.gt

260 Cela comprend la fortification du sucre avec de la vitamine A.

261 Voir : SESAN. MONIMIL PUESTOS DE SALUD: Reporte de Existencia de Insumos para entregar Acciones de la Ventana de los Mil Días y Atención del Hambre Estacional. Mars, 2016. <https://bit.ly/2G6r0fy>. Dans la pratique, la fourniture de ces denrées a été largement suspendue en raison de difficultés financières et juridiques liées à leur achat. Représentant.e d'une OSC. Conversation de suivi par courriel avec la représentante des OSC par Laura Michéle. 20 août 2018.

262 Représentant de l'Agence des Nations Unies, Guatemala City, 9 mai 2018. Les recommandations du CDESC au Guatemala en 2014 reflètent la même préoccupation : « Le Comité (...) est préoccupé par les informations selon lesquelles les effets du plan « Faim zéro » sont limités et par les plaintes de clientélisme politique dans la mise en œuvre des programmes d'aide alimentaire. (...) Le Comité

engage l'Etat partie à intensifier son action pour prévenir et combattre la malnutrition infantile, en particulier dans des zones rurales et reculées. Il recommande à l'Etat partie d'allouer des ressources financières et humaines suffisantes et de prendre les mesures nécessaires pour garantir la mise en œuvre efficace du plan « Faim zéro » en renforçant les composantes qui s'attaquent aux causes structurelles de la malnutrition » [emphasis ajoutée]. UN.Doc E/C.12/GTM/CO/3, 9 décembre 2014, para. 21. <https://undocs.org>

263 Représentant d'une agence de l'ONU, Guatemala City, 9 mai 2018. Chiffres fournis par la personne interrogée.

264 Représentant.e d'une ONG internationale. Guatemala City, 16 mai 2018.

265 MSPAS, INE, Segeplán. 2017.

VI Encuesta Nacional de Salud Materno Infantil 2014-2015. www.ine.gob.gt

266 SESAN, MINEDUC, INE. 2015. Cuarto Censo Nacional de Talla en Escolares de Primer Grado de Primaria del Sector Público de la República de Guatemala. <http://web.maga.gob.gt>

267 Supra note 266.

268 FAO. 2018. Small Family Farms Country Factsheet: Guatemala. www.fao.org (non disponible en français).

269 Colectivo Social por el Derecho a la Alimentación. 2017. Informe Alternativo del Derecho a la Alimentación en Guatemala: Monitoreo de las Directrices Voluntarias del Derecho a la Alimentación 2016-2017, p. 156.

270 Ibid.

271 PBI Guatemala. 2018. Situation of human rights defenders. <https://pbi-guatemala.org> (non disponible en français).

272 60 % des gens vivent dans la pauvreté, 23 % dans l'extrême pauvreté. Entretien avec une agence de l'ONU.

273 Avec un coefficient GINI de 49, le Guatemala a l'un des taux d'inégalité les plus élevés d'Amérique latine. www.indexmundi.com

274 CONASAN. 2015. Plan Estratégico de Seguridad Alimentaria y Nutricional 2016-2020.

275 Discussions de groupes communautaires à La Paz et Matasano, 7 et 8 mai 2018.

276 FAO/OPS/OMS/UE. Panorama de Seguridad Alimentaria y Nutricional 2017: Guatemala.

277 Un nouveau rapport de suivi de l'exécution des peines judiciaires de Camotán sera bientôt disponible sur le site de FIAN International. www.fian.org

278 Une évaluation de l'impact du Pacte Faim zéro réalisée par l'IFPRI en 2016 a montré qu'aucune des interventions de la Fenêtre des 1000 jours, à l'exception du vermicifuge, n'avait à elle seule eu d'impact sur l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans. L'impact a augmenté lorsque les mesures avaient été combinées (>5), mais la plupart des ménages n'avaient reçu qu'entre deux et quatre interventions. Les interventions les plus courantes dont les ménages ont bénéficié étaient les suppléments (acide folique et fer) et les conseils concernant l'allaitement maternel. Voir : Supra note 259 (Estrategia para la Prevención de la Desnutrición Crónica), p. 21.

279 La stratégie 2016-2020 sur la malnutrition chronique prévoit une plus grande « focalisation » qui se traduit par une couverture géographique encore plus réduite. Selon le Médiateur des Droits de l'Homme du Guatemala, les 166 municipalités qui existaient auparavant ont été réduites à 82 (dans 7 départements sur 23).

280 Dans l'une des communautés, on a également signalé que le critère de sélection des bénéficiaires était le poids/taille tel que mesuré par les centres de santé, qui risquait de faire disparaître les enfants les plus pauvres qui n'avaient pas accès aux centres de santé. Un autre critère mentionné a été l'appartenance à un parti politique.

281 La stratégie 2016-2020 porte essentiellement sur les enfants de moins de deux ans et les femmes enceintes et/ou ayant des enfants de moins de deux ans. Avant l'adhésion du pays à SUN et l'accent mis sur la Fenêtre des 1000 jours, les groupes cibles étaient les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes et les femmes en âge de procréer. Voir : Supra note 260, p. 28-29. Voir aussi (concernant les groupes cibles antérieurs) : Unidad Nacional de la Esperanza : Plan de Gobierno. Guatemala, 2008.

282 Discussions de groupes communautaires à La Paz et Matasano, 7 et 8 mai 2018.

283 Entretien avec un médecin qui s'occupe des cas de dénutrition depuis plus de 20 ans à Jocotán et

Camotan. Jocotán, le 8 mai 2018.

284 La seule observation faite par les membres de la communauté était que l'allaitement maternel était une coutume dans la communauté, indépendamment de tout programme.

285 L'État du Maharashtra a été salué dans le monde entier comme un exemple de réussite, du fait qu'il est parvenu à faire baisser rapidement et de manière significative la dénutrition chez les enfants entre 2006 et 2012, et le retard de croissance des enfants de 39 à 24 %. Il est évident que cet État s'est attaqué efficacement au problème de la malnutrition des enfants depuis l'année 2005 avec la création de la Mission RJMCHN. La mission a fait un travail louable grâce à une action coordonnée sur la nutrition des enfants en impliquant les familles. Haddad, L., Nisbett, N., Barnett I., Valli, E. (2014). Maharashtra's Child Stunting Declines: What is Driving Them? Findings of a Multidisciplinary Analysis. Brighton: IDS. <https://opendocs.ids.ac.uk> (disponible uniquement en anglais).

286 Informations reçues dans le cadre de demandes de droit à l'information.

287 Selon une analyse de 2016 de l'institut Results for Development (R4D) et Amaltas Consulting, le secrétariat de SUN a fourni à la Mission du RJMCHN des conseils techniques sur l'analyse budgétaire et le suivi financier de la nutrition. www.r4d.org. Dans une interview vidéo, Mme Mridula Sinha, directrice de la Mission de nutrition de l'État du Jharkhand et point focal SUN pour l'État, a déclaré que la mission était fascinée par le mouvement SUN. Elle a mentionné que l'association, avec SUN, a aidé la mission d'État à acquérir de nouvelles connaissances, tout en apportant un sentiment de solidarité dans le cadre d'un grand mouvement. Elle a ajouté que la mission souhaitait diffuser des informations par le biais de blogs et d'autres moyens comme le fait SUN. Voir ENN. « Interview with Mridula Sinha, Director of Jharkhand Nutrition Mission ». 30 janvier 2017. www.ennonline.net

288 Voir : Tabassum Barnagarwala. « Maharashtra govt stops distribution of RUTF ». The Indian Express, 31 octobre 2017. <http://indianexpress.com>. Rema Nagarajan. « Centre tells Jharkhand to stop using commercial packaged food to treat malnutrition ». The Times of India, 17 octobre 2013. <https://timesofindia.indiatimes.com>

289 Bien que les gouvernements des États puissent décider de les utiliser avec l'approbation du National Technical Board on Nutrition (Conseil technique national sur la nutrition), les informations disponibles indiquent qu'une telle approbation n'a pas été accordée. Pour connaître la position du gouvernement de l'Inde sur les RUTF, voir : Lettre envoyée par le Ministère des femmes et du développement de l'enfant, Gouvernement de l'Inde, sur l'utilisation des RUTF dans la gestion des enfants atteints de MAS à tous les gouvernements des États, 28 août 2017. <https://wcd.nic.in>

290 Le surpoids et l'obésité sont en hausse, surtout chez les femmes (une sur trois). OMS. 2016. Profils des pays pour le diabète. www.who.int

291 Le point IV de la Stratégie 2.5 (« Intégrer la nutrition dans le contrôle et la gestion des maladies - voir la série The Lancet pour les actions à ce sujet ») stipule : « Créer un point sur les maladies non transmissibles (MNT) liées à la nutrition ; Prévention et gestion des maladies non transmissibles liées à la nutrition (MNT) ». Supra note 206. Ceci en dépit du fait que l'augmentation de la surcharge pondérale et de l'obésité est reconnue dans le projet et la politique précédente comme un problème majeur à venir. La politique de 2003 reconnaissait déjà que : « L'Ouganda connaît également une forte recrudescence des maladies chroniques non transmissibles (UDHS, 2000/2001). Certaines d'entre elles sont causées par une surconsommation d'aliments riches en énergie, le tabagisme, les médicaments et un mode de vie de plus en plus sédentaire. Il s'agit notamment de l'hypertension, de l'obésité, des maladies cardiovasculaires, du diabète et de la goutte. Quelle que soit leur cause, elles entraînent des taux de mortalité élevés, des handicaps divers et des coûts de soins médicaux élevés. Ce phénomène de transition nutritionnelle devient courant en Ouganda et doit être traité ». Gouvernement de l'Ouganda. 2003. The Uganda Food and Nutrition Policy, paragraphe 3.7 (Nutrition), p. 15. <https://extranet.who.int> (document disponible uniquement en anglais. La citation n'est donc pas une traduction officielle).

292 La Stratégie 2.1, intervention 3, vise à « augmenter la consommation d'aliments nutritifs bruts et transformés ». La promotion des aliments nutritifs transformés concerne les aliments enrichis et fortifiés. Voir « Expected

Outputs » (« Résultats escomptés », page 34.

293 Discussion de groupe à l'unité nationale de réhabilitation nutritionnelle Mwanamugimu. Kampala, décembre 2017.

294 Près d'un adulte sur deux est en surpoids, tandis que 16 % sont obèses, la prévalence étant plus élevée chez les femmes. OMS. 2016. Profils des pays pour le diabète : Guatemala. www.who.int

295 Le ministère de l'éducation, lorsqu'on l'a interrogé à ce sujet, a déclaré ne pas en être informé. Le Colectivo Social por el Derecho a la Alimentación a proposé il y a quelques années au sein de l'INCOFAS, l'instance de consultation et de participation sociale, de réglementer les aliments malsains dans les écoles, mais n'a pas reçu de soutien pour cette proposition à l'époque.

296 Entretien avec un médecin qui s'occupe de cas de dénutrition depuis plus de 20 ans à Jocotán et Camotán. Jocotán, 8 mai 2018.

297 Représentant.e d'une ONG locale, Camotán, 7 mai 2018.

298 Représentant.e d'une ONG. Suivi de la conversation par courriel par Laura Michèle.

299 Azúcar de Guatemala (ou, Asociación de Azucareros de Guatemala - ASAZGUA) est l'association de l'agro-industrie sucrière guatémaltèque. En 1990, elle a créé FUNDAZÚCAR comme sa « branche sociale » pour mettre en œuvre des projets d'éducation, de santé et de développement. Voir : Azúcar de Guatemala. « Evolución de la Agroindustria Azucarera de Guatemala ». www.azucar.com FUNDAZÚCAR, membre de l'Alianza por la Nutrición qui participe à la plateforme multipartite SUN guatémaltèque, est très active dans la promotion de ses activités de responsabilité sociale des entreprises et a collaboré avec le ministère de l'éducation en 2012-2015 à l'élaboration de méthodologies. Azúcar de Guatemala est également une société donatrice de FUNDESA, qui coordonne l'Alianza por la Nutrición.

300 Nestlé et PepsiCo sont tous deux partenaires de CentraRSE. Voir : CentraRSE. « Socios ». <https://centrase.org>. Domino's est une société donatrice de FUNDESA. Voir : FUNDESA. « Empresas donantes ». www.fundesat.org.gt

301 Les documents stratégiques de SUN ne donnent que peu d'indications sur la nature de ces interventions, de sorte que pratiquement toute intervention dans un secteur qui touche à la nutrition (par exemple, l'agriculture, l'eau, l'éducation) peut être considérée comme une intervention sensible à la nutrition dans le cadre de SUN.

302 L'utilisation de la biofortification comme stratégie pour remédier aux carences en micronutriments est très contestée. Pour un aperçu, voir : Welthungerhilfe et Terre des Hommes. 2014. Food fortification: A « techno-fix » or a sustainable solution to fight hidden hunger? www.welthungerhilfe.de (non disponible en français). Selon l'OMS : « De plus amples recherches doivent être menées avant que des recommandations spécifiques puissent être formulées. » OMS. « Bioenrichissement des céréales ». www.who.int

303 Un nutriment ou élément nutritif est défini par les directives Codex sur l'étiquetage nutritionnel (CAC/GL 2-1985) comme étant : toute substance normalement consommée comme constituant d'un aliment: (a) fournissant de l'énergie; ou (b) nécessaire à la croissance et au développement d'un individu et à la préservation de sa vie; ou (c) dont le déficit entraîne des altérations biochimiques ou physiologiques caractéristiques. www.fao.org.

304 IFPRI. 2002. Biofortification: Harnessing Agricultural Technologies to Improve the Health of the Poor. <http://ebrary.ifpri.org> (disponible uniquement en anglais). La citation n'est donc pas une traduction officielle.

305 Rapport de la 36ème session du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFDSU).

306 Rapport de la 40ème session du CCNFDSU, Berlin, novembre 2018 (REP19/NFSDU) et prises de position de délégués. Comme la présidence refuse d'autoriser l'enregistrement des réunions en Allemagne, la rédaction des rapports est toujours difficile.

307 45ème session du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL), mai 2019, Ottawa, Canada.

308 Rapport de la 41ème session du CCNFDSU, Düsseldorf, novembre 2019. www.fao.org (le rapport n'est encore disponible dans sa version française au moment de la publication du présent rapport. Il sera cependant dispo-

nible ici prochainement : <http://www.fao.org>).

309 SUN. Private Sector Engagement Toolkit. 2011. <https://scalingupnutrition.org> Cette boîte à outils relative à l'implication du secteur privé n'est pas disponible en français).

310 A titre d'exemple, le projet Maïs Économe en Eau pour l'Afrique (WEMA), dirigé par la Fondation africaine pour la technologie agricole (AATF), a développé à la fois des hybrides de maïs conventionnels et des variétés génétiquement modifiées. Voir : Winnie Nanteza. « WEMA achieves major milestone in African agriculture ». Cornell Alliance for Science, 29 mai 2018. <https://allianceforscience.cornell.edu> (disponible uniquement en anglais).

311 Supra note 309, pages 41-43. <http://scalingupnutrition.org>. La Fondation africaine pour la technologie agricole est décrite dans le Toolkit comme une « organisation à but non lucratif qui facilite et encourage les partenariats public/privé pour l'accès et la fourniture de technologies agricoles appropriées ». Elle est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates et compte Monsanto parmi ses partenaires. La Business Alliance against Chronic Hunger (BAACH) est une initiative de partenariat public-privé du Forum économique mondial qui comprend Monsanto, Unilever et Coca Cola et reçoit également un financement de la BMGF. Le projet BAACH au Kenya encourage la distribution de coupons-cadeaux pour des semences commerciales et des engrais aux petits agriculteurs. Voir : Monsanto. « Community Focus ». www.monsantoafrica.com (page uniquement en anglais).

312 Cette logique de marché est couramment mise en avant par les partenariats public-privé dans le domaine de la nutrition. Voir par exemple : FIAN International. 2014. G8 New Alliance for Food Security and Nutrition in Africa: A Critical Analysis from a Human Rights Perspective. www.fian.org (disponible uniquement en anglais)

313 Supra note 309, page 42.

314 Pour plus d'information, voir : Mécanisme de la Société Civile et les Peuples Autochtones pour les relations avec le Comité de Sécurité Alimentaire Mondiale des Nations Unies. L'établissement de liens entre les petits exploitants et marchés : un guide analytique. www.csm4cfs.org

315 Cela n'est pas surprenant étant donné le rôle essentiel joué par l'industrie agro-alimentaire au sein de SUN. Pour un aperçu des entreprises membres et de leurs engagements dans le cadre de SUN, voir : SUN. SUN Business Network Company Commitments. (Le lien web ne fonctionne pas actuellement) - Voir aussi encadré 4.9.

316 Gouvernement ougandais. 2003. The Uganda Food and Nutrition Policy, p. 8. <https://extranet.who.int> (disponible uniquement en anglais).

317 Stratégie 2.3 : « Promote the consumption of nutrient-enhanced foods » (« Promouvoir la consommation d'aliments enrichis en nutriments »).

Supra note 204, pp. 18, 35.

318 Supra note 204, p. 21.

319 Supra note 205, par. 74.

320 Fonctionnaire de district. Kasese, décembre 2017.

321 Ibid.

322 « La mission de la politique est de : « Transformer l'agriculture de subsistance en une agriculture commerciale durable ». Ministère de l'agriculture, de l'industrie animale et de la pêche. 2013. National Agricultural Policy. Par. 19. <http://agriculture.go.ug>

323 Fonctionnaire du gouvernement. Kampala, janvier 2018.

324 Objectif 2, par. 23 (iii).

325 SUN. « Coordinateurs des donateurs SUN ». <https://scalingupnutrition.org>

326 Harvest Plus est une filiale de l'IFPRI, qui joue un rôle de premier plan au sein de SUN, son directeur général étant membre du Groupe principal de SUN. Comme indiqué sur la page relative à l'Ouganda sur le site de SUN, au moment où il a rejoint SUN, « l'Ouganda améliorerait son Plan d'action pour la nutrition en intégrant les enseignements tirés d'une conférence organisée par l'IFPRI sur la manière de tirer parti de l'agriculture pour améliorer la nutrition et la santé ». Voir : SUN. « Uganda ». <https://scalingupnutrition.org>. Pour plus d'information sur le travail de Harvest Plus en Ouganda, voir : Harvest Plus. « Uganda ». www.harvestplus.org (site uniquement en anglais).

327 L'Ouganda a été sélectionné comme pays pilote pour la sélection et la diffusion de patates douces à chair orange biofortifiées. L'USAID s'attendait à ce que 237 000 ménages plantent et consomment cette pomme de

terre entre 2012 et 2018. USAID. « Orange-fleshed sweet potatoes: improving lives in Uganda ». <https://2012-2017.usaid.gov> (disponible uniquement en anglais).

328 Voir supra note 326.

329 Pour plus d'information, voir BMGF. « Building Better Bananas ». www.gatesnotes.com (disponible uniquement en anglais).

330 Voir : World Vision International. « Other valued partners ». www.wvi.org (disponible uniquement en anglais).

331 Fonctionnaire de district. Mpigi, décembre 2017.

332 Le projet de politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNS) met l'accent sur la biofortification mais ne donne aucune orientation quant à son opérationnalisation. La politique agricole nationale stipule que le gouvernement doit « élaborer et mettre en œuvre une politique et un cadre réglementaire pour la biotechnologie dans l'agriculture ». Paragraphe 23 xii. Récemment, un groupe de travail a été créé pour élaborer une stratégie sur la biofortification.

333 Le Food and Nutrition Technical Assistance Project (FANTA) (projet d'assistance technique en matière d'alimentation et de nutrition) est le partenaire d'exécution de l'USAID pour la nutrition en Ouganda. Il est financé par l'USAID et géré par FHI 360. Les partenaires de FANTA sont Helen Keller International, Nutrition International (anciennement initiative pour les micronutriments) et l'IFPRI. Pour plus d'informations sur le projet en Ouganda, voir : FANTA. « Uganda ». www.fantaproject.org (site uniquement en anglais).

334 Représentant.e d'une ONG. Kampala, janvier 2018.

335 Fonctionnaire de district. District de Kasese, décembre 2017.

336 Représentant.e d'une agence des Nations unies, Guatemala, 17 mai 2018.

337 « Le PAM soutient l'agriculture des petits exploitants en développant la production d'aliments nutritifs à l'aide de semences de céréales de base enrichies de substances biologiques. La consommation de maïs et de haricots enrichis a amélioré la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages dans le Couloir sec, où le PAM a fourni du maïs et des haricots enrichis. » Voir : WFP (PAM). 2018. WFP Guatemala Country Brief. <https://docs.wfp.org> (Fiche pays non disponible en français. La citation n'est donc pas une traduction officielle).

338 Super Cereal Plus est un produit alimentaire mixte enrichi qui contient du maïs (58%), des graines de soja décortiquées (20%), du lait écrémé en poudre (8%), du sucre (10%), de l'huile végétale et un pré-mélange de vitamines et de minéraux. Voir : <http://itemscatalogue.redcross.int> (page disponible uniquement en anglais).

339 Alors qu'en 2015, 6 780 nouveaux centres d'apprentissage desservant 176 339 familles ont été créés, ce chiffre est tombé à 152 centres un an plus tard, 14 % des familles seulement bénéficiant d'un soutien continu. Supra note 269, p. 82, 159, 168.

340 Représentant.e d'une OSC. Suivi de la conversation par courriel par Laura Michèle. 20 août 2018. Le commentaire général selon lequel les programmes doivent transcender les gouvernements et être des engagements d'État pour éviter leur discontinuité avec un changement de gouvernement a été fait par plusieurs personnes interrogées (représentant.e d'une agence des Nations Unies, 16 mai 2018 ; représentant.e d'une agence bilatérale, 18 mai 2018).

341 Représentants d'agences des Nations unies, d'institutions régionales représentatives et représentant d'une ONG locale. Guatemala City, 9, 11, 16 mai 2018.

342 Selon un responsable d'une ONG (Matasano, 8 mai 2018), les centres de santé proposaient des conférences sur l'hygiène des enfants. Ces pratiques nécessitent cependant un accès à l'eau potable, qui souvent n'existe pas dans les communautés. Au lieu d'essayer de trouver des solutions à ce problème, ils accusent les membres de la communauté de ne pas respecter les pratiques d'hygiène.

343 Discussion de groupe communautaire, Matasano, 8 mai 2018.

344 Médecin travaillant à l'hôpital de Jocotán, 8 mai 2018.

345 Représentant.e d'une agence des Nations Unies, Guatemala City, 9 mai 2018.

346 Représentant.e du Gouvernement, Guatemala City, 9 mai 2018.

347 Représentant.e d'une ONG locale,

- Guatemala City, 11 mai 2018.
- 348 Représentant.e d'une institution régionale, Guatemala City, 11 mai 2018.
- 349 Représentant.e d'une ONG internationale, Guatemala City, 16 mai 2018.
- 350 *Ibid.*
- 351 Représentant.e d'une institution régionale, Guatemala City, 11 mai 2018 ; représentant.e d'une agence des Nations Unies, Guatemala City, 16 mai 2018 ; représentant.e d'une ONG internationale, Guatemala City, 15 mai, 2018 ; représentant.e d'une association d'ONG, Guatemala City, 18 mai 2018.
- 352 *Ibid.*
- 353 Représentant.e d'une organisation du secteur privé, Guatemala City, 18 mai, 2018.
- 354 Représentant.e d'une ONG internationale, Guatemala City, 15 mai 2018 ; représentant.e d'une institution régionale, Guatemala, 11 mai 2018.
- 355 Le manque de coordination a été mentionné par diverses personnes interrogées, tandis que les discussions avec les membres de la communauté ont montré le peu d'informations dont ils disposaient sur le programme de la Fenêtre des 1000 jours et sur SUN. Voir la Conclusion principale n°5 pour plus de détails.
- 356 Représentant.e d'une ONG internationale, Guatemala City, 16 mai 2018.
- 357 Discussions communautaires. La Paz et Matasano, 7 et 8 mai 2018.
- 358 Entre 2011 et 2016, l'anémie a augmenté de 49 % à 53 % chez les enfants de moins de cinq ans et de 23 % à 32 % chez les femmes de 15 à 49 ans. Enquête démographique et de santé en Ouganda 2011 et 2016. <https://dhsprogram.com>; www.dhsprogram.com (pages uniquement en anglais).
- 359 *Ibid.*
- 360 Fonctionnaire de district. Kasese, décembre 2017. Agents de santé de l'unité nationale de réhabilitation nutritionnelle Mwanamugimu. Kampala, janvier 2017.
- 361 Agents de santé. Kampala, décembre 2017.
- 362 Les lignes directrices concernant la Gestion intégrée de la malnutrition aiguë (IMAM) en Ouganda recommandent que les RUTF soient administrés aux enfants en complément d'aliments locaux disponibles.
- 363 Fonctionnaire de district. District de Mpigi, décembre 2017.
- 364 *Ibid.*
- 365 Fonctionnaire de district. District de Moroto, mars 2018.
- 366 *Ibid.*
- 367 L'UNICEF importe et fournit directement des RUTF à l'unité de nutrition. Pour le traitement des patients atteints du VIH, le RUTF est acheté avec le soutien de l'USAID auprès du fabricant local. Alors que les RUTF F75 et F100 ont été inclus dans la liste des médicaments essentiels, le gouvernement n'aurait pas alloué de fonds pour leur achat.
- 368 Représentant.e d'une ONG. Kampala, janvier 2018.
- 369 Fonctionnaire de district. District de Mpigi, décembre 2017.
- 370 Par. 44.
- 371 A titre d'exemple : « La mise en œuvre de cette politique reposera essentiellement sur la sensibilisation et sur un changement de mentalité qui considère la nutrition comme un investissement et non comme un coût ». Par. 64.
- 372 Par. 84.
- 373 Selon la Stratégie et Feuille de route 2016-2020 de SUN, en 2020, l'initiative aura aidé les pays SUN à « [mettre] en place des partenariats multi-acteurs pour la coordination au niveau national » et à « [amener] toutes les parties prenantes, y compris les communautés, à faire des contributions mesurables en faveur du renforcement de la nutrition ». *Supra* note 81, p. 8.
- 374 Fonctionnaire du gouvernement. Kampala, janvier 2018.
- 375 Voir *supra* note 209.
- 376 *Supra* note 209, p. 23.
- 377 *Supra* note 209, p. 26.
- 378 A titre d'exemple, GAIN dans le projet de Plan d'investissement et de Stratégie alimentaire et nutritionnelle (2004) et l'IFPRI dans le projet de politique semencière (2017).
- 379 La politique mentionne explicitement SUN dans l'introduction (comme point de référence pour la politique) ainsi que dans son Objectif 1 (« Renforcer l'environnement politique, juridique et réglementaire pour intensifier les interventions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle ») Action iii : « Promouvoir des plateformes d'engagement et des partenariats multipartites pour une mise en œuvre efficace des interventions en matière de nutrition et une responsabilité commune dans le contexte du mouvement SUN ». *Supra* note 205, par. 31.
- 380 L'importance des partenariats multipartites est soulignée tout au long de la politique, par exemple : « Cette politique accordera la priorité aux partenariats multipartites pour permettre la réalisation des résultats souhaités [...] des solutions communes pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ». *Supra* note 205, par. 38.
- 381 *Supra* note 205, p. 2.
- 382 Voir la section 6.1.3 : « Financement dans le cadre des partenariats public-privé : Avec l'adoption par le Parlement des partenariats nationaux public-privé pour la politique de santé, le gouvernement attirera des fonds du secteur privé pour mettre en œuvre une série d'interventions dans le cadre de l'UNAP avec une utilisation conjointe du financement du gouvernement et du secteur privé ». *Supra* note 205.
- 383 Une solide politique en matière de conflits d'intérêts aurait interdit, dès le départ, une telle dépendance à l'égard des fonds des donateurs et du secteur privé.
- 384 Les lignes directrices de l'OCDE mettent l'accent sur l'intégrité des agents publics, leur devoir de servir l'intérêt public et d'engendrer une culture organisationnelle. www.oecd.org
- 385 Fonctionnaire du gouvernement. Guatemala City, 9 mai 2018. Agence des Nations Unies. Guatemala, 9 mai 2018. ONG internationale. Guatemala, 15 mai 2018. Représentant.e du secteur privé. Guatemala, 18 mai 2018.
- 386 Il s'agit en particulier de l'instance de consultation et de participation sociale (INCOPAS). Voir la Conclusion principale n°5 pour une discussion plus approfondie sur l'INCOPAS.
- 387 Fonctionnaire du gouvernement. Guatemala City, 9 mai 2018.
- 388 Fonctionnaire du gouvernement. Guatemala City, 9 mai 2018.
- 389 Représentant.e d'une institution régionale. Guatemala City, 11 mai 2018 ; fonctionnaire du gouvernement. Guatemala City, 9 mai 2018.
- 390 La question du fonctionnement de SUN en double emploi ou en concurrence avec d'autres efforts pour lutter contre la malnutrition a également été soulevée dans le récent examen à mi-parcours de SUN. Voir p. 73 sur le Vietnam. SUN. Midterm Review of the Scaling up Nutrition Movement: Final Report. www.scalingupnutrition.org (disponible uniquement en anglais).
- 391 Objectif stratégique n°3 (« Mettre en œuvre des actions efficaces axées sur des résultats communs »). *Supra* note 81, p. 19.
- 392 Représentant.e d'une agence des Nations Unies. Guatemala City, 11 mai 2018 ; fonctionnaire du gouvernement. Guatemala, 9 mai 2018.
- 393 A titre d'exemple, le PAM s'appuie sur son propre système d'information pour l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV), qui utilise les données des enquêtes sur la taille des écoles et des enquêtes sur les mères et les nourrissons pour identifier les communautés prioritaires. Le ministère de l'éducation s'appuie sur l'indicateur du poids par rapport à la taille, généré périodiquement par Save the Children.
- 394 Fonctionnaire du gouvernement. Guatemala City, 9 mai 2018.
- 395 Représentant.e d'une OSC. Suivi de la conversation par courriel par Laura Michèle. 20 août 2018.
- 396 Représentants de deux agences des Nations Unies. Guatemala City, 9 et 16 mai 2018.
- 397 Lettre de Tom Arnold à Alok Ranjan, Secrétaire en chef du gouvernement de l'Uttar Pradesh, 24 mai 2016. <http://docs.scalingupnutrition.org> (N.d.t. : document en anglais. La version française de cet extrait n'est donc pas une traduction officielle).
- 398 Lettre de Gerda Verburg à Mridula Sinha, directrice générale de la mission de nutrition de l'État du Jharkhand, 15 septembre 2016. <http://scalingupnutrition.org> (N.d.t. : document en anglais. La version française de cet extrait n'est donc pas une traduction officielle).
- 399 Interview vidéo accordée par Charulatha Banerjee, spécialiste régionale de la gestion des connaissances du Réseau de nutrition d'urgence (ENN), 30 janvier 2017. www.enonline.net (vidéo en anglais, mais la page peut-être affichée en français).
- 400 Manik Gupta. « India's result in nutrition will improve soon: UN expert ». Press Trust of India, 25 mai 2017. www.ptinews.com
- 401 A titre d'exemple, voir : TWN. « Activists: Don't join SUN, a nutrition drive ». Times of India, 24 mai 2017. <http://timesofindia.indiatimes.com>; Sharma, N. « RSS arm demands clear policy on child malnutrition problem ». Livemint, 27 août 2017. <https://timesofindia.indiatimes.com>, www.livemint.com.
- 402 SUN. 2017. SUN Business Network Company Commitments. <http://sunbusinessnet.wpengine.com> (N.d.t. : document non disponible en français au moment de la publication du présent rapport).
- 403 Institut de la Banque mondiale et GAIN. 2008. Britannia, Naandi and GAIN: A Public-Private Partnership for Delivering Nutrition through Fortification in India. <http://documents.banquemondiale.org> (disponible uniquement en anglais).
- 404 DFID. Business Case and Intervention Summary. Stimulating the global market for Ready-to-Use Therapeutic Foods (Amul - Valid Nutrition). <http://iati.dfid.gov.uk>
- 405 Réponse par courriel au questionnaire diffusé par Patti Randall. Mai 2018.
- 406 Exemple fourni par une nutritionniste indépendante spécialisée dans la santé publique lors d'une conversation de suivi avec Patti Randall. Juin 2018.
- 407 Pour une compilation récente d'études de cas concernant la collaboration avec l'industrie alimentaire et des boissons en matière de politique de santé publique et de conflits d'intérêts, voir : UK Health Forum. 2018. Public health and the food and drinks industry: The governance and ethics of interaction. Lessons from research, policy and practice. London: UKHF. www.idrc.ca
- 408 La directrice exécutive de l'Observatoire social mondial, Katherine Hagen, a également été directrice générale et consultante principale de Hagen Resources International, l'organisation mère de l'Observatoire social mondial, ainsi que du Council for Multilateral Business Diplomacy (CMBD) (Conseil pour la diplomatie commerciale multilatérale). Au moment de la rédaction du présent rapport, ni le site web du GSO ni celui du CMBD ne sont plus accessibles.
- 409 BMGF. « The Global Social Observatory ». www.gatesfoundation.org
- 410 Observatoire mondial social (2015). Engagement dans le Mouvement SUN : Prévention et gestion des conflits d'intérêts. Note de référence et Boîte à outils. <https://scalingupnutrition.org>
- 411 Voir : Richter, J. 2015. « Conflicts of interest and global health and nutrition governance - The illusion of robust principles. » BMJ (Rapid Response), 12 février 2015. www.bmj.com (disponible uniquement en anglais).
- 412 Voir la définition de l'Institute of Medicine sur les conflits d'intérêts institutionnels (chapitre 8) dans Lo, B. et M. Field (editors). 2009. « Institute of Medicine (US) Committee on Conflict of Interest in Medical Research, Education and Practice ». Conflict of interest in medical research, education and practice. Washington DC: National Academics Press.
- 413 *Supra* note 410, p. 14.
- 414 *Supra* note 410, p. 11.
- 415 A titre d'exemple, voir : Richter (2015), *supra* note 411.
- 416 *Supra* note 81, p. 24.
- 417 OMS. 2017. « Protection contre les conflits d'intérêts possibles dans les programmes nutritionnels : Projet d'approche pour la prévention et la gestion des conflits d'intérêts dans l'élaboration et l'exécution des programmes nutritionnels au niveau des pays ». Rapport du Directeur général. <http://apps.who.int>
- 418 *Ibid.*
- 419 Voir également le chapitre 2 sur l'évolution de la signification du terme « partie prenante » au fil du temps.
- 420 *Supra* note 81, p. 8.
- 421 A titre d'exemple, voir : « En établissant un ensemble de résultats communs, convenus par les secteurs et les parties prenantes clés, les partenaires de soutien sont tous liés comme une entité unique pour répondre aux besoins de ceux qui souffrent le plus », « Les alliances de la société civile sont engagées à veiller à ce que des informations désagrégées soient rendues accessibles et utilisées par les communautés et les citoyens (...) ». « Aucune amélioration en matière de nutrition ne saurait être durable sans

l'autonomisation des femmes comme leader[s] dans leurs familles et communautés ». *Supra* note 81, p. 19, 22.

422 A titre d'exemple, voir : « Le Réseau de la société civile [contribue] à la mise en œuvre des politiques, des plans et des engagements dans l'intérêt des populations, et notamment au bénéfice des plus vulnérables à la malnutrition. Les alliances nationales de la société civile unissent diverses organisations, contribuent à la mise en œuvre des priorités nutritionnelles, coordonnent le plaidoyer et l'action en matière de nutrition à tous les niveaux, s'assurent que les politiques et les plans gouvernementaux tiennent compte des réalités de ceux qui souffrent le plus, garantissent que les droits soient respectés et renforcent l'action des citoyens et leur inclusion dans le processus de prise de décision. » *Supra* note 81, p. 32.

423 Le cas des organisations de la société civile financées par l'USAID a notamment été mentionné par les personnes interrogées en Ouganda et au Guatemala.

424 Voir la liste des membres de l'Alliance de la société civile au Guatemala (*supra* note 216) ainsi que celle du réseau international (*supra* note 104). Cela est d'autant plus pertinent que la « fonction de chien de garde » de la société civile au sein de SUN est souvent mise en avant par les membres de SUN et le secrétariat en réponse aux préoccupations concernant la participation des entreprises à l'initiative. L'argument avancé est que les OSC critiques au sein de l'initiative « surveillent » les participants du secteur privé qui, par conséquent, ne peuvent poser problème.

425 Voir le chapitre 1 et surtout le quatrième pilier du cadre analytique.

426 Représentant.e d'une OSC (Guatemala). Guatemala City, 18 mai 2018. Au moment des entretiens, l'Alliance de la société civile du Guatemala comptait les membres suivants : Save the Children International, Plan International, Action contre la faim, World Vision, et le secrétaire de l'INCOPAS.

427 Discussions de groupes communautaires. La Paz et Matasano, 7 et 8 mai 2018.

428 Les membres des communautés n'étaient pas au courant de SUN ni de sa stratégie. Deux femmes ont déclaré avoir entendu parler de la Fenêtre des 1000 jours dans un centre de santé, mais ne pas savoir de quoi il s'agissait.

429 L'INCOPAS compte 10 secteurs sociaux, dont la société civile mais aussi le secteur privé. Pour plus d'informations, voir : INCOPAS. « Nosotros ».

<http://incopas.org>

430 *Ibid.*

431 L'INCOPAS n'a aucune indépendance financière. Il est sous le contrôle direct du SESAN, dont il partage les locaux. (Représentant.e d'une agence des Nations Unies, Guatemala City, 11 mai 2018). Les contributions de l'INCOPAS ne sont prises en compte que lorsque le SESAN en fait la demande, ce qui implique que la participation « réelle » à la prise de décision n'est pas garantie. Ces dernières années, plusieurs organisations de base ont quitté l'espace car elles estimaient que leurs contributions n'étaient pas prises en compte. (Représentant.e d'une OSC. Suivi de la conversation par e-mail avec Laura Michèle. 20 août 2018).

432 Dans le cas de l'INCOPAS, il s'agirait notamment d'assurer sa totale indépendance institutionnelle et financière vis-à-vis du SESAN.

433 Plutôt que les OSC membres de SUN participant à l'INCOPAS, c'est le secrétaire de l'INCOPAS qui participe à l'Alliance de la société civile de SUN.

434 Il s'agit de la Banque mondiale, de l'UNICEF, du PAM, du DFID et de l'USAID.

435 Fonctionnaire du gouvernement. Kampala, janvier 2018.

436 Fonctionnaire du gouvernement. Kampala, janvier 2018.

437 Responsable de l'équipe sanitaire du village. District de Nakapiripirit, janvier 2018.

438 Impact Evaluation Infant and Young Child Feeding & Vitamin and Mineral Powder Program, Uganda, Dissemination Meeting, Kampala, 2 mai 2018 (Presentation Power Point). Les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (« Centers for Disease Control and Prevention », CDC), au quartier général situé dans le comté de DeKalb, près d'Atlanta, forment ensemble la principale agence gouvernementale américaine en matière de protection de la santé publique et de sécurité publique.

439 « Cette politique vise à autonomiser les communautés avec des ressources, des connaissances et

des compétences pour soutenir le changement de mentalité vers la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la pleine participation à la mise en œuvre des interventions [emphasis ajoutée] ». *Supra* note 205, par. 44.

440 *Supra* note 205, par. 43.

441 Fonctionnaire du gouvernement.

Kampala, janvier 2018.

442 Fonctionnaire du gouvernement.

Kampala, janvier 2018.

443 *Supra* note 81, p. 25.

444 Voir par exemple une vidéo publiée par le SESAN sur les « Intervenciones de la Ventana de los Mil Días » (« Interventions de la Fenêtre des 1000 jours »). www.youtube.com. Voici deux exemples tirés du projet de politique ougandaise en matière de FNS : « La politique sera axée sur le changement de mentalité au sein des ménages concernant le type d'aliments qui fournissent des nutriments, que les femmes peuvent préparer pour leur foyer tout en faisant participer les hommes aux campagnes de sensibilisation et de changement de comportement » ; « Cette politique s'attachera à soutenir une progression culturelle qui familiarise les hommes aux aspects nutritionnels et lie l'importance de ces aspects à leur recherche de revenus, afin qu'ils comprennent que la santé de chaque membre du foyer est une richesse ». *Supra* note 205, par. 73 et 85.

445 La vision de SUN l'exprime très clairement en déclarant que « l'action collective garantit à chaque enfant, adolescent, mère et famille la réalisation de son droit à l'alimentation et à la nutrition, l'atteinte de son plein potentiel et la participation à la formation des sociétés durables et prospères » [emphasis ajoutée]. *Supra* note 81, p. 6.

446 *Supra* note 81, p. 6.

447 *Supra* note 81, p. 32.

Référencement de ce rapport

Le titre

**Quand le soleil projette une ombre.
Les risques pour les droits de l'homme
des partenariats multipartites : le cas de l'Initiative
pour le renforcement de la nutrition (SUN)**

Auteur.e.s

**Laura Michéle, Stefano Prato,
Patti Rundall, Flavio Valente**

Cette étude explore comment le changement aux modèles multipartites influence les espaces politiques publics, la formulation des programmes, la capacité et la volonté politique des institutions gouvernementales et intergouvernementales (comme l'ONU) de réglementer dans l'intérêt public, et la capacité des gens de revendiquer leurs droits humains, avec une référence spéciale mais non exclusive au droit à une alimentation et à une nutrition adéquates (RtAFN)



FIAN
INTERNATIONAL

